



Arxiu històric FUNDACIÓ JAUME BOFILL

L'explosion urbaine: chaos ou maîtrise?

Association Mondiale de Prospective Sociale (AMPS)
Institut des Nations Unies Pour la Formation et la Recherche

NOVEMBRE 1984

FUNDACIÓ
JAUME
BOFILL

MATIN (Salle XI)

Présidence du Prof. Giuseppe VEDOVATO,
Ancien Ministre, Ancien Sénateur (Italie).

09 h. 00 - 10 h. 30

1^{ère} réunion du Conseil exécutif de l'AMPS.

11 h. 00 - 13 h. 00

Réunion conjointe du Conseil exécutif de l'AMPS et des membres de l'Académie internationale de prospective sociale participant au colloque sur l'Explosion urbaine.

10 h. 00 - 12 h. 30 (Salle XII)

Inscription des participants à la première Semaine internationale de prospective sociale.

APRÈS-MIDI (Salle XII)

SÉANCE D'OUVERTURE DU COLLOQUE.

15 h. 00

Présidence de M. Michel DOO-KINGUE,
Secrétaire général adjoint des Nations Unies,
Directeur général de l'UNITAR, New York.

Hôtes d'honneur:

M. Guy DESCARY

Président de l'Union des villes du Canada,
Président-Délégué de la Fédération mondiale des villes jumelées.

Mr. Abdus S. AFGHANI

Mayor of Karachi (Pakistan).

Allocution du Prof. **Giuseppe VEDOVATO**,
Président du Conseil exécutif de l'AMPS,
Membre de l'Académie internationale de prospective sociale.

Hommage à Gaston Berger et à Aurelio Peccei:
Allocution de M. Pierre PIGANIOL Membre du Club de Rome.

Présentation des thèmes du Colloque par

M. Albert TEVOEDJRE,
Secrétaire général de l'AMPS.

Messages de **MM. G. DESCARY et A.S. AFGHANI**,
Hôtes d'honneur de la Conférence.

Autres messages.

Allocution finale du Président de séance.

18 h. 30

Réception offerte par le Secrétaire général de l'AMPS.
Restaurant du Palais des Nations (8^e étage).

L'Association mondiale de prospective sociale (AMPS) a été créée en 1976 à Genève, à la suite du Colloque mondial sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international organisé par l'Institut international d'Etudes Sociales.

A son deuxième Congrès, réuni à Caracas en janvier 1983, l'AMPS a décidé de créer l'Académie internationale de prospective sociale composée de cent personnalités de très grande expérience. Cette Académie constitue une autorité intellectuelle et morale pour inspirer des politiques sociales répondant aux exigences de notre temps.

Il a été également décidé d'organiser chaque année une Semaine internationale de prospective sociale.

Les semaines internationales de prospective sociale seront une réponse à la nécessité d'un carrefour international où les maladies sociales de notre temps seront diagnostiquées et où des remèdes seront proposés d'un côté par des femmes et des hommes de terrain et, de l'autre, par des théoriciens, spécialistes de l'analyse et de la prospective, en présence de ceux qui orientent, influencent et décident. Ces regroupements autour des grands problèmes sociaux dépasseront les schémas classiques de la réflexion collective, en intégrant toutes les dimensions des problématiques visées par la diversité des participants, la globalité de l'approche et la perception prospective.

**AMPS - Palais des Nations (UNITAR)
CH-1211 GENÈVE 10**

THÈME DU JOUR:	Impact de l'explosion urbaine sur le développement rural.
Hôte d'honneur:	Mrs. Ela R. BHATT Président, Self Employed Women's Association, Ahmedabad (India)
Présidents de la journée:	M. Alexander KING Président du Club de Rome M. Madhi ELMANDJRA Professeur à l'Université Mohamed V, Rabat. Président de l'Association internationale «Futuribles», Paris. Mrs. Eva ALTERMAN-BLAY Chairperson of Conselho Estadual da Condição Feminina, Sao Paulo (Brazil)
Rapports d'experts:	Dr S. BARRACLOUGH, Consultant, UNRISD, Geneva, <i>"Effects of the Urban Explosion on rural development in Latin America".</i> Dr B. CHATTOPADHYAY, Director, CRESSIDA, Calcutta <i>"Urban Explosion in India".</i> Mme L. SOTINKON, Membre du Conseil exécutif du CESAO, Cotonou, Bénin <i>"L'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural: Le cas de l'Afrique".</i> Dr J.B. SOME ZUMATWO, expert à l'Institut Panafricain pour le développement, Douala (Cameroun) <i>"Explosion urbaine en Afrique sub-saharienne et impact sur le développement rural".</i> M. R. LENOIR; Ancien Ministre de l'action sociale, (Paris), Auteur du livre: "Le tiers monde peut se nourrir" <i>"L'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural dans les pays en voie de développement".</i> Le point de vue d'un observateur. Commentaires sur ce thème par le Prof. A. CLEMENTI , Consultant, Ministère de la Coopération, Rome (Italie).
Interventions de membres de l'Académie:	M. Victor A. MALDONADO Diputado Federal, Camara de Diputados, Congreso de la Union (Mexico) Mr. Alfred TANDAU Former Minister of Labour and Social Welfare, Dar-es-Salaam M. Jan KULAKOWSKI Secrétaire général, Confédération mondiale du Travail, Bruxelles.
18 h. 00	Projection de films.

THÈME DU JOUR:	Similitudes et différences de situation entre pays industrialisés et pays en développement.
Hôte d'honneur:	M. Christian GROBET Conseiller d'Etat, Chargé des travaux publics, Genève
Présidents de la journée:	M. Edem KODJO Ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine, Professeur associé de Sciences politiques à l'Université de Paris-Sorbonne, Paris. M. H. GROS ESPIELL Professeur, Ancien Secrétaire général de l'OPANAL, Madrid M. Jacques JOBIN Directeur général Jeunesse Canada Monde, Montréal
Rapports d'experts:	M. Maurice CASIMIR, Directeur, Centre d'activités régional du plan d'action pour la Méditerranée, Valbonne <i>"Gestion des services publics et explosion urbaine".</i> M. C. RAFFESTIN, Professeur de géographie, Université Genève <i>"Comportements socio-économiques et besoins en surface habitable à Genève: scénarios pour l'an 2000".</i> Mr. M. MAX-NEEF, Directeur, CEPUR, Chili <i>"Urban chaos: common challenges ahead for North and South".</i> M. J. BABEL, Président, Union internationale de Protection de l'enfance, Genève <i>"Le sort des enfants dans les situations d'explosion urbaine".</i> Mr. P. SCHAFER, Coordinator Programme in International Development, University of Toronto, Ontario <i>"Municipal Arts Policy".</i>
Interventions de membres de l'Académie:	Mr. A. SICINSKI Professor, Polish Academy of Sciences, Warsaw M. Paul FIERENS Ancien Président de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Doyen de la Faculté des Sciences, Université de l'Etat de Mons (Belgique) M. L. RAMALLO Secrétaire général, Conseil international des sciences sociales, Paris
18 h. 00 - 20 h. 00	2 ^e réunion du Comité exécutif de l'AMPS.

THÈME DU JOUR:	Réflexion sur la prospective urbaine.
Hôte d'honneur:	S.E. Dom Helder CAMARA Archevêque de Olinda et Recife, Brésil
Présidents de la journée:	M. Manuel PEREZ GUERRERO Ministre d'Etat, Affaires économiques internationales, Caracas (Vénézuela). Mme E. AVENTURIN Professeur agrégé de Philosophie, Inspecteur d'Académie, Université de Dakar (Sénégal).
Rapports d'experts:	M. F. LAMENDOLA, Professor, Cavigliano (Italy) <i>"The Magalopolis of the Year 2000 where are we going to".</i> M. Ignacy SACHS, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, Paris. Directeur de Programme à l'Université des Nations Unies, Tokyo. <i>"Pour une autre qualité de vie dans les grandes villes".</i> Mr. O. P. MATHUR, Senior Economic Planner, United Nations Centre for Regional Development, Nagoya (Japan) <i>"The role of small cities in regional development".</i> Ing. A. SLEPICKA, Academy of Sciences, Praha, <i>"Town and Country: Relations and Harmony".</i> Dr R. LAURINI, Professeur, Institut national de sciences appliquées, Villeurbanne (France) <i>"Urban Problem Solving".</i>
Interventions de membres de l'Académie:	Mr. K. TRAUBE Professor, Technische Universität, Berlin. Mr. S. GHOSH Director, Indian Institute of Human Sciences, Konnagar. M. Edmond JOUVE Professeur de Sciences Politiques, Université de Paris-Sorbonne, Paris.
	Synthèse et conclusions du colloque: Propositions de recherche et d'actions spécifiques. Message de M. Abdelhamid BRAHIMI Premier Ministre d'Algérie (M. L. BOURENANE , Chargé de mission auprès du Premier Ministre), Alger CLÔTURE.

THÈME DU JOUR: Dynamique de l'explosion urbaine. Problèmes actuels des grandes villes. Perspective à l'horizon 2000.

Hôte d'honneur: **Mr. A. RAMACHANDRAN**
Executive Director,
United Nations Centre for Human Settlements (HABITAT)
Nairobi (Kenya)

Présidents de la journée: **Mrs. T. TYOLAJARVI**
First Deputy Speaker, Parliament of Finland, Helsinki

Mr. A. FADIGA
Gouverneur de la Banque centrale des Etats de
l'Afrique de l'Ouest, Dakar (Sénégal)

Mr. A.B. BAKR
Rector of the University of Petroleum and Minerals of
Saudi Arabia, Dhahran

Rapports d'experts: **Mr. S. MENON, Director, Population Division,**
United Nations, New York
"Urbanization, Urban Population Growth and Urban Structure".

M. G. ROBERT, Vice-Président,
Association internationale des Urbanistes, Montréal
"Réflexions sur les perspectives d'urbanisation dans le monde".

Mr. T.L. BLAIR, Professor, Polytechnic of Central London
"Third World urban innovation: Managing growth and development".

Mr. M. IKONICOFF, Maître de Recherche au C.N.R.S., Paris
"Industrialisation et urbanisation dans le tiers monde".

Dr S. SASEEN KOOB, Associate Professor,
New York University
"The new labour demand in global cities".

Interventions de membres
de l'Académie: **Prof. I. PRIGOGINE**
Prix Nobel, Bruxelles

M. Robert BURNS
Juge au Tribunal du Travail, Montréal

Prof. W. PINGER
Mitglied des Deutschen Bundestages, Bonn.

18 h. 00 Projection de films.

AMPS

Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine Internationale
de Prospective Sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIES
A L'OCCASION DE LA SEMAINE

AMPS Case postale 6, CH-1211 Genève 22 (Suisse)

DOCUMENTS EN FRANCAIS

<u>Numéro</u>	<u>Auteur</u>	<u>Titre</u>
SIPS 1/1	AMPS	Ordre du jour de la réunion
SIPS 1/2	AMPS	Commentaires de l'ordre du jour
SIPS 1/3	AMPS	L'explosion urbaine : chaos ou maîtrise
SIPS 1/4	AMPS	Dynamique de l'explosion urbaine
SIPS 1/5	Georges ROBERT	Réflexions sur les perspectives d'urbanisation dans le monde
SIPS 1/6	Zumwato J.B. SOME	L'explosion urbaine en Afrique sub-saharienne et son impact sur le développement rural
SIPS 1/7	Benoît MOGOUE	Explosion urbaine : chaos ou maîtrise : le cas du Cameroun
SIPS 1/8	Claude TREHIN	Pour une ville
SIPS 1/9	Sid BOUBEKEUR	Une approche qualitative de la crise de l'habitat : le cas de l'Algérie
SIPS 1/10	Ignacy SACHS	Les grandes villes face à la crise : travail, énergie et nourriture dans l'éco-développement urbain
SIPS 1/11	Paul MOESCHLER Claude RAFFESTIN	Comportements socio-économiques et besoins en surface habitable à Genève en l'année 2000
SIPS 1/12	Maurice CASIMIR	Gestion des services publics et explosion urbaine : la quadrature du cercle ?
SIPS 1/13	P. POUKOUTA	L'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural
SIPS 1/14	Moïse IKONICOFF Sylvia SIGAL	Urbanisation et industrialisation dans le Tiers-Monde
SIPS 1/15	Léonie SOTINKON	L'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural : le cas de l'Afrique
SIPS 1/17	Emilio LUISIONI	Communication
SIPS 1/18	Thomas L. BLAIR	(Résumé en français du document ISPW 1/16)
SIPS 1/19	Emmanuel BARAS Salome KOMBERE	Contribution, sur le Burkina Faso
SIPS 1/19bis	Ana M. MONTENEGRO	Crise dans le système de financement du logement au Brésil
SIPS 1/20	Aïssata KANE	Les conséquences sociales d'une urbanisation rapide
SIPS 1/21	Robert LAURINI	Quelles approches pour quels problèmes urbains ?
SIPS 1/22	John A. AMBROSE	L'avenir des cités : scénarios et tendances (Traduction française du document no. ISPW 1/18)
SIPS 1/23	Edmond JOUVE	Rapport de synthèse

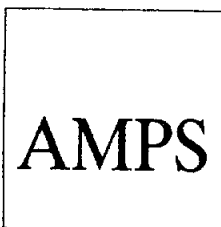
. / .

DOCUMENTS IN ENGLISH

<u>Number</u>	<u>Author</u>	<u>Title</u>
ISPW 1/1	AMPS	Agenda of the meeting
ISPW 1/2	AMPS	Notes on the agenda
ISPW 1/3	AMPS	The urban Explosion : chaos or Mastery ?
ISPW 1/4	AMPS	The Dynamics of Urban Explosion
ISPW 1/5	Paul SHAFER	Municipal Arts Policy
ISPW 1/6	Om P. MATHUR	The Role of Small Cities in Regional Development
ISPW 1/7	UN Population Division	Urbanization, Urban Population Growth and Urban Structure
ISPW 1/8	Bouthran CHATTOPADHYAY D. CHAKRAMPRTU	Calcutta : the Face of Urban Crisis and its Future : An "Ideal Type"
ISPW 1/9	Francisco LAMENDOLA	The Megalopolis of Year 2000 A.D. : Where are we headed ?
ISPW 1/10	Salil K. GHOSH	The Profile of Slums in Calcutta and the Need for an Appropriate Alternative Approach for Child Survival in such situation.
ISPW 1/11	Solon BARRACLOUGH	Effects of the Urban Explosion on Rural Development
ISPW 1/13	Saskia SASSEN-KOOB	The New Labour Demand in Global Cities
ISPW 1/14	Manfred A. MAX-NEEF	Urban Explosion and the Need for a developmental Paradigm Shift
ISPW 1/15	M. S. BOIKHAN	The Impact of the Urban Explosion on Rural Development.
ISPW 1/16	Thomas L. BLAIR	Third World Urban Innovation-Managing Growth and Development
ISPW 1/17	Jc A. SOLANS	Notes on the Prospective side of the Conference
ISPW 1/18	John A. AMBROSE	The Future of Cities : Trends and Scenarios

DOCUMENTOS EN ESPAÑOL

<u>Número</u>	<u>Autor</u>	<u>Título</u>
SIPS 1/1-1	Eduardo GIORLANDINI	Explosion urban
SIPS 1/2-1	Jose-Luis GARCIA Y GARCIA	La explosion urbana, el medio ambiente en la ciudad y la calidad de vida : vision global y vias de salida a la luz de la prospectiva social



Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine Internationale
de Prospective Sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

LISTE DES PARTICIPANTS

Les noms marqués d'une astérisque sont ceux des membres de l'AMPS;
Les noms marqués de deux astérisques sont ceux des membres du Conseil
Exécutif;
Les noms soulignés sont ceux des membres de l'Académie Internationale
de Prospective Sociale.

ADENIYI, Eniola O.*	Professeur et directeur, Nigerian Institute of Social and Economic Research, P.M.B. 5, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.
AKAKPO, Bernard	Président, Fédération Interafricaine pour la Coopération et le Développement, 2 rue Modigliani, 93370 Montfermeil, France.
ALTERMAN-BLAY, Eva**	Présidente, Conselho Estadual da Condição Feminina, Rua Estados Unidos 346, 01427 Sao Paulo, Bresil.
AMBROSE, Anthony J.	Directeur, The Foundation for Adaptation in Changing Environments, Minster Lovell Mill, Minster Lovell, Oxford OX8 5RN, England.
ANGELE, Paul	Secrétaire général de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux, 32270 Aubiet, France.
ANGELLOZ, Yves	Jeux Mondiaux de la Paix, La Gauthière, 01200 Bellegarde, France.
AUBERT, Jean-Paul	Maupas 8, 1000 Lausanne 9, Suisse.
<u>AVENTURIN Elzea</u>	Inspecteur Général de Philosophie, B.P. 2195, Dakar, Sénégal.
BAIROCH, Paul	Professeur, Département d'Histoire économique, Université de Genève, place de l'Université 3, 1211 Genève 4, Suisse.
<u>BAKR Abdullah B.</u>	Recteur, University of Petroleum and Minerals of Saudi Arabia, Dhahran, Saudi Arabia.
BALIHE, Aloys	Directeur général, B.C. Urbanisme et Habitat, B.P 24, Kigali, Rwanda.
BANDIER Henry	Chargé de mission auprès des organisations internationales, Agence des Cités Unies pour la Coopération Nord-Sud, 80, route de Meyrin, 01210 Ferney-Voltaire, France.
BARAMPAMA, Angelo	Etudiant, Institut de Géographie de l'Université de Lausanne, 19 avenue Dumas, 1206 Genève, Suisse.
BARAS, Emmanuel	Directeur de cabinet, Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale, Ouagadougou, Burkina Faso.
BARRACLOUGH, Solon	Consultant, Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD), Palais des Nations, B.P. 6, 1211 Genève 10, Suisse.
BARRE, Alain	Ministère des Affaires intergouvernementales, Province du Québec, Canada.
BARRETTE, Jean-Claude	Conseiller aux Affaires européennes, Délégation générale du Québec, Avenue des Arts 46, 1040 Bruxelles, Belgique.

BELAID, Abd-el Naceur	Mission permanente d'Algérie à Genève, 308 route de Lausanne, 1293 Bellevue, Suisse.
BENGU, Sibusiso M.	Professeur, Lutheran World Federation, 150 route de Ferney, B.P. 66, 1211 Genève 20, Suisse.
BERAGNES, Mesmin	Président de la Commission Echanges et Relations Internationales de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux, 1 rue Sainte-Lucie, 75015 Paris, France.
BERTELLO, Guiseppe	24 chemin Colladon, 1209 Genève, Suisse.
<u>BHATT, Ela</u>	Secrétaire générale, Self Employed Women's Association, SEWA Reception Centre, Opposite Victoria Gardens, Ahmedabad 380001, India.
BLAIR, Thomas L.	Professeur, Polytechnic of Central London, 35 Marylebone Road, London NW1 5LS, England.
BOIKHAN, Mohamed S.	Directeur, Pakistan Medico International, Social Welfare Association, Orangitown Sector 4, Karachi 41, Pakistan.
BOUILI, Takunda	Directeur général, Direction générale des Affaires sociales, B.P. 1247 Lomé, Togo.
BOUKONO, Albert	Economiste, Secrétariat général du Plan, Ministère du Plan, B.P. 64, Brazzaville, République du Congo.
BOURENANE, Lounes	Chargé des questions d'urbanisme et d'infrastructures économiques et sociales auprès du Premier Ministre de la République d'Algérie, Alger, Algérie.
BUFFE, Patrick	Journaliste, Journal de Genève, rue du Général Dufour, 1204 Genève, Suisse.
<u>BURNS, Robert</u>	Membre du Tribunal du Travail, 255 Bvd Crémazie Est, Montréal, Québec H2M 1L5, Canada.
BURTON, Ian	Vice-président, The International Federation of Institutes for Advanced Studies, 40, avenue de Saxe, 75007 Paris, France.
Dom Helder CAMARA	Archevêque de Olinda et Recife, Palacio dos Manguinhos, Av. Rui Barbosa s/n, Graças-Recife Pernambuco, Brésil.
CARTIER, Jean-Paul	Conseiller technique, Commission Echanges et Relations Internationales, Fédération Nationale des Foyers Ruraux, 1 rue Sainte-Lucie, 75015 Paris, France.
CASIMIR, Maurice	Directeur de Médéas, Centre d'activités régional, Plan d'action pour la Méditerranée, Sophia Antipolis, Place Laffitte, 06560 Valbonne, France.
CELESTIN, Georges	Economie et Humanisme, 34, rue de Montmorency, 75003, Paris, France.

CHARDONNET, Claude	Responsable du service "jeunes", Comité catholique contre la Faim et pour le Développement, 4 rue Jean-Lantier, 75001 Paris, France.
CLEMENTI, Alberto	Professeur, consultant, Département de la Coopération au Développement, Ministère des Affaires Etrangères, Rome, Italie.
COLLIARD, René	Directeur, Centre Médico-Social, 14 rue de Bois-Caràn , 1213 Onex, Suisse.
COUITTI André*	Administrateur de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux, Saubouires, 32370 Manciet, France.
COUR, Jean-Marie	Economiste consultant, Caisse des Dépôts et Consignations, 67 rue de Lille, 75007 Paris, France.
CRISTALLIDIS, Olga	Architecte, case postale 146, 1211 Genève 3, Suisse.
DAFALLA Munira H. *	Senior Architect, Research Department, Department of Housing, Ministry of Construction and Public Work, P.O. Box 818, Khartoum, Soudan.
DAGHINI, Giario	Professeur, Ecole d'Architecture, Université de Genève, 9 Bvd Helvétique, 1205 Genève, Suisse.
DAS MERCES BARRETO, Rui	Secrétaire d'Etat à la Justice, av. Osvaldo Vieira 10, Bissau, Guinée.
DESCARY, Guy	Maire de La Chine, Québec, Président délégué de la Fédération internationale des villes jumelées, Hôtel de Ville , La Chine, 1800 Bvd Saint-Joseph, La Chine, Québec N8F 2N4, Canada.
DESOUCHES, Christine	Maître assistant à l'Université de Paris-I, 17 Passage Foulbert, 75013 Paris, France.
DIONE Alioune Mbodji	Union Internationale des Télécommunications, Département des Relations extérieures, Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse.
DJERMAKOYE, Aminata	Fonctionnaire des Relations Extérieures et des Affaires Inter-organisations, Cabinet du Directeur général, ONU, Bureau 133, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.
DOO KINGUE, Michel**	Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies, Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), 801, United Nations Plaza, New York, U.S.A.
DUCRET, André	Chargé d'enseignement en sociologie à l'Ecole d'Architecture, Université de Genève, Bvd Helvétique 9, 1205 Genève, Suisse.
EKPA, Kouassi Florent	Conseiller, Mission permanente de Côte d'Ivoire, 47 bis av. Blanc, 1211 Genève 21, Suisse.

EKUE, Albert**	Directeur de la Division Education et Culture, Organisation de l'Unité Africaine, P.O. Box 3243, Addis Abeba, Ethiopia.
ELMANDJRA, Mahdi**	Professeur, Université Mohamed V, B.P. 53, Rabat, Maroc.
EL TAL, Mazin	Secrétaire, Mission permanente de Jordanie à Genève, 47 rue de Lausanne, 1202, Genève, Suisse.
ESNARD, Monique	Conseillère technique, Service Social, Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, C.P. 276, 1211 Genève 19, Suisse.
EYA NCHAMA, C.M.*	Chercheur, Boîte postale 335, 1211 Genève 4, Suisse.
FALS BORDA, M. Christina	Professeur de sociologie, c/o Research Committee on Social Practice and Social Transformation, 6654 Carigliano, Suisse.
FEINBERG, Epy	Institut Universitaire d'Etudes du Développement, 24 rue Rotschild, 1211 Genève 21, Suisse.
FERNANDO, Gabriel	Caritas Internationalis, 16 Pal. San Calisto, Roma, Italie.
FLACHE, Stanislas	Représentant auprès des Nations Unies, World Federation for Mental Health, 9C Plateau de Frontenex, 1208 Genève, Suisse.
FLOTT, Henriette	Fondation Mirhas, 10 route de Ferney, 1202 Genève, Suisse.
FUMIATHU, Robert M.	Enseignant vacataire, Université de Strasbourg II, 44 rue d'Ypres, B.P. 309, 67000 Strasbourg, France.
GANDEGA, Silly	Chef de service de la programmation spatiale, Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, Ilot R, Lot 107, B.P. 531, Nouakchott, Mauritanie.
GARCIA, Jose L.	Avocat, Secrétaire général CIDEAL (Centro de comunicacion, investigacion y documentacion entre Europa Espana y America Latina), Av. de Brasilia 27, 28027 Madrid, Espagne.
GHOSH, Salil Kumar	Secretary of Council for Organized Action for Social Transformation, 12/1 Raja Manindra Road, Calcutta 700002, India.
<u>GHOSH, Samir K.</u>	Director, Indian Institute of Human Sciences, 114, Sri Aurobindo Road, Konnagar WB, 712235 Calcutta, India.
GIORLANDINI, Eduardo	Avocat, Universidad Nacional del Sur, Drago 23, Piso 8, Oficina 4, 8000 Bahia Blanca, Argentine.
GONOD, Pierre	Conseiller, Institut International d'Etudes Sociales, Case postale 6, 1211 Genève 20, Suisse.

GROBET, Christian	Conseiller d'Etat, chargé du Département des Travaux Publics, 5 rue David Dufour, 1205 Genève, Suisse.
<u>GROS ESPIELL, Hector</u>	Professeur, Instituto Universitario Iberoamericano de Estudios Internacionales, 88, Lagasca, Madrid, Espagne.
GUTIERREZ GUITIAN, Maria	Directeur, Forum Humanum Espana, Rectorado de la Universidad Politecnica de Madrid, Avenue Ramiro de Maeztu, s/n 28040 Madrid, Espagne.
HENGUE, Paul *	Chargé d'études, Division de l'Aménagement du Territoire, Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, Yaoundé, Cameroun.
HENRY, Paul-Marc	Ambassadeur de France, 74C rue Lecoûrbe, 75015 Paris, France.
HILL, Ellen B.	Secrétaire, Research Committee on Social Practice and Social Transformation, 6654 Carigliano, Suisse.
HOFER, Ana M.	Union Internationale des Organismes Familiaux, 3 chemin de Planta, 1223 Cologny/Genève, Suisse.
JOBIN, Hélène	5208 rue Ponsard, Montréal, Quebec, Canada.
JOUBE, Edmond **	Professeur à l'Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), 3 rue Marié-Davy, 75014 Paris, France.
KANE, Aïssata	Ancien Ministre, consultante en matière d'intégration des femmes au développement, conseillère au développement au Ministère du Plan, B.P. 71, Nouakchott, Mauritanie.
KEITA, Mamadou	Directeur, Direction Nationale de l'Urbanisme et de la Construction, B.P. 78, Bamako, Mali.
<u>KING, Alexander</u>	Président du Club de Rome, The International Federation of Institutes for Advanced Studies (IFIAS), 168 rue de Grenelle, 75007 Paris, France.
KOMBERE, Salomé	Directrice provinciale d'action sociale du Gourma, Tapoa Gnagna; Fada N'Gourma, Burkina-Faso.
<u>KODJO, Edem</u>	Ancien Secrétaire général de l'OUA, Professeur associé de sciences politiques, Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), Département de Sciences Politiques, 14 rue Cujas, 75005 Paris, France.
KOUMONDI, Foli	Etudiant, Foyer Saint-Justin, 15-17 rue du Prieuré, 1202 Genève, Suisse.
<u>KULAKOWSKI, Jan</u>	Secrétaire général, Confédération Mondiale du Travail, 33 rue Trêves, 1040 Bruxelles, Belgique.
LAKHDARI, Hovrig	Jeux Mondiaux de la Paix, 7 rue du Maréchal Leclerc, 01200 Bellegarde, France.

LATE, Emmanuel	Directeur général de l'Urbanisme, B.P. 985, Libreville, Gabon.
LAURINI, Robert	Professeur, Département Informatique 502, Institut National des Sciences Appliquées (INSA), 20 av. A. Einstein, 69621 Villeurbanne, France.
LAWRENCE SURENDRA, Daniel	Coordinator, Asian Regional Exchange for New Alternatives, Hung Hom Bay Centre, 104-8 Baker Street, Hung Hom, Kowloon, Hong Kong.
LEGUM, Colin*	Editeur de "Third World Reports", 15 Denbigh Gardens, Richmond, Surrey, England.
LENOIR, René	Ancien Ministre de l'Action Sociale, Président de Scet Coopération Internationale, 67 rue de Lille, 75007 Paris, France.
LUCQUIN, François P.	Professeur, Président de l'Association de Recherche pour le Développement en Urbanisme et en Architecture, 12 rue Littré, 75006 Paris, France.
LUISONI, Emilio	Architecte, 1241 Puplinge/Genève, Suisse.
MAKSIMOVIC-BINNO, Tijana*	Chef de projet - Aménagement du Territoire, CNERU, Cité Rabéa, Béjaia, Algérie.
MALDONADO, Victor A.**	Diputado Federal, Camara de Diputados, Congreso de la Union, Miguel Ledo de Tejada 168, Co. Guadalupe Inn. Mexico 20, D.F. Mexico, Mexique.
MANSHARD, Walther	Président de l'Union Géographique Internationale, Geographisches Institut Universität Freiburg, Werdering 4, 7800 Freiburg in Brissgau, Rép. Féd. d'Allemagne.
MARTI, Félix	Fundació Jaume Bofill, Provença 324 principal, Barcelone 37, Espagne.
MAX-NEEF, Manfred	Economiste, Center for Study and Promotion of Urban, Rural and Development Alternatives (CEPAUR), Casilla 95; Corero Miramonte, Santiago, Chile.
MBENA, Célestin	Directeur adjoint du Développement social, Ministère des Affaires Sociales, Yaoundé, Cameroun.
MEBTOUCHE, Larbi	Economiste, Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, 154, rue de Lausanne, 1202 Genève, Suisse.
MECHKAT, Cyrus	Professeur, Ecole d'Architecture, Université de Genève, 9 Boulevard Helvétique, 1205 Genève, Suisse.
MEZIO, Eduardo	Juriste, Moreno 528, 2000 Rosario, Argentine.
MOINET, Marie-Laure	Journaliste, Science et Vie, 5 rue de la Baume, 75008 Paris, France.

MOLINA RUIBAL, Alfonso	Diputacion de Sonora, Lafrugua 3, piso 8, Col. Revolucion, 06030 Mexico, Mexique.
MONTENEGRO, Ana M.	Enseignante, Institut de Géographie, Université de Toulouse - Le Miral, 184 avenue de Choisy, 75013 Paris, France.
MTANGO, Elikunda E.E.	Conseiller, Mission permanente de Tanzanie, 47 av. Blanc, 1202 Genève, Suisse.
MUNTASSER, Bashir S.	Senior Liaison Officer, Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population (UNFPA), Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.
MUNYANEZA, Wellars	Directeur des Stratégies, Ministère du Plan, MINIPLAN, B.P. 46, Kigali, Rwanda.
NAMADA, Filipe B.*	Responsable des services des Affaires sociales, I.N.S.P.S., CX P. 62, Bissau, Guinée-Bissau.
NDAMBO, Manyama	Planification de l'Urbanisme et de l'Habitat, Ministère du Plan, B.P. 9378, Kinshasa 1, Zaïre.
NICOLAS, Jules *	Journaliste, SID (Haïti), Le Prunier B, 1188 Gimel, Suisse.
NNA EKAMKAM, Daniel H.	Commissaire général à l'Aménagement du Territoire, B.P. 843, Libreville, Gabon.
NOVICK, Robert	Division of Environmental Health, World Health Organization, 20 av. Appia, 1211 Genève 27, Suisse.
NZIENGUI-MABILA, Pierre	Directeur des Etudes, Commissariat général à l'Aménagement du Territoire, B.P. 843, Libreville, Gabon.
OLIVEIRA, Jose T.	Superintend, Planning Institute, Planning Ministry, SQS 112, Bloco I, Ap. 205, Brasilia D.F., Brésil.
OLSON, Martin	Jeux Mondiaux de la Paix, 444 Bric Kell Ave, Suite 650, Miami, Florida, U.S.A.
OTEIZA, Enrique *	Directeur, Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD), Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.
OUMET, Pierre	Directeur général, Centre Local de Services Communautaires (CLSC) de Montréal Nord, 11441 Bvd Lacordaire, Montréal Nord, Québec H91 4J9, Canada.
OZKHAN, Suha	Deputy Secretary-General, The Aga Khan Award for Architecture, 32 chemin des Crêts-de-Pregny, 1218 Grand-Saconnex/Genève, Suisse.
PICHON, Armand	Ingénieur constructeur urbaniste, 11 Bvd St.-Germain, 75005 Paris, France.

AMPS

Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Le Secrétaire général

M. Felix MARTI
Fundación Jaume Bofill,
Provença 324 principal,
BARCELONE 37 (Espagne)

Genève, le 4 décembre 1984

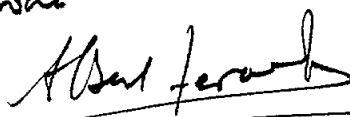
Cher Monsieur,
C'est avec un sentiment de grande joie que je viens au nom de l'AMPS vous remercier très sincèrement d'avoir accepté notre invitation à participer à la Première Semaine Internationale de Prospective Sociale à Genève au début du mois de novembre 1984.

Votre présence parmi nous, ainsi que vos interventions, ont contribué très largement au succès de ce colloque dont nous nous attachons maintenant à préparer une synthèse sous la forme d'un volume susceptible d'intéresser le grand public.

Les récents événements d'explosion urbaine dans la banlieue de Mexico ont démontré encore très clairement l'importance du sujet qui a fait l'objet de nos discussions et de nos propositions.

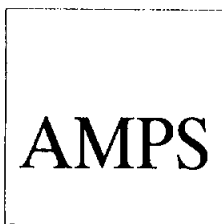
En espérant que vous accepterez de poursuivre votre intérêt à l'AMPS, à son Académie et à ses divers programmes, je vous prie de recevoir, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments de haute et très cordiale considération.

*Mille amitiés
très sincères*


Albert Tévoédjré

A M P S
ASSOCIATION MONDIALE DE
PROSPECTIVE SOCIALE
UNITAR - Palais des Nations
CH - 1211 GENÈVE 10

AMPS Case postale 6, CH-1211 Genève 22 (Suisse)



Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

ORDRE DU JOUR DE LA REUNION

Thème général : L'explosion urbaine : chaos ou maîtrise ?

Point I

Le diagnostic

- A) Dynamique de l'explosion urbaine : Facteurs endogènes et exogènes de la croissance urbaine. Similitudes et différences entre l'excroissance des mégapoles du Nord et du Sud.
- B) Problèmes actuels des grandes villes : Site, infrastructures, gestion des services publics, transports, habitat, énergie, environnement, santé, qualité de la vie, identité culturelle. Le sort des jeunes, des femmes, des minorités et des marginaux. Les relations inter-raciales. L'aménagement du temps et des loisirs...
- C) Perspectives à l'horizon 2000 : Maintien et même accroissement des tendances démographiques actuelles en ce qui concerne les grandes villes. Stagnation des petites villes et des villes intermédiaires. Relations entre les causes de cette expansion urbaine et les problèmes futurs qu'elle crée.

Point II

Explosion urbaine et impact sur le développement rural

- A) Etude des influences de l'exode rural sur la croissance des villes.
- B) Choc en retour de l'explosion urbaine sur le développement rural.
- C) Similitudes et différences entre les pays en développement et les pays industrialisés.

./.

Point III

Réflexions sur la prospective urbaine

- A) Les futurs possibles : Tout ce que l'imagination nous permet d'envisager pour nos villes à l'horizon 2000.
- B) Les futurs réalisables : Tout ce qui est matérialisable compte tenu de nos contraintes et de nos moyens.
- C) Les futurs voulus : Ici le choix volontaire suivant une démarche prospective, une attitude active et créatrice.

CONCLUSION : A l'issue de ces réflexions, suggérer quelques voies pour les recherches à venir de l'AMPS.

Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

COMMENTAIRES DE L'ORDRE DU JOUR

1. La première Semaine internationale de prospective sociale se tiendra autour d'un des problèmes les plus cruciaux de notre temps :

L'explosion urbaine : chaos ou maîtrise ?

2. Plusieurs réunions internationales dont la récente Conférence démographique mondiale, diverses études ont déjà abordé ce thème majeur de réflexion. Il ne s'agit pas de reprendre leurs discussions.

Mais, en partant des résultats et des réflexions qu'elles ont dégagés, en s'appuyant sur les événements et certaines politiques novatrices, les expériences et tendances positives, les participants à la Semaine internationale de prospective sociale, sont invités à faire part des projets, des aspirations et de la vision du futur de leurs cités, telle qu'ils la conçoivent ou telle que l'imaginent les divers groupes ou associations auxquels ils appartiennent.

Leurs conclusions, au-delà d'un enrichissement mutuel des participants, permettront à l'AMPS d'établir un plan de travail pour les années à venir.

3. Suggérer une telle démarche, c'est inciter les participants à établir un diagnostic, à établir des projets porteurs d'autres avenir possibles et à mettre en oeuvre des programmes conséquents.

I. LE DIAGNOSTIC

4. Aucun pays, aucune région n'échappe aujourd'hui à l'extraordinaire accroissement des villes. Sur 34 villes de 5 millions d'habitants, 12 sont dans le Nord et 22 dans le Sud. Ce qui frappe, ce n'est pas tellement l'augmentation de la population urbaine, que sa concentration dans de grandes cités : les 25 grandes villes de plus de six millions d'habitants comptent actuellement 13 % de la population urbaine. Elles continuent de se gonfler démesurément, de pousser de façon anarchique. Plusieurs d'entre elles ont dépassé le seuil de croissance tolérable.
5. Cette situation crée un certain nombre de problèmes : espace et site, tensions et contrastes inhérents à la structure des sociétés, ravitaillement et gestion de ces mégapoles, situation sanitaire, insertion des minorités, violence et sécurité, jeunesse et loisirs, vieillards et handicapés, enfance abandonnée et maltraitée...

./.

6. Plusieurs facteurs endogènes et exogènes de la croissance urbaine ont été mis en relief par des études pertinentes. L'un d'eux est frappant : la grande ville est l'instance d'un pouvoir extraordinaire qu'elle exerce au dépens des autres communautés, petites villes et campagnes.

Elle attire, car elle permet plus facilement aux populations l'exercice des pouvoirs démocratiques et la participation.

7. Pour l'avenir, l'an 2010 ou 2050, la tendance ne semble guère s'améliorer.

En l'an 2025, 93 cités compteront plus de cinq millions d'habitants : 13 seront dans le Nord et 80 dans le Sud. Quelques exemples effraient : en 2010 Mexico avec 32.1 M d'habitants sera la première ville du Monde; en 1985, elle sera la 2^e avec 18.4 M. Shangaï, 17.5 M, en 1985 passera du 4^e rang au 2^e en 2010 avec 31 M. En revanche, les petites villes et les villes intermédiaires auront tendance à stagner. Où situer l'idéal ?.

8. Pour le déterminer, des recherches ont été entreprises pour identifier les problèmes actuels et proposer des innovations. Celles-ci se situent à deux niveaux :

- dans les villes : Mise en place de collectivités de base, décentralisation du pouvoir pour le rapprocher des administrés, création de nouveaux circuits d'approvisionnement...
- dans les campagnes : Amélioration des conditions de vie pour éviter l'attrait de la ville, importation de technologies villageoises, mise en place de coopératives pour la production et la distribution des produits, préservation de l'identité culturelle, organisation sanitaire (pharmacies villageoises), meilleure perception de la solidarité, clubs de jeunes...

9. Il serait intéressant que les participants attachent une attention particulière, comme étude de cas, à un problème jusqu'ici peu approfondi : l'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural.

10. Problème important que connaissent les pays du tiers monde notamment. Il conviendrait d'en étudier les conséquences à un double point de vue :

- sur les campagnes : L'attrait de la ville notamment sur les jeunes crée un vide dans les campagnes. L'exode des bras valides et des artisans. La perte de l'identité culturelle et des valeurs socio-morales traditionnelles ... Tout ceci influe sur le développement rural : Comment ?

- sur les villes : L'afflux d'une main d'oeuvre sans spécialisation et à bon marché encombre le marché du travail. Incidence sur l'environnement : des bidonvilles naissent partout. Conditions de vie précaires. Chômage et délinquance. Formation d'une masse de désœuvrés, clientèle facile pour les gangs, les manifestations sociales et politiques. Délinquance juvénile et clochardisation. Problèmes de santé. Insertion sociale. Approvisionnement.
- Similitudes et différences entre les pays en développement et les pays industrialisés.

II. REFLEXIONS SUR LA PROSPECTIVE URBAINE

11. Le but de cette Semaine internationale de prospective sociale est non seulement d'établir un diagnostic, mais surtout d'inciter des hommes et des femmes de terrain, des théoriciens, des spécialistes de l'analyse prospective, à proposer des remèdes. En effet, devant le constat de cette situation inquiétante, devant les sombres perspectives d'avenir, la seule solution reste une démarche prospective, c'est-à-dire, une nouvelle attitude face à l'avenir.
12. Les participants à la Semaine internationale pourraient envisager cette réflexion en suivant trois vecteurs :
 - a) Les futurs possibles : C'est tout ce que l'imagination nous permet d'envisager et tenant compte des tendances actuelles et des prévisions les plus réalistes. Les chances de maîtriser l'explosion urbaines peuvent être affectées tant par de bonnes que par de mauvaises surprises.
13. Dans l'éventualité où en 2010, Mexico atteindrait 32.1 M, Lagos 12.1 M, comment apparaîtra la cité de demain ? Si en l'an 2000, 50 % de la population mondiale, 79 % de la population des pays industrialisés, 37,7 % de la population africaine vivaient en milieu urbain, quels seront les modifications de structure, le niveau de vie des habitants...? Comment résoudre les difficultés de ravitaillement, de transport et de services... ?.
14. Les participants auront à s'interroger sur une stratégie d'action pour la maîtrise de cet accroissement. Y seront notamment examinés les points suivants :
 - rôles et objectifs d'un organe de coordination des politiques et des programmes touchant aux problèmes de la vie urbaine;
 - promotion des villes de petites dimensions;
 - étude de l'adaptation des nouvelles techniques à la structure des villes et à l'organisation de la vie en ville...

b) les futurs réalisables : Tout ce qui est matérialisable, vu les contraintes humaines et temporelles, actuelles et à venir.

15. Ainsi en considérant les ressources des Etats, les disponibilités des municipalités, la baisse croissante de revenus dans les pays du tiers monde, quelle politique concevoir pour résoudre la crise du logement et de l'habitat urbain ? Quels types de maisons bâtir en respectant à la fois l'environnement, les normes de sécurité et les modes traditionnels de construction ?
16. A ce point de la discussion, il convient dans le cadre de la préparation de l'Année Internationale de la Jeunesse (1985), de penser à une politique qui, dans la cité, privilégie nos jeunes, les rende responsables, recherche leur participation dans les décisions.
17. Pour mieux cerner ces futurs réalisables, il faudrait formuler un certain nombre d'hypothèses d'évolution des variables principales de l'avenir de nos cités : variables endogènes et exogènes, centres de pouvoirs respectifs qui peuvent agir sur elles. Ainsi :
- les conditions économiques et sociales de la Nation;
 - les tendances de l'accroissement démographique;
 - la décentralisation du pouvoir;
 - ville - non ville : opposition ou complémentarité ?

c) les futurs voulus

18. Face à l'avenir, la prospective propose une attitude active et créatrice.
19. S'agissant de l'explosion urbaine, une telle attitude amènerait les réflexions dans trois directions :
- à sérier la problématique, à relever afin de mieux les dynamiser les éléments qui tiennent à nos politiques internes;
 - à promouvoir une nouvelle politique de l'urbanisation centrée avant tout sur l'être humain. Ce sujet se ramène au problème fondamental de la démocratisation du développement. En somme, quel mode de vie voulons-nous organiser à l'avenir ? Dans quel cadre ? Pour quel genre d'homme ?

Interrogation cruciale, l'homme étant l'agent et le moteur du développement.

20. A cette interrogation, des réponses ont été proposées çà et là, dans des documents connus : ainsi la Stratégie internationale pour la 3^e décennie des Nations Unies pour le développement, le Plan d'Action de Lagos pour le développement économique et sociale de l'Afrique, la Stratégie d'Amman pour le développement du monde arabe...

./.

21. Intéressantes seront pour les participants, les expériences novatrices pour "une autre qualité de vie" dans les grandes villes :
- gestion municipale participative;
 - instauration des dialogues avec les autorités responsables;
 - rationalisation des structures administratives;
 - recherches sur la régulation urbaine dans différents contextes socio-politiques;
 - impact des techniques nouvelles sur les conditions d'occupation de l'espace;
 - prospective du travail et du temps libre;
 - recensement des forces sociales et économiques susceptibles de promouvoir une stratégie du changement.
22. Quelques-unes de ces propositions, enrichies suivant les objectifs de l'AMPS, pourraient alimenter ses recherches à venir.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les frais d'inscription à cette semaine internationale seront:

Pour les institutions membres de l'AMPS	150,-- Fr.s.
--	--------------

Pour les institutions non membres de l'AMPS	200,-- Fr.s.
--	--------------

Pour les participants individuels membres de l'AMPS	50,-- Fr.s.
--	-------------

Pour les participants individuels non membres de l'AMPS	100,-- Fr.s.
--	--------------

- Les arrangements et les frais de voyage et de séjour à Genève sont à la charge de chaque participant.

AMPS

For a new international order:

WORLD SOCIAL PROSPECTS ASSOCIATION

FIRST INTERNATIONAL SOCIAL PROSPECTS WEEK

(5 - 9 November, 1984)

PROVISIONAL LIST OF PARTICIPANTS

Palais des Nations
Geneva

ACHANFOU-YEBOAH D.J.	Acting Census Coordinator, ACCRA, Ghana
ADENIYI Eniola O.	Professor of Development Planning P.M.B. 5, University of Ibadan, IBADAN, Nigeria
ADEPOJU, A.	Dept. of Demography and Social Statistics, University of Ife Ile-Ife, Nigeria
ALLEGRI, Antonio	President, Movimento per la Lotta contro la fame nel mondo, Via Cavour 73, I-20075, LODI, Italy
ALLEN Dr. P.	Campus Plaine ULB, Bld de Triomphe, B-1050 BRUZELLES Belgique
ALTERMAN-NLAY Eva	Chairperson of Conselho Estadual da Condiçao Femina Rua Estados Unidos 346, 01427 SAO PAULO, Brazil
AL-QABANDY Khedr Hajji	Director of Social Planning, Permanent Mission of The State of Kuwait, 2 Avenue de l'Ariana, Geneva
ALVAREZ ORDONEZ, Joaquin	Secretario Técnico, Comision de conurbacion del Centro del Pais, Insurgentes Sur No. 1877 Col. Guadalupe Inn, 01020 MEXICO D.F.
AMBROSE J.A.	Director, The Foundation for Adaptation in Changing Environments, Minster Lovell Mill, Minster Lovell, OXFORD, England
ANGELE Paul	Délégation des foyers ruraux, AUBIET F32270 France
AREVALO YEPES, Ciro	Mission de la Colombie à Genève
AVENTURIN E.	Inspecteur-General de Philosophie, P.B. 2195, DAKAR Senegal
BAGATE Bolou	Ministère des Affaires sociales, ABIDJAN, Cote d'Ivoire

BAIROCH P.	Professeur, Département d'histoire économique, Université de Genève, CH 1211, Genève
BAKR Abdullah	Rector of the University of Petroleum and Minerals DHAHRAN, Saudi Arabia
BANDIER Henri	Président-fondateur, Délégué général, Agence de Cités Unies pour la Coopération Nord-Sud 80 route de Meyrin, F-01210 FERNEY-VOLTAIRE, France
BARAS Emmanuele	Directeur du Cabinet, HAUTE VOLTA delegation
BARRACLOUGH Solon	Consultant, UNRISD, Palais des Nations, Geneva 10
BARRE Alain	Secrétaire de l'Association Québécoise de Prospective Sociale, QUEBEC, Canada
BARRETTE Jean-Claude,	Délégation générale du Quebec, Avenue des Arts 46, 1040 BRUXELLES, Belgique
BERGERON Luc	Ministère des relations internationales, QUEBEC, Canada
BHATT Ela R.	General Secretary, Self Employed Women's Association SEWA Reception Centre, Victoria Gardens, AHMEDABAD 380001, India
BLAIR Thomas L.	Professor, Polytechnic of Central London, 35 Marylebone Road, LONDON NW1 5LS, England
BONEV E.	Principal Officer, External Relations, UNDP, Palais des Nations, 1211 Geneva 10
BOURGOIS Pierre	Assistant Administrator and Director of the United Nations Development Programme in Europe Palais des Nations, Geneva
BOIKHAN M.S.	Director, Pakistan Medico International, Orangi Town Sector 4, KARACHI 41, Pakistan

BOUBEKEUR Sid	Université Lyon II, Economie des Changements Technologiques, ERA CNRS No. 872 16 quai Claude Bernard, 69007 LYON, France
BOURENANE Lounes	Chargé au Premier Ministère des Questions Urbaines et infrastructure économique et sociales, ALGERS Algérie (Representative of His Excellency Mr. Brahimi)
BURNS Robert	Membre du Tribunal du Travail, 255 Bvd. Crémazie est, MONTREAL, Quebec, H2M 1L5, Canada
BURTON Ian	40 Avenue du Saxe, PARIS, France
CAMARA Don Helder	Archevque de Olinda et Recife, Palacio dos Manguinhos - GRAÇAS-RECIFE-PERNAMBURCO (Brésil)
CASIMIR Maurice	Représentant de Médéas, Centre d'activités régional du Plan d'action pour la Méditerranée, Sophia Antipolis, Place Laffitte F-06560 VALBONNE, France
CASTRO ARANDA Hugo	Presidente des Foro Nacional de Colegios de Profesionistas, Barranca de Pilares 84, Tlacopac, SAN ANGEL, Mexico D 01040
CASTRO CELLOS Denise	Companhia do Desenvolvimento do Planalto Central, Secretaria do Governo, Sector de areas Isoladas Norte, Bloco H, BRASILIA, Brazil
CHARDONNET Claude P.	
CHATENAY L. Peter	World Bank Representative to UN Organizations, P.O. Box 104, CH 1211, GENEVA, Switzerland
CHATTOPADHYAY, Boudhayan	CRESSIDA, 32 Gobinda Auddy Road, CALCUTTA, India
CLEMENTI Alberto	Professeur, Consultant, Département de la Cooperation, Ministère des Affaires étrangères ROME, Italie
COLLAIRD	Chef du Service Social de la ville d'Onex, GENEVA
COUITTI André	Délégation des foyers ruraux, Saubaires, MANCIET, France

DAGHINI G.	Responsable de l'UER-U, Ecole d'architecture, Université de Genève, Suisse
DE NAGNE	Délégation des foyers ruraux, Valeilles, F-82150 MONTAIGU DU QUERCY, France
DERRAR A.	Enseignant du Module d'économie et Planification de la Construction, Cité C.I.A. F2/14, CHERAGE, Algerie
DJERMAKOYE Aminata	External RELations and Inter-Agency Affairs Officer, Palais des Nations, GENEVA, Switzerland
DOLCHI Giulio	Président, Fédération des Villes Jumelées, Rue Xavier de Maitre 11, AOSTA, Italie
DOO-KINGUE Michel	Secrétaire général adjoint des Nations Unies, Directeur général du l'UNITAR, NEW YORK, U.S.A.
DUCRET André	Chargé d'enseignement en sociologie à l'école d'architecture, Université de Genève, GENEVE,Switzerland
EJIONYE U.A.	15 Almure Avenue, Off Boundary Road, G.R.A. BENIN CITY, Nigeria
EKARAM D.	UN Development Programme, LIBREVILLE
EKUE Albert	Directeur de la Division Education et Culture Organization de l'Unité africaine. P.O. Box 3243 ADDIS ABABA, Ethiopia
ELMANDJRA Mahdi	Professeur, Université Mohamed V, RABAT, Maroc
EYA NCHAMA C.M.	Membre de l'Amps, Boite Postale 335, GENEVE 4, Switzerland
FUMIATHU Robert	44 rue d'Ypres, B.P. 309 STRASBOURG, 67000, France
GANDEGA Silly	Ministère du Plan, NOUAKCHOTT, Mauritanie
GARCIA Y GARCIA José	Secrétairio General, CIDEAL, Avenida de Brasilia 27,1 ^o Parque de las Avenidas 28028 MADRID, Espagne

GHOSH Salil	Secretary of Council of Organized Action for Social Transformation, 12/1 Raja Manindra Road, CALCUTTA 700002, India
GHOSH Samir K.	Director, Indian Institute of Human Science, 114 Sri Aurobindo Road, Konnagar, 712235, CALCUTTA, India
GIBSON Richard	Journalist, 1023 Chaussée de Waterloo, B-1180 BRUSSELS, Belgium
GIORLANDINI Eduardo	Avocat, Drago 23, piso 8, BAHIA BLANCA, Argentina 8000
GORBITZ Raymond	Sécrétaire général adjoint, UNIAPAC, Place de Barricades 2, B-1000 BRUXELLES, Belgique
GRENON Michel	Directeur scientifique, Plan Bleu, Sophia Antipolis, Place Laffitte, F 06560, VALBONNE, France
GROBET Christian	Conseiller d'Etat, Chargé de département des travaux publics, 5 rue David Dufour, GENEVE, Switzerland
GROS ESPIELL Hector	Profesor, Instituto de Estudios Internacionales Iberoamericanos, Lagasca 88, MADRID, Espagne
GUTIERREZ GUITIAN Maria	Forum Humanum Espana, Rectorado de la Universidad Politecnica de Madrid, Avenue Ramiro de Maeztri s/n MADRID, Spain
HAENNI D.	Chancelier de la République et Canton de GENEVE, Switzerland
HAILLEZ E.	c/o Consulat Belge de Kisangani, Ministère des Affaires étrangères, 2 rue de Grand Cerf, B-1000 BRUZELLES, Belgique
HELDRING A.	Permanent Mission of the Netherlands to the UN 56 rue de Moillebeau, GENEVA, Switzerland (Observer)
HENGUE Paul	Sociologue, urbaniste, Ministère du Plan et de l'Amenagement du Territoire, YAOUNDE, Cameroun

HILL Ellen B.	Secretary, Research Committee on Social Practice and Social Transformation, 6654 CARIGLIANO, Suisse
HOUANGNI-AMBOUROUE M.A.	Maire de Port-Ceutil, PORT CEUTIL, Gabon
JOBIN Jacques	Directeur Général Jeunesse Canada Monde, MONTREAL, Canada
JOUE Edmond	Professeur des Science Politiques, Université de Paris, SORBONNE, Paris
JUNOD	Directeur des institutions de Gériatrie - GENEVE
KING Alexander	Chairman, IFIAS 168 rue de Grenelle, PARIS, France
KANE A.	Ancien Ministre-Consultant en matière d'Education et intégration femmes au développement, B.P. 71 NOUAKHOTT (Mauritanie)
KETTERER Claude	Conseiller administratif de la Ville de Geneve, Switzerland,
KODJO Edem	Ancien Secrétaire général, Organization de l'Unité africaine, 53 rue Victor Hugo, PARIS, France
KULAKOWSKI J.	Sécretaire général, Confédération mondiale du Travail, 33 rue de Trèves, B-1040 BRUXELLES, Belgique
KOMBERE, Salomé	OUAGADOUGOU, Haute-Volta)
LAHENS Wébert	La Nouvelliste, rue du Centre 198, P.B. 1316, PORT AU PRINCE, Haiti
LATE E.	UN Development Programme, LIBREVILLE

LAURINI Robert	Département informatique, GRECO Analyse de Systèmes INSA de Lyon, 20 Ave Albert Einstein? VILLEURBANNE CEDEX, France
LEGUM Colin	15 Denbigh Gardens, RICHMOND, Surrey, England
LEMBO Rosario	Secrétaire général, MANITESE, MILAN, Italy
LENOIR René	Président des Scte Coopération internationale, 67 rue de Lille, PARIS 75007, France
LUISONI Emilio	Architecte, CH 1241, PUPLINGE, Switzerland
LUQUIN François	12 rue Littre, PARIS, France
MAGON Carlo	Salle de Presse du Parlement européen, 113 rue Baillard, B-1040 BRUXELLES, Belgique
MAKSIMOVIC-BINNO T.	CNERU, Cité Rabea, BEJAIA, Algeria
MALDONADO Victor	Diputado Federal, Camara de Diputados, Congreso de la Union, Miguel Ledo de Tejada 168, Co. Guadalupe Inn. MEXICO 20, D.F. Mexico
MANSHARD Walther	Programme Director, Development Studies Division Schwarzwaldstrasse 24, D-7812 BAD KROZINGEN, Freiburg, I. BR., West Germany
MARTI Félix	Fundació Jaume Bofill, Provença 324 pral. BARCELONE (Espagne)
MARTINEAU Raymonde	Liaison Officer, Non-Governmental Organizations Palais des Nations, Genève, Suisse
MBENA Céleste	Directeur adjoint du Développement social Ministère des Affaires Sociales, YAOUNDE Cameroun

MECHKAT Cyrus	Architecte, Ecole d'Architecture, Université de Geneva, Boulevard Helvetique 9, GENEVE, Suisse
MEZIO Luis E.	c/o M. Giorlandini, Drago 23, piso 8, 8000 BAHIA BLANCA, Argentina
MOLINA RUIBAL, Alfonso	Diputacion de Sonora, Lafrugua 3, piso 8, Col. Revolucion, 06030 MEXICO, Mexique
MONTENEGRO Ana	Enseignante, Institut de Géographie, Université de Toulouse 184, Avenue de Choisy, F-75013 PARIS, France
MUNTASSER Bashir	Senior Liaison Office, UNFPA, Palais des Nations, GENEVA, Switzerland
NAMADA Felipe B.	Cadre supérieur de Secrét. du Plan et à la Cooperation internationales, BISSAU, Guinée-Bissau)
NDAMBO Manyanya	Chargé problèmes de l'Habitat au Département du Plan Ministère du Plan, KINSHASA, Zaire
NICOLAS Jules	Le Prunier B, GIMEL CH 1188, Switzerland
NZIENGUI-MABILA	UN Development Programme LIBREVILLE
OLA R.F.	Ag. Director, Institute of Public Administration and Extension Services, University of Benin, BENIN CITY, Nigeria
OLIVEIRA José	Ministère du Plan - BRASILIA (Brésil)
OSORIO PALACIOS Juan J.	Coordinador de la Diputacion del Distrito Federal, Lafragua 3, 9 piso, Col Revolucion 06030 MEXICO, Mexique
OZKAN Suha	Secrétaire Général adjoint, The Aga.Khan Aware for Architecture, 32 chemin des Crets, CH 1218 GENEVA, Switzerland

PALM Y.	Chief of the Human Settlements Section in the Environment and Human Settlements Division, Palais des Nations, GENEVA, Switzerland
PEREZ GUERREO Manuel	Ministro de Estado Para Asuntos Economicos Internacionales, Palacio de Miraflores, CARACAS Venezuela
WEISS, Peter	Département de sociologie, Université de Genève GENEVE, Suisse
PIGANIOL Pierre	Les Près, F-05290 VALLOUISE, France
PILLET Jean-Philippe	Président-Directeur-général, ENERTRANS, 10 rue des Presle, F-75015, PARIS, France
PINA Marie P.	
PINGER Winfried	Mitglied des Deutschen Bundestages 5300 BONN, Germany
POUKOUTA P.	Ministère des Affaires étrangères et de la Cooperation, YAOUNDE, Cameroun
PRIGOGINE Ilya	Professeur, Prix Nobel de Chimie, Service de Chimie Physique II, Code postal 231, Campus Plaine ULB Blvd. du Triomphe B-1050, BRUXELLES, Belgique
PUEL Gaston	Secrétaire du Centre d'études et d'action pour une nouvelle économie, 36 rue de Rivière, 33000 BORDEAUX, France
RAFFESTIN Claude	Professeur, Département de géographie, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève, Route des Acacias 18, GENEVE, Suisse

RAMACHANDRAN A.	Executive Director, U.N. Centre for Human Settlements (HABITAT) P.O. Box 30030, NAIROBI, Kenya
RICHARD Pierre	Les Paillargues-Masquières, F-47370 TOURNON-D'AGENAIS France
RIEDO Maurice	Administrateur-animateur de la Maison Onésienne, Onex, GENEVA, Switzerland
ROBERT Georges	Membre du Conseil permanent pour l'aménagement régional, FIHAUT, Association internationale des urbanistes, 5650 St. Luc, Apartment 21, MONTREAL, Quebec, Canada
RODJO Edem	
ROULET Odile	Avocat, 57 rue du Rhone, GENEVE, Suisse
ROY H.	O.M.S. BRAZZAVILLE, Congo
SADOUS Eduardo A.	Diplomate, Javastraat 20, 2585 AN, LA HAYE (Pays-Bas)
SAFIR Naidji	14 chemin Mohamed ? EL MOURADIA, Algerie
SAHABANDU S.S.	Attorney-at-Law, 19 Charlemont Road, COLOMBO, Sri Lanka
SAR A.	Directeur, Développement communautaire, Bureau mondial du ? 5 rue de Pré-Jerome, GENEVE, Suisse
SARAGOUSSI	Chargé des questions sociales dans le group de la Caisse de Dépôts, 67 rue de Lille, PARIS, France
SASSEN-KOOB Saskia	Associate Professor, Institute for the Humanities New York University, 19 University Place, NEW YORK. U.S.A
SAWADOGO J.M.	OCAM, B.P. 965, BANGUI, République Centrafricaine (21 rue du Port, GRIGNY, France)
SENE Rokhaya	Directrice des recherches en sciences sociales et humaines, Ministère de la recherche scientifique et technique, DAKAR, Senegal

SICINSKI A.	Professor, Polish Academy of Sciences Committee POLAND 2000, VARSOVIE, Pologne
SLEPICKA A.	Academician, Institute of Philosophy and Sociology Academy of Sciences, JILSKA, 1, 11000 PRAGUE, Czechoslovak
SOLANS Joan A.	Director General de Urbanismo, Gobierno de Cataluna, BARCELONA, Espagne
SOME Jean B.	B.P. 4078 DOUALA, Cameroun
SOSUH S.W.K.	Deputy Government Statistician, ACCRA, Ghana
STHAL Walter	Directeur, Institut de la Durée, 7 chemin des Vignettes, CH.1211, GENEVE, Suisse
SUDARKASA Niara	Professor of Anthropology and Associate Vice-President for Academic Affairs, University of Michigan, MICHIGAN, U.S.A.
SURENDRA Lawrence	Coordinator, Asian Regional Exchange for New Alternatives Hung Hom Bay Centre, 104-8 Baker Street, Hung Hom, KOWLOON, Hong Kong
SYMOENS J.	Secrétaire perpétuel, Académie Royale des Sciences d'Outre Mer, 1 rue Defacq, B-1050 BRUXELLES, Belgique
TAKOUDA Bouili	c/o UNDP, LOME, Togo
TANDAU Alfred	Former Minister of Labour and Social Welfare P.O.Box 1827, DAR-ES-SALAAM, Tanzania
TEVOEDJRE Albert	Secrétaire général, Association Mondiale de Prospective Sociale, Palais des Nations, GENEVE, Suisse

TOCHTERMANN W.	Division des établissements humains et de l'environnement UNESCO 7 Place de Fontenoy, PARIS, France
TRAUBE Klaus	Professor, Technische Universität Berlin, T.U. Berlin, Seler. Ack 6, Ackerstrasse 71-76, BERLIN 65, Germany
TREHIN Claude	Association "Pour Une Ville", 8 rue du Commandant Mouchotte, PARIS, France
TRILLES Joseph 7	Délégation des foyers ruraux, BAH0 66540, France
VACHIERI Jean	"Souleiouso", 55 av. des Eucalyptus, La Vallée Verte, BIOT 06410, France
VAN DE VOORDE C.	Consulat belge de Kisangani, Ministère des Affaires étrangères, 2 rue du Grand Cert, BRUXELLES, Belgique
VAN DEN DOOL L.J.	First Secretary, Permanent Mission of the Netherlands to the UN at Geneva, 56 rue de Moillebeau, GENEVE, Suisse (Observer)
VAUTHERIN Robert	14 rue le Corbasier, 1208 GENEVE, Suisse
VEDOVATO Guiseppe	Président du Conseil exécutif de l'AMPS 40 Lungarno del Tempio, FIRENZE, Italie
VERGA Ranieri	Via Visnatello 6, SAN VENDEMIANO-TREVISO, Italie
VICARI Jacques	Professeur, Ecole d'architecture, Université de Genève, Bd. Helvétique 9, GENEVE, Suisse
VINCENT Fernand	Secrétaire général, Innovations et réseaux pour le développement, 3 rue du Varembe, GENEVE, Suisse
WYNTER Jacqueline	Chargé de liaison au Bureau de liaison avec
ZAMORA Batiz J.	Representante Fiscal del Estado de Jalisco Niza No. 77, 10 pis, Col. Cuauhtémoc, MEXICO, Mexique

HOFER, Anne-Marie

Représentante permanente de l'Union internationale
des Organismes Familiaux, 53, chemin de la Planta
CH-1223 COLOGNY/GENEVE

BISILLIAT, Jeane

ORSTOM, Ministère de la Coopération -
15, rue de l'école de médecine - F-75005 PARIS

**INSTITUT DES NATIONS UNIES
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE
(UNITAR)**

Bureau de Genève



Palais des Nations
CH-1211 GENÈVE 10

**UNITED NATIONS INSTITUTE
FOR TRAINING AND RESEARCH
(UNITAR)**

Geneva Office

Télégrammes : UNATIONS, GENÈVE
Télex : 289696

Téléphone : 98 58 50

Première Semaine internationale de prospective sociale

"L'explosion urbaine : chaos ou maîtrise ?"

Genève (Palais des Nations), 5-9 novembre 1984

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

AMPS

PREMIERE SEMAINE INTERNATIONALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

(Genève, 5-9 novembre 1984)

P R O G R A M M E

Lundi 5 novembre (Palais des Nations)

MATIN (Salle XI)

Présidence du Prof. Giuseppe VEDOVATO,
Ancien Ministre, Ancien Sénateur (Italie)

09h00 - 10h30

1ère réunion du Conseil exécutif de
l'AMPS.

11h00 - 13h00

Réunion conjointe du Conseil exécutif
de l'AMPS et des membres de l'Académie
internationale de prospective sociale
participant au colloque sur l'Explosion
urbaine.

10h00 - 12h30 (Salle XII)

Inscription des participants à la
première Semaine internationale de
prospective sociale.

APRES-MIDI (Salle XII)

Présidence de M. Michel DOO-KINGUE,
Directeur général de l'UNITAR.

15h00

Séance d'ouverture du Colloque.

Allocution du Prof. Giuseppe VEDOVATO,
Président du Conseil exécutif de l'AMPS,
Membre de l'Académie internationale de
prospective sociale.

Hommage à Gaston Berger et à Aurelio
Peccei : Allocution de M. Pierre PIGANIOI
Membre du Club de Rome.

Présentation des thèmes du Colloque
par M. Albert TEVOEDJRE, Secrétaire
général de l'AMPS.

Allocution finale du Président de séance.

18h30

Réception offerte par le Secrétaire
général de l'AMPS.
Restaurant du Palais des Nations (8è étage)

Mardi 6 novembre

THEME DU JOUR : Dynamique de l'explosion urbaine. Problèmes actuels des grandes villes. Perspective à l'horizon 2000.

Hôte d'honneur

Mr. A. RAMACHANDRAN
Executive Director,
United Nations Centre for
Human Settlements (HABITAT)
Nairobi (Kenya)

Présidents de la journée

Mrs. T. TYOLAJARVI
First Deputy Speaker,
Parliament of Finland, Helsinki

Mr. A. FADIGA
Gouverneur de la Banque centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest
Dakar (Sénégal)

Mr. A.B. BAKR
Rector of the University of
Petroleum and Minerals of
Saudi Arabia, Dhahran.

Rapports d'experts

Mr. S. MENON, Director, Population Division,
United Nations, New York
"Urbanization, Urban Population Growth and
Urban Structure".

M. G. ROBERT, Vice-Président, Association internationale
des Urbanistes, Montréal
"Réflexions sur les perspectives d'urbanisation dans
le monde".

Mr. T.L. BLAIR, Professor, Polytechnic of Central London
"Third World urban innovation: Managing growth and
development".

Mr. M. IKONICOFF, Maître de Recherche au C.N.R.S., Paris
"Industrialisation et urbanisation dans le tiers monde".

Mr. S. SASEEN KOOB, Associate Professor, New York University
"The new labour demand in global cities".

Intervention de membres de l'Académie

Prof. I. PRIGOGINE
Prix Nobel de Chimie, Bruxelles

M. J. KULAWOSKI
Secrétaire général,
Confédération mondiale du Travail, Bruxelles

Prof. W. PINGER
Mitglied des Deutschen Bundestages, Bonn.

18h00

Projection de films.

Hôte d'honneur

Mrs. Ela R. BHATT
President, Self Employed
Women's Association,
Ahmedabad (India)

Présidents de la journée

M. Robert BURNS
Juge au Tribunal du Travail,
Montréal.

M. Madhi ELMANDJRA
Professeur à l'Université
Mohamed V, Rabat. Président de
l'Association internationale
"Futuribles", Paris.

Mr. Samir GHOSH
Director, Indian Institute of
Human Sciences, Konnagar.

Rapports d'experts

**Mme L. SOTINKON, Membre du Conseil
exécutif du CESA0, Cotonou (Bénin)**
"L'impact de l'explosion urbaine sur
le développement rural: Le cas de l'Afrique

Mr. S. BARRACLOUGH, Consultant, UNRISD, Geneva
"Effects of the Urban Explosion on rural
development in Latin America".

Dr B. CHATTOPADHYAY, Director, CRESSIDA, Calcutta
"Urban Explosion in India".

Dr J.B. SOME ZUMATWO,
"Explosion urbaine en Afrique sub-saharienne et
impact sur le développement rural".

**M. R. LENOIR, Ancien Ministre de l'action sociale,
(Paris), Auteur du livre: "Le tiers monde peut se
nourrir" (Rapport au Club de Rome),**
"L'impact de l'explosion urbaine sur le développement
rural dans les pays en voie de développement". Le
point de vue d'un observateur. Commentaires sur ce
thème par le Prof. **A. CLEMENTI**, Consultant, Ministère
de la Coopération, Rome (Italie).

Intervention de membres de l'Académie

M. Victor A. MALDONADO
Diputado Federal,
Camara de Diputados, Congreso de la Union (Mexico)

Mr. Alfred TANDAU
Former Minister of Labour and Social Welfare,
Dar-es-Salaam.

18h00

Projection de films.

Jeudi 8 novembre

THEME DU JOUR : Similitudes et différences de situation entre
pays industrialisés et pays en développement.

Hôte d'honneur

M. Christian GROBET
Conseiller d'Etat,
Chargé des travaux publics,
Genève.

Présidents de la journée

M. H. GROS ESPIELL
Professeur, Ancien Secrétaire général
de l'OPANAL, Madrid.

M. Jacques JOBIN
Directeur général
Jeunesse Canada Monde, Montréal.

M. Edem KODJO
Ancien Secrétaire général de
l'Organisation de l'Unité Africaine

Rapports d'experts

M. Maurice CASIMIR, Directeur, Centre d'activités
régional du plan d'action pour la Méditerranée, Valbonne
"Gestion des services publics et explosion urbaine".

M. C. RAFFESTIN, Professeur de géographie, Genève
"Comportements socio-économiques et besoins en
surface habitable à Genève: scénarios pour l'an 2000".

Mr. P. SCHAFER, Coordinator Programme in International
Development, University of Toronto, Ontario
"Municipal Arts Policy".

M. J. BABEL, Président, Union internationale de
Protection de l'enfance, Genève
"Le sort des enfants dans les situations d'explosion
urbaine".

Intervention de membres de l'Académie

Mr. A. SICINSKI
Professor, Polish Academy of Sciences, Varsow.

Mr. K. TRAUBE
Professor, Technische Universität Berlin.

M. L. RAMALLO
Secrétaire général, Conseil international
des sciences sociales, Paris.

18h00

Projection de films.

Vendredi 9 novembre

THEME DU JOUR : Réflexion sur la prospective urbaine.

Hôte d'honneur

S.E. Don Helder CAMARA

Archevêque de Olinda et Recife, Brésil.

Président

M. Manuel PEREZ GUERRERO

Ministre d'Etat,

Affaires économiques internationales, Caracas

Rapports d'experts

M. F. LAMENDOLA,

Professor, Cavigliano (Italy)

"The Megalopolis of the Year 2.000

Where are we going to?"

M. C. TREHIN, Professeur, Association "Pour une ville", Paris

"Pour une autre qualité de vie dans les grandes villes".

Mr. O. P. MATHUR, Senior Economic Planner,
United Nations Centre for Regional Development,
Nagoya (Japon)

"The role of small cities in regional development".

Mr. A. SLEPICKA, Professor, Academy of Sciences
Prague (Tchécoslovaquie)

"Town and Country: Relations and Harmony".

Dr R. LAURINI, Professeur, Institut national de
sciences appliquées, Villeurbanne (France)

"Urban Problem Solving".

Intervention de membres de l'Académie

Message du Premier Ministre d'Algérie :

M. L. BOURENANE, Chargé

de mission auprès du Premier

Ministre, Alger.

Synthèse et conclusions du colloque :

Propositions de recherche et d'actions spécifiques.

Clôture.

15h30 - 18h00
(Salle XI)

2è réunion du Comité exécutif de l'AMPS.

AMPS

ISPW. 1/17
November 1984

For a new international order:

WORLD SOCIAL PROSPECTS ASSOCIATION

First International Social Prospects Week

(Geneva, 5-9 November 1984)

NOTES ON THE PROSPECTIVE SIGHT OF THE THEME OF THE
CONFERENCE

par Joan A. Solans

AMPS, Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVA 10

NOTES ON THE PROSPECTIVE SIGHT OF THE THEME OF THE CONFERENCE.

The growth of industrial cities in developed countries can be explained by the economic aspect of the cities. We may refer to Lowry's model as the explanation which is based on export economy. Cities grow as long as there are characteristic differences among them in their geographical position, trade, and accumulation of agricultural, industrial, commercial, or financial surplus, which allow concurrent expansion of range, appeal and influence. New activities and innovations in the process of production and expansion of markets attract a bigger population due to the new and improved work opportunities.

In comparison to this explanation of classic urban literature, other explanations justify the origin and formation of the city in relation to religious, civil and military power. This city, in treatises, normally appears as unique system, rather than as an intra-territorial consequence of those systems of production. Some authors justify its appearance in history as being prior to that of the "city of production", which, in general terms, fits the economic model of what we have referred to as the current industrial city according to the ideas of authors such as Sigeto Tsuru and others.

Can the new agglomerations of the countries in the Third World with their extraordinary dimensions, apparent lack of productive and physical structure, in some cases absent of history, and uncontrolled speed in their formation, be compared with the above mentioned old model of the city?. No. In fact, we are confronted with a new phenomenon in which the growth motor lies in the very disequilibrium of the race, the sharp difference between births and deaths (the mutations in hygiene and sanitation occurred in a brief period of time), and the difficulties of socially and personally adjusting the behavior of the race to this lack of balance. Whereas the agricultural mechanization is the motive of the urban formation in the first phase, in the developed societies, demographic disequilibrium with the emigration of population excesses induce the massive urban exodus in the third world.

As in the economies of the so-called developed countries in other periods of time, we face interstitial, submerged, exclusively subsistent economy, which causes the appearance of an informal sector, fueled by opportunities and frictions that are generated by the interaction of the big agglomeration. These conditions explain the maintenance of non-specialized manpower which blocks all industry and the profitability of services. The labor market grows awry and the precarious living conditions cause all kinds of black market, marginal and illegal employment in which children, senior citizens, women and youth are the most penalized groups. Innumerable social pathologies emerge as a consequence.

The urban model which we confront is new and we will have to refer to it in a new and characteristic manner without utilizing the structures that have been useful to understand the old urban structures, to explain and transform them. It is not so much that the experience of our cities are uninteresting and useless, but rather that this experience cannot be extrapolated to the Third World cities as tendencies of the same phenomenon. The rapidity of formation crystallizes in a diverse phenomenon.

Paradoxically, at the time when the big industrial cities in developed countries have gone into crisis due to automatization and the international production system and the internal forces that make up its structure (individual mobility and the transformations of communications), have so deeply changed and when it finds itself in a sharp transformation of the industrial base, and of its territorial model, the new Third World city is growing and developing without the classic export base, a cause of the profound local differentiation between the city and the agricultural camp. The worst aspect is that these enormous population excesses consist of the most dynamic group in terms of age and strength, causing at the same time the destabilization of the traditional rural milieu. Changes which alter the relationships of power and territorial interaction between the city and its surrounding milieu.

If we could statistically arrange the cities of the world in a table according to their size and other attributes or characteristics such as personal income, the cluster of city groupings in the table would demonstrate the different kinds of cities. The groups would suggest differences and each grouping would correspond to some systems of cities different from the others. Unfortunately, Mexico D.F, Cairo or Calcuta usually align themselves in a single relationship or table with New York, London, and Paris as if they were parts of the same entity or stuff in which the only differentiating fact is the great or small number of inhabitants when they correspond to urban systems structurally distant in history.

The new phenomenon evokes new problems of its presentation. Though up to now 1) the ordering of urban infrastructures was a way to orient and control the growth of the city, 2) the location of the main economic activity whose localization process was decided by the heads of the governments, allowed the establishment of territorial equilibrium strategies, and 3) survival reasons had allowed the establishment in the developed civil societies of strict protections of certain basic resources: aquifers, coasts, highly productive agricultural areas, and important forest reservations; all this becomes impossible in the new urban context of the Third World. The occupation of the territory by the suburbs is total, even in the fertile land in which one finds the origin of appearance points of important cities, the individual mobility acquired by the third hand vehicle market does not correspond with the lack of foresight or execution of the corresponding infrastructures, or of the transport systems and the environmental conditions become worse than those of the rural milieu, mainly because of the pollution, physical density, the crowding and the lack of exclusion media of the organic and household waste which account for these becoming closely related to the daily scenario.

On the other hand, the recent alluvial formation of the population and the difficulties of structuring in social groups by motives of

community and cause severe disequilibria among city sectors and mainly among economic functions attached to each community. One should be less concerned with housing problems and more preoccupied with urban structuring problems, since no public resources should be applied to topics of housing subsidizing or finance of the insolvent population. In this matter, housing, as precarious as it may be, must be resolved within the families belonging to economies based on familial contribution and self-construction regulating only the market of basic construction materials that are non-producible or recoverable by their users. Aspects such as the extension of terrain per available family are

more important than housing value and its iv value at the start of family-life.

This planning must be included in a group of strong measures at the state level in order to reenforce the rural milieu and the settlement of the population in its home town, especially in medium-sized settlements and the power displacement that lies in the cities. Briefly, one must change the disarrangement of price formation at the origin instead of at the "market".

Joan Antoni Solans i Hugué
Director General d'Urbanisme.
Catalunya. Spain.

NOTES SOBRE EL TEMA DE LA CONFERENCIA.

El creixement de les ciutats industrials en els països desenvolupats s'explica a través del significat econòmic de la ciutat. L'explicació que podríem referir com el model de Lowry, es fonamenta en la base econòmica de caràcter exportador. La ciutat creix en tant es dóna un diferencial de posició geogràfica, de mercat i d'acumulació per excedents agrícoles, industrials, comercials o financers, que permeten concurrencialment ampliar el seu àmbit d'abast, d'atracció i d'influència. Nova activitat, noves innovacions en els processos de producció i ampliació dels mercats atreuen una major població per les noves i majors oportunitats de treball.

Enfront aquestes explicacions de la literatura urbana clàssica solen restar a part les explicacions per justificar la gènesi i formació de la ciutat relacionada amb el poder religiós, civil i militar. Aquesta ciutat, en els tractats, apareix normalment com sistema a part, més que conseqüència intra-territorial d'aquells sistemes de producció. Certs autors justifiquen la seva aparició en el temps com anterior a la de la "ciutat de producció"; la ciutat que en termes generals respon al model econòmic del que hem anomenat actual ciutat industrial seguint els conceptes d'autors com Sigeto Tsuru i d'altres.

Les noves aglomeracions dels països del tercer món, amb la seva extraordinària dimensió, aparent manca d'estructura productiva i física, en alguns casos absència d'història i anàrquica rapidesa en la formació poden, ésser comparades al vell model de ciutat anteriorment definit? No. Realment ens trobem davant un fenomen nou on el motor del creixement resideix en el propi desequilibri de l'espècie, la brutal diferència entre naixements i decessos per raó de les mutacions ocorregudes en un breu període de temps en el camp higiènic i sanitari i en les dificultats per ajustar socialment i personal el comportament de l'espècie a aquesta manca de balanç. En tant fou la mecanització de l'agricultura la que motivà en una primera fase, en les societats desenrotllades la urbanització és el desequilibri demogràfic, l'emigració dels excessos demogràfics el que força l'èxode urbà massiu.

Com en altres temps en les economies dels anomenats països desenvolupats, ens trobem davant una economia intersticial, submergida, exclusivament de subsistència, que ofereix l'aparició d'un sector informal, a l'ombra de les oportunitats i friccions que genera la interacció de la gran aglomeració. En aquestes condicions s'explica el manteniment d'una mà d'obra sense especialització que bloqueja tota indústria i la millor rendibilitat en els serveis. El mercat de treball ve esbiaixat, i les condicions de vida precàries generen tota mena de treballs negres, marginals i il·legals en els que els nens, els vells, les dones i els joves són els grups més penalitzats. Les conseqüències són la presència d'innombrables de patologies socials.

El model urbà enfront el que ens trobem és nou i a ell haurà de referir-s'hi de forma nova i pròpia sense utilització dels esquemes que ens han estat útils per orientar-nos en les velles estructures urbanes, per explicar-les i per transformar-les i no perquè l'experiència de les nostres ciutats no sigui d'interès i aprofitable sino perquè aquesta experiència no pot extrapolar-se en les ciutats del tercer món com tendències d'un mateix fenomen. La pròpia rapidesa de formació està cristal·litzant en un fenomen divers.

Paradoxalment en el moment que la gran ciutat industrial dels països desenvolupats ha entrat en crisi a causa de l'automatització i del sistema de producció internacional i a nivell de les forces internes que configuren la seva estructura: la mobilitat individual i la transformació en les comunicacions, es troba en profunda transformació de la seva base industrial, i en forta crisi el seu model territorial, la nova ciutat del tercer món està creixent, desenrotllant-se sense aquell fonament exportador clàssic, sòls per la brutal diferenciació local entre la ciutat i l'entorn agrari. El més greu és que aquests enormes excedents poblacionals estan constituïts per la població més dinàmica en edat i força, provocant alhora la desestabilització del medi rural tradicional. Canvis que alteren les relacions de poder i d'interacció territorial entre ciutat i medi envoltant. Si

estadísticament poguessim arranjar en una única taula les ciutats del món segons llur tamany, ponderat-les amb altres atributs o característiques com la renda personal, les diferències d'agrupació de les ciutats en la taula ens assenyalarien els diferents grups de ciutats. El conjunt prendria un sentit, es comprendria que cada agrupació respon a uns sistemes de ciutats diversos dels altres. Malauradament Mèxic D.F, El Cairo o Calcuta s'alineen sovint en una única relació o taula amb Nova York, Londres, i París com si fossin coses de la mateixa estofa, en el que l'únic fet diferencial és el major o menor nombre d'habitants quan corresponen a sistemes urbans estructuralment molt allunyats en el temps.

El nou fenòmen planteja problemes nous al seu planejament. Si bé fins ara 1) l'ordenació de la infraestructura urbana era un procediment per orientar i controlar el creixement de la ciutat, 2) l'emplaçament de l'activitat econòmica grossa, el qual procés de localització era decidit en les alçades dels governs, permetia establir estratègies d'equilibri territorial, i 3) raons de supervivència havien permès estatuir en les societats civils desenvolupades proteccions estrictes sobre certs recursos fonamentals: aqüífers, costes, terres agrícoles altament productives i reserves forestals importants; en el nou context urbà del tercer món tot això esdevé impossible. L'ocupació del territori per les barriades és total, inclús de les terres fèrtils que sempre s'han trobat en l'origen dels punts d'aparició de les ciutats importants, la mobilitat individual adquirida pel mercat de vehicles de tercera mà no es correspon amb la falta de previsió o execució de les infraestructures corresponents, o dels sistemes de transport i les condicions ambientals esdevenen pitjors a les del medi rural especialment per la contaminació dels subalvis, la densitat física, l'amuntegament i la manca de medis d'exclusió dels residus orgànics i domiciliaris que expliquen que aquests esdevinguin substantius a l'escena quotidiana.

D'altra banda la formació al·luvial recent del poblament i les dificultats d'estructuració en grups socials en base a motius d'interès

o de proximitat física, és causa pel propi amorfisme d'aquestes ciutats de la dificultat per estructurar un sistema de control social en la pròpia comunitat, divers d'aquell d'índole repressiva i introdueixen aquest com quelcom consustantiu per a la cohesió social.

L'ordenació física es fonamental a la convivència d'aquestes aglomeracions malgrat les dificultats exposades i d'ella depèn la seva supervivència. Aquesta ordenació ha d'evitar els conflictes amb el lloc i el medi, ha d'estructurar l'organització en comunitats i ha de facilitar la seva gestió i manteniment per mitjà dels mínims serveis distribuïts i de les mínimes estructures de transport. L'objecte és inscriure aquestes mesures en una política de redistribució de poders i de rendes que estalviïn les violentes tensions que són crítiques per a la seva armònica supervivència. D'aquí que la potencialització econòmica dels governs locals pels governs centrals aparegui com una mesura bàsica, malgrat l'apariència a primer cop d'ull de pèrdua d'eficàcia.

Fonamental per evitar aquestes tensions es una política activa de sòl que eviti la seva retenció, la formació de rendes parasitàries d'índole especulativa i quan aquest sòl és a l'inici públic, cas dels deserts o de sòls de naturalesa pública, per declaració constitucional, per impedir les pràctiques corruptives en la seva gestió. L'objecte final és evitar l'operació de segregacions socials, racials i físiques que trenquen el sentit de comunitat i provoquen greus desequilibris entre sectors de la ciutat, especialment entre les funcions econòmiques inscrites a cadascuna. S'ha de parlar menys de problemes d'habitatge i més de problemes d'estructuració urbana, cap recurs públic s'hauria d'aplicar als temes de subsidització de l'habitatge o de la població insolvent. En aquesta qüestió, l'habitatge, per precari que sigui, s'ha de resoldre a l'intern de les famílies dins de les economies d'aportació familiar i per prestació de treball, regulant-se solament el mercat de materials de construcció bàsics no produïbles o recuperables pels propis

usuaris. Aspectes com l'extensió de terreny per família disponible són mes importants que el valor de l'habitatge o el del seu tamany inicial.

Aquesta ordenació física s'ha d'inscriure en un conjunt de fortes mesures a nivell d'Estat per reforçar el medi rural i la fixació de la població en el lloc d'origen, especialment en els assentaments mitjans i de desplaçament del poder que resideix a les ciutats. En una paraula cal trastocar els desajusts sobre formació de preus a l'origen en comptes de en "plaça".

Joan Antoni Solans i Huguet
Director General d'Urbanisme.
Catalunya. Espanya.

NOTES ON THE PROSPECTIVE SIGHT OF THE THEME OF THE CONFERENCE.

The growth of industrial cities in developed countries can be explained by the economic aspect of the cities. We may refer to Lowry's model as the explanation which is based on export economy. Cities grow as long as there are characteristic differences among them in their geographical position, trade, and accumulation of agricultural, industrial, commercial, or financial surplus, which allow concurrent expansion of range, appeal and influence. New activities and innovations in the process of production and expansion of markets attract a bigger population due to the new and improved work opportunities.

In comparison to this explanation of classic urban literature, other explanations justify the origin and formation of the city in relation to religious, civil and military power. This city, in treatises, normally appears as unique system, rather than as an intra-territorial consequence of those systems of production. Some authors justify its appearance in history as being prior to that of the "city of production", which, in general terms, fits the economic model of what we have referred to as the current industrial city according to the ideas of authors such as Sigeto Tsuru and others.

Can the new agglomerations of the countries in the Third World with their extraordinary dimensions, apparent lack of productive and physical structure, in some cases absent of history, and uncontrolled speed in their formation, be compared with the above mentioned old model of the city?. No. In fact, we are confronted with a new phenomenon in which the growth motor lies in the very disequilibrium of the race, the sharp difference between births and deaths (the mutations in hygiene and sanitation occurred in a brief period of time), and the difficulties of socially and personally adjusting the behavior of the race to this lack of balance. Whereas the agricultural mechanization is the motive of the urban formation in the first phase, in the developed societies, demographic disequilibrium with the emigration of population excesses induce the massive urban exodus in the third world.

As in the economies of the so-called developed countries in other periods of time, we face interstitial, submerged, exclusively subsistent economy, which causes the appearance of an informal sector, fueled by opportunities and frictions that are generated by the interaction of the big agglomeration. These conditions explain the maintenance of non-specialized manpower which blocks all industry and the profitability of services. The labor market grows awry and the precarious living conditions cause all kinds of black market, marginal and illegal employment in which children, senior citizens, women and youth are the most penalized groups. Innumerable social pathologies emerge as a consequence.

The urban model which we confront is new and we will have to refer to it in a new and characteristic manner without utilizing the structures that have been useful to understand the old urban structures, to explain and transform them. It is not so much that the experience of our cities are uninteresting and useless, but rather that this experience cannot be extrapolated to the Third World cities as tendencies of the same phenomenon. The rapidity of formation crystallizes in a diverse phenomenon.

Paradoxically, at the time when the big industrial cities in developed countries have gone into crisis due to automatization and the international production system and the internal forces that make up its structure (individual mobility and the transformations of communications), have so deeply changed and when it finds itself in a sharp transformation of the industrial base, and of his territorial model, the new Third World city is growing and developing without the classic export base, a cause of the profound local differentiation between the city and the agricultural camp. The worst aspect is that these enormous population excesses consist of the most dynamic group in terms of age and strength, causing at the same time the destabilization of the traditional rural milieu. Changes which alter the relationships of power and territorial interaction between the city and its surrounding milieu.

If we could statistically arrange the cities of the world in a table according to their size and other attributes or characteristics such as personal income, the cluster of city groupings in the table would demonstrate the different kinds of cities. The groups would suggest differences and each grouping would correspond to some systems of cities different from the others. Unfortunately, Mexico D.F, Cairo or Calcuta usually align themselves in a single relationship or table with New York, London, and Paris as if they were parts of the same entity or stuff in which the only differentiating fact is the great or small number of inhabitants when they correspond to urban systems structurally distant in history.

The new phenomenon evokes new problems of its presentation. Though up to now 1) the ordering of urban infrastructures was a way to orient and control the growth of the city, 2) the location of the main economic activity whose localization process was decided by the heads of the governments, allowed the establishment of territorial equilibrium strategies, and 3) survival reasons had allowed the establishment in the developed civil societies of strict protections of certain basic resources: aquifers, coasts, highly productive agricultural areas, and important forest reservations; all thus becomes impossible in the new urban context of the Third World. The occupation of the territory by the suburbs is total, even in the fertile land in which one finds the origin of appearance points of important cities, the individual mobility acquired by the third hand vehicle market does not correspond with the lack of foresight or execution of the corresponding infrastructures, or of the transport systems and the environmental conditions become worse than those of the rural milieu, mainly because of the pollution, physical density, the crowding and the lack of exclusion media of the organic and household waste which account for these becoming closely related to the daily scenario.

On the other hand, the recent alluvial formation of the population and the difficulties of structuring in social groups by motives of

more important than housing value and its iv value at the start of family-life.

This planning must be included in a group of strong measures at the state level in order to reenforce the rural milieu and the settlement of the population in its home town, especially in medium-sized settlements and the power displacement that lies in the cities. Briefly, one must change the disarrangement of price formation at the origin instead of at the "market".

Joan Antoni Solans i Huguet
Director General d'Urbanisme.
Catalunya. Spain.

AMPS

DOCUMENT No 3/SEM/PS

Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale
de prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

L'EXPLOSION URBAINE : CHAOS OU MAITRISE ?

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

I N T R O D U C T I O N

L'explosion urbaine est devenue un thème majeur de réflexion pour la Communauté internationale. Il a été au centre des réflexions de la récente Conférence démographique mondiale et a donné lieu à de très nombreuses publications.

Les travaux effectués et les diverses réunions internationales fournissent le point de départ de la réflexion de notre Semaine Sociale Internationale. C'est pourquoi on se contentera de résumer très brièvement les constatations principales et les tendances qui se dégagent.

L'avenir des grandes villes a fait l'objet de projections, notamment par les Nations Unies. Elles sont fondées sur des prévisions démographiques et sur un certain nombre d'autres hypothèses. On sait que les prévisions démographiques sont fiables en courte période et que l'incertitude est croissante dès que le terme s'en éloigne, ce qui nécessite l'établissement de différentes "fourchettes". Malgré ces incertitudes, il est possible d'avancer quelques affirmations car les variations quantitatives de ces hypothèses ne sont pas de nature à modifier le constat général ni les conclusions d'ordre qualitatif que l'on peut en tirer. Par ailleurs, on sait que l'identification statistique se heurte non seulement à l'insuffisance des données mais aussi à des différences dans la définition des grandes villes. Il est suggéré que, sans méconnaître ces aspects de la question, la Semaine Sociale Internationale ne se polarise pas sur ces aspects et aille à l'essentiel.

Il est proposé qu'au cours de la première partie de la Semaine Internationale de Prospective Sociale (SSIPS), l'attention des participants se porte sur la vérification, la confirmation ou

l'infirmité des analyses générales. Il serait souhaitable que chacun indiquât si l'évolution de sa ville ou de celles qu'il connaît plus particulièrement est conforme à la tendance générale de croissance anarchique ou obéit à une dynamique spécifique, et, dans ce cas laquelle.

Les diverses réunions et publications ont également permis de mieux identifier les problèmes des grandes villes, problèmes, au demeurant, connus depuis longtemps. Il s'agirait aussi au cours de la Semaine Internationale de confirmer ou d'infirmer l'identification des problèmes actuels, ceux notamment concernant l'emploi, l'infrastructure, la gestion des services publics, les transports, l'habitat, l'énergie, l'environnement, la santé, la qualité de la vie, le sort des minorités et des marginaux, les relations sociales dans les villes, etc.

On sait quel est le caractère dramatique de la situation dans un certain nombre de grandes villes. Cependant, il ne sera pas inutile à Genève, lieu de grande résonance internationale, de sensibiliser encore une fois l'opinion aux situations concrètes vécues. Ce rappel est nécessaire. Mais plutôt que de donner à la Semaine Sociale Internationale une tonalité catastrophique, il serait préférable, d'une part, d'envisager avec lucidité les problèmes futurs qui devront être affrontés, d'autre part, d'identifier les événements et tendances positifs, les expériences et politiques novatrices émanant soit des municipalités, soit de groupes de citoyens, les faits qui sont porteurs d'autres avenir possibles, et qui, créant des espérances fondées, sont susceptibles de mobiliser les énergies.

Pour que la Semaine Sociale Internationale permette d'avancer par rapport aux réunions antérieures, c'est donc sur cette deuxième face, celle des tendances et expériences nouvelles, que l'accent devrait être mis pour

créer les conditions d'une réflexion prospective qui ferait l'objet de la seconde partie de la Semaine.

Dans le même esprit de "faire avancer les choses", il conviendrait d'attacher une attention particulière à un problème généralement peu étudié qui est celui de l'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural. On touche là un immense problème dans les pays du Tiers Monde notamment. On sait que le ralentissement de l'explosion urbaine impliquerait le freinage ou l'arrêt de l'exode rural. Mais, à son tour, l'explosion urbaine a des effets souvent négatifs sur le développement rural, effets négatifs qui, à leur tour, rétro-agissent en accélérant l'explosion urbaine. Ces boucles de causalités réciproques demanderaient à être explorées au cours de cette réunion.

La ville n'est pas seulement une instance spatiale, c'est aussi une instance de pouvoir, lieu privilégié d'exercice des droits et des libertés et terrain de contestation des pouvoirs. La grande ville est un centre de pouvoirs multiples sur les autres villes, sur la campagne et sur elle-même. Bien qu'il y ait de notables exceptions historiques à cette règle, c'est le plus souvent de la ville que sont partis les grands mouvements de déstabilisation économique et politique. En conséquence, il est essentiel de comprendre quelle est la structure des pouvoirs dans les différentes villes, qui les exerce et comment s'exercent-ils, qui peut faire quoi, qui a intérêt à quoi, questions essentielles si l'on se place dans la perspective de la maîtrise de l'explosion urbaine.

C'est pourquoi, plutôt que de se borner à la nécessaire description des problèmes actuels et futurs des villes, il serait intéressant d'essayer de lier la solution de ces problèmes à l'exercice des pouvoirs. La prospective, en effet, n'est pas un exercice mort mais un jeu mettant en oeuvre des acteurs

réels (groupes sociaux, institutions, individus) dotés d'aspirations, de projets et de stratégies. Dans cette conception, l'avenir des villes ne résulterait pas seulement de tendances immanentes et fatales, mais de la rencontre de projets complémentaires ou conflictuels, voire antagonistes.

La seconde partie du séminaire serait ainsi consacrée à des réflexions sur la prospective urbaine, aux recherches de régulation urbaine dans différents contextes socio-politiques, aux éléments moteurs de la prospective, aux faits porteurs d'avenir et aux expériences sociales novatrices, à l'élaboration d'un programme d'activités de l'AMPS.

Force est de constater dans ce domaine le caractère encore flou des méthodologies disponibles malgré des tentatives intéressantes de modélisation des systèmes urbains. Il est hors de question, au cours de cette première SIPS, de définir une telle méthodologie. L'ambition est seulement de préparer l'avenir dans cette direction, notamment en suscitant un dialogue durant et après la réunion, entre les femmes et les hommes de terrain et les chercheurs. Les réflexions des uns et des autres, l'analyse systémique et la comparaison des essais sur la prospective des grandes villes, des plans d'urbanisation lancés au cours des trente dernières années, la confrontation avec les réalisations effectives, les expériences des groupes locaux, devraient permettre progressivement de dégager de nouvelles approches. *Il serait souhaitable qu'à l'issue de cette Semaine Sociale Internationale se dégage un plan de travail de l'AMPS pour les prochaines années.*

Telle est l'articulation suggérée des différents points de l'Ordre du Jour.

PREMIERE PARTIE

Identification de la dynamique de l'explosion urbaine

Ses problèmes actuels et futurs

L'Ordre du Jour:

- I. Dynamique de l'explosion urbaine. Croissance envisageable des grandes villes à l'horizon 2000 et au-delà.
- II. Facteurs endogènes et exogènes de la croissance urbaine. Similitudes et différences entre l'expansion des mégapoles du Nord et du Sud.
- III. L'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural.
- IV. La ville comme lieu privilégié d'exercice des droits et des libertés, et terrain de contestation des pouvoirs.
- V. Problèmes actuels, problèmes futurs: l'emploi, l'infrastructure et la gestion des services publics, les transports, l'habitat, l'énergie. L'environnement, la santé et la qualité de vie. Le sort des minorités et des marginaux. Les relations sociales dans les grandes villes.

1) Le Constat. L'analyse statistique et démographique permet d'affirmer que dans les prochaines 25 années, la population urbaine mondiale doublera, qu'en l'an 2000, 50% de la population mondiale vivra en milieu urbain, que cette proportion sera de l'ordre de 80% dans les pays industriels et d'un peu moins de 45% dans les pays du Tiers Monde.

Ainsi, alors que la population urbaine mondiale est estimée en 1985 à 2.1 milliards d'habitants, elle devrait passer à 3.1 milliards en l'année 2000 et à 5.3 milliards en l'année 2025. Dans les pays industrialisés, la population urbaine qui est de 0.9 milliard en 1985 serait de 1.0 milliard en 2000 et 1.2 milliard en 2025. Pour les pays du Tiers Monde, la population urbaine est estimée à 1.2 milliard en 1985, elle serait de 2.1 milliards en 2000 et 4.1 milliards en 2025.

2) Les 25 grandes villes de plus de 6 millions d'habitants comptent actuellement pour 13% de la population urbaine. Sur 34 villes comptant pour plus de 5 millions d'habitants, 12 sont dans le Nord et 22 dans le Sud. Il a été estimé qu'en l'an 2025, il y aura dans le monde 93 cités de plus de 5 millions d'habitants dont 13 dans le Nord et 80 dans le Sud. Actuellement, l'ordre hiérarchique par importance décroissante des villes dans le monde a été estimé pour 1985:

1.	Tokyo/Tokohama	21.8
2.	Mexico City	18.4
3.	New York/N.E.N.J.	18.3
4.	Shangai	17.5
5.	Sao Paulo	15.0
6.	Beijing (Peking)	14.6
7.	Los Angeles/Long Bea	10.9
8.	Grand Buenos Aires	10.8
9.	Rio de Janeiro	10.4
10.	Seoul	10.2
12.	Calcutta	10.1

13.	Paris	10.1
14.	Osaka/Kobe	10.1
15.	Grand Bombay	10.1
16.	Londres	9.8
17.	Rhein/Ruhr	9.1
18.	Moscou	8.7
19.	Jakarta	8.6
20.	Le Caire/Giza/Imbaba	8.5
21.	Chicago/N.W. Indiana	7.4
22.	Milan	7.1
23.	Madras	7.0
24.	Teheran	6.7
25.	Delhi	6.6
26.	Istanbul	6.6

En l'an 2010, cet ordre serait le suivant:

1.	Mexico City	32.1
2.	Shangai	31.0
3.	Beijing (Peking)	27.3
4.	Sao Paulo	24.9
5.	Tokyo/Yokohama	23.0
6.	Grand Bombay	21.0
7.	Calcutta	20.5
8.	New York/N.E.N.J.	19.9
9.	Jakarta	18.3
10.	Rio de Janeiro	16.5
11.	Madras	15.9
12.	Le Caire/Giza/Imbaba	15.9
13.	Dacca	15.3
14.	Karachi	15.2
15.	Seoul	14.8
16.	Delhi	14.5
17.	Bangkok/Thonburi	13.9
18.	Teheran	13.7
19.	Baghdad	13.5
20.	Manila	13.0
21.	Istanbul	12.5
22.	Grand Buenos Aires	12.5
23.	Los Angeles/Long Bea	12.5
24.	Lagos	12.1
25.	Kinshasa	11.5

3) Les grandes métropoles croissent relativement plus vite que l'ensemble de la population urbaine et notamment que les villes intermédiaires qui auraient tendance à stagner. C'est ainsi que dans les années 1960-1980, les petites villes et les villes intermédiaires avaient un taux de croissance moyen entre 3 et 3,5%, alors que le taux pour les villes de plus de 4 millions d'habitants était de 4,5% et dans les pays en développement de 7%.

Il est à remarquer que les projections sont plus une extrapolation des

6) Les migrations vers les villes s'opèrent à partir des campagnes, mais aussi des villes secondaires, et, des migrations internationales. Selon le niveau déjà existant de l'urbanisation, le développement économique et social, la réceptivité aux migrations internationales, les grandes villes sont constituées de flux d'importances différentes provenant de ces diverses sources. Cependant il paraît que moins le pays est développé, plus sa population agraire est importante, plus celle-ci constitue la source principale de la croissance des grandes villes. Il serait important de mieux identifier dans les raisons de départ l'importance respective des facteurs d'appel, du mode de vie dans les villes, et celles du rejet hors des campagnes sous l'influence de facteurs socio-économiques tels que le manque de disponibilité de terres, la mécanisation de l'agriculture, les prix agricoles déprimés, etc. Il serait important d'évaluer l'incidence sur l'exode rural de la crise économique que subissent de nombreux pays en développement. La crise accélère-t-elle ou freine-t-elle celui-ci? Est-ce qu'une information parvient aux populations rurales sur l'aggravation du niveau de vie imputable à la récession économique dans les grandes cités? La crise affecte-t-elle encore davantage les niveaux de vie paysans et ne conduit-elle pas à pousser inexorablement à l'exode malgré les difficultés qui en découlent, sans parler bien sûr de l'influence de désastres climatiques tels que la sécheresse dans certaines zones?

7) Le développement d'un secteur informel a été un des phénomènes les plus caractéristiques de la croissance des villes durant ces trente dernières années. Ce secteur informel est le plus souvent confondu avec celui du secteur tertiaire ou des services. En réalité, il concerne aussi certaines activités artisanales de production, de maintenance et de réparation, en même temps que des activités à proprement dites de services. Ce développement non

orthodoxe a suscité récemment de nombreuses interrogations de la part des économistes et, alors que les analyses précédentes mettaient surtout l'accent sur ses aspects négatifs, les théories récentes revalorisent en quelque sorte l'existence d'une économie informelle - encore quelquefois appelée "économie souterraine" ou "parallèle"- qui permet une souplesse d'adaptation inconnue de systèmes plus rigides et explique en définitive la possibilité de survie des populations dans des conditions qui, à priori, l'exclueraient. Ce mouvement d'idée corrige les analyses sans doute trop simplifiées auparavant mais il risque, à son tour, de masquer d'autres réalités. En effet, le développement du secteur informel dans les pays en développement s'accompagne le plus souvent d'une excroissance de services peu productifs voire parasites et n'a sans doute pas grand chose à voir avec les phénomènes récents identifiés dans les pays industriels, en particulier de l'émergence d'une "société informationnelle". Il serait utile au cours de la SIPS d'essayer de lever un peu la confusion régnante sur cette question essentielle.

8) Cette analyse soulève une autre question: celle de l'identification des fonctions fondamentales et non-fondamentales des villes. C'est ainsi que les fonctions non-fondamentales peuvent être définies comme étant celles qui produisent des biens et des services consommés à l'intérieur de la ville tandis que les fonctions fondamentales ou de base peuvent être définies comme étant celles qui produisent des biens et des services destinés à être "exportés" de la ville*.

* C'est pourquoi les expressions anglaises "exchange-production" et "self-production" conviennent mieux.

Ces phénomènes peuvent être exprimés en termes d'analyse systémique. Une grande ville n'est pas un système fermé, au contraire, c'est un système ouvert. Cependant, il est possible qu'avec l'augmentation de sa taille, les fonctions intrinsèques des villes parviennent à dominer, provoquant du même coup l'extension des fonctions d'entretien, d'auto-production et de consommation, ce qui entraînerait une auto-croissance en spirale de la ville elle-même. On a peu d'information sur le phénomène, tout au plus sait-on qu'en 1950 déjà, les activités de la ville pour elle-même mobilisaient aux USA près de 60% des emplois pour les villes de plus d'un million d'habitants contre moins de 25% pour celles de 2.500 à 3.000 habitants. On conviendra qu'il y aurait urgence de combler cette lacune de l'information sur un phénomène pourtant essentiel de l'économie et de la sociologie des villes.

Un autre aspect lié aux fonctions fondamentales de la ville est l'évolution du secteur industriel au sein des grandes cités. Dans de nombreux cas, les grandes villes concentrent la majorité des activités industrielles du pays. Or, l'évolution technologique, l'internationalisation de la production, conduisent, notamment dans les pays développés d'économie de marché, à une profonde restructuration de secteurs qui avaient, dans le passé, été un facteur primordial du dynamisme de l'économie et de la société. Il serait intéressant d'envisager les problèmes posés par les restructurations et leurs conséquences sur le déclin de certaines grandes cités ainsi que sur les relances possibles des activités et, notamment, dans ce cadre, le rôle du secteur informel.

9) l'explosion urbaine a un impact sur le développement rural mais ses modalités sont encore peu étudiées.

Généralement, l'analyse est univoque, elle concerne l'influence de l'exode rural sur la croissance des villes, mais le phénomène inverse, le choc en retour de l'explosion urbaine sur le développement rural, a été peu abordé.

Une question préalable est d'analyser si les effets de l'explosion urbaine sur le développement rural sont les mêmes dans les pays en développement et les pays industriels. Ensuite, il y aurait lieu de passer en revue les effets positifs ou négatifs de différents facteurs*.

Ainsi, parmi les facteurs positifs sur le développement rural, on peut envisager:

1. La population urbaine comme facteur de "rejet".
2. La décision de la population de ne pas aller en ville à cause du surpeuplement.
3. Amélioration des conditions de vie dans les zones rurales entreprises par les paysans.
4. Introduction de nouveaux schémas de développement rural réalisés par le Gouvernement.
5. Transfert de technologies des villageois qui retournent chez eux après avoir reçu un apprentissage en ville.
6. A cause de l'explosion urbaine, le nombre de médecins et d'enseignants sont maintenant préparés à s'installer dans le secteur rural.
7. La création de nouveaux marchés due à l'impossibilité d'entrer en compétition dans les marchés libres.
8. Cassure du système féodal.
9. Emergence de nouveaux leaders.
10. Les écologistes sont désireux d'habiter dans un environnement naturel.
11. La création de nouvelles normes sociales dans l'opinion nationale et internationale qui cherche à défendre les villages.
12. Les habitants ruraux des grandes villes maintiennent d'étroites relations avec leurs origines et il existe toujours la possibilité de retourner chez eux.

Les facteurs négatifs envisageables seraient:

1. Les facteurs "d'attrait" de la population à cause du vide créé par le groupe de transition.
2. Les facteurs "d'attrait" de la population à cause de la croyance de la qualité de la vie, de la sécurité personnelle et de la sécurité en ville.
3. Les facteurs "d'attrait" de la population dus à la croyance d'un meilleur futur pour la famille par rapport à la santé, à l'éducation, etc.
4. Les facteurs "d'attrait" pour les artisans et les travailleurs qualifiés à la recherche d'un emploi permanent, par exemple, l'Exode de cerveaux.
5. La croyance que les habitants de cités sont des meilleurs citoyens et le Complexe d'infériorité des habitants des villages.
6. Accès dans les villes à de nombreux biens, tels que médecine, aliments riches, vêtements, de meilleures conditions d'habitation.
7. Meilleur accès, pour les habitants des villages, à leurs produits que s'ils étaient dans des zones rurales. Par exemple, de meilleurs prix pour les céréales.

* Cette liste a été dressée à partir d'un document établi par le Pakistan Medico International.

A partir de cette liste, il est suggéré de réfléchir dans des situations réelles au jeu spécifique de ces facteurs, et à d'autres, pouvant intervenir afin de mieux comprendre la relation bi-univoque ville-campagne.

* Cette analyse pourrait être complétée par l'exploration de questions telles que l'influence de l'existence des grandes cités, qui constituent les principaux marchés de consommation, sur la détérioration des prix relatifs du secteur rural, la fonction d'accumulation primitive du capital assignée, en fait, dans de nombreux pays à l'activité paysanne, la rétro-action de ces politiques sur les revenus agricoles qui, ne permettant pas une rémunération suffisante des facteurs de production, par là-même, freine l'investissement agricole et, en conséquence, conduit à une faible productivité, et des prix de revient élevés malgré la faiblesse des salaires et des revenus agricoles. Ainsi se développe le cercle vicieux de la pauvreté dans les campagnes et s'amorce le refoulement de la main-d'oeuvre des campagnes.

* Une deuxième question importante concerne l'intensité comparée des liens entre la grande cité avec le tissu économique national du milieu rural et des autres villes du pays et les liens externes avec les grandes unités internationales, centres de pouvoir des mégalo-poles étrangères et compagnies internationales. Dans bien des cas, la grande cité des pays en développement exerce des rapports de domination envers son propre environnement, le milieu rural notamment, mais, à son tour, subit l'attraction et la domination des centres de pouvoir étrangers dominants. Ces rapports de domination à différents niveaux constituent le canal par lequel se véhiculent les "patrons" des modes de vie et de consommation dominants en Occident qui sont adoptés par les bourgeoisies locales et les classes riches, et qui exercent ensuite un effet de diffusion sur l'ensemble des sociétés. Mais c'est précisément l'attraction de ce mode de vie qui crée ce puissant mouvement d'attraction de la ville et déstabilise les sociétés rurales. La

déstabilisation des campagnes pouvant être, au demeurant, l'objectif politique recherché par les gouvernements.

10) La grande ville est un centre de pouvoirs. Elle est le lieu où se côtoient des hommes différents par le milieu, le métier et l'origine, un lieu d'assemblée et de rencontre, de rassemblement et d'entraide où les ethnies à la fois marquent leur diversité et peuvent se fondre.

De cette multitude en constant mouvement et renouvellement naissent de nouvelles structures, du désordre naît un ordre et de l'ordre renaît le désordre dans des cycles rétro-actifs et récursifs. En termes systémiques, ces mouvements incessants sont source de "variété" et notamment d'information, et ils corrigent l'entropie naturelle inhérente à tous les phénomènes physiques et sociaux. Ces informations prennent notamment la forme des idées, des théories, des idéologies qui, à partir des institutions de la grande cité, opèrent l'ensemble de la société.

Il y a un lien entre la création de l'information, son appropriation et les pouvoirs.

Tant que le développement des grandes villes était relativement lent, les pouvoirs institués dans la grande cité pouvaient dominer le mouvement. Mais, aujourd'hui, ce pouvoir de régulation et de commande échappe sous l'influence de deux phénomènes qui se conjuguent: la croissance quasi cancérigène de la grande cité et l'explosion de l'information.

L'extension des villes, le nombre croissant de leurs habitants, la multiplication exponentielle de ses problèmes, la somme d'information déversée, accroissent prodigieusement la variété du système à maîtriser et créent un problème qualitativement nouveau, jusqu'alors irrésolu de management des systèmes hyper-complexes. L'évolution de certaines cités - telle Mexico - donne l'impression que le système échappe au contrôle, s'auto-crée, s'auto-détruit et s'auto-reconstruit. La gestion de grandes cités du

Nord conduit également à la conclusion qu'une gestion centralisée devient impossible, qu'une décentralisation des centres de responsabilité est nécessaire, mais qu'en même temps ces centres de gestion doivent avoir entre eux une certaine coordination. Cette exigence contradictoire ne semble pas non plus avoir été jusqu'alors résolue. Il découle de cette contradiction que la grande cité, société éclatée, tant qu'elle n'aura pas résolu ses problèmes sera moins en mesure que dans le passé d'exercer une influence aussi entraînante sur l'ensemble de la société, ou si elle l'exerce elle contribuera à l'éclatement du reste de la société. A moins que du "désordre" naisse un autre "ordre" à partir des campagnes et des petites villes. Mais est-ce possible?

11) Les grandes cités sont le siège de multiples problèmes qui s'imbriquent les uns les autres. Bien que généralement apparaissent des problèmes communs tels que ceux de l'emploi, des transports, de l'habitat, de l'infra-structure et de la gestion des services publics, de l'énergie, de l'environnement, de la santé et de la qualité de la vie, du sort des minorités et des marginaux, des relations sociales dans les grandes villes, il est difficile voire impossible de dégager des priorités en raison des spécificités nationales et locales.

Aussi a-t-il été jugé préférable, de suggérer des listes inventoriant une série de problèmes socio-urbains et une série de problèmes liés à la gestion municipale, afin que les participants à la Semaine Sociale Internationale puissent d'une part indiquer quels sont les problèmes les plus importants et les plus urgents à résoudre, et, en même temps, quelles relations existent entre eux*.

Liste indicative de problèmes socio-urbains:

1. croissance de la ville par la démographie interne galopante;

2. croissance de la ville par l'immigration rurale;
3. décroissance de la ville par le départ de ses habitants;
4. chômage;
5. délinquance - violence;
6. criminalité biens et personnes;
7. santé: maladie, hôpitaux, équilibre mental;
8. ségrégation raciale;
9. concentration des immigrés étrangers;
10. ségrégation sociale par le zoning de la ville;
11. contraste social: pauvreté/richesse;
12. mouvements de contestation,
13. crise du logement: surpeuplement, insalubrité, prix des loyers;
14. spéculation foncière;
15. rareté des terrains libres;
16. occupation des terrains libres par les migrants;
17. approvisionnement en denrées comestibles;
18. organisation de la distribution des produits alimentaires;
19. approvisionnement en énergie;
20. approvisionnement en eau;
21. pollution: nuisance - bruit - odeur - ordures ménagères - saleté -
inondations;
22. éducation: école - absence de locaux - pénurie d'enseignants;
23. organisation des transports publics;
24. embouteillage (voirie - fret - stationnement);
25. groupes marginaux et tensions avec une partie de la population;
26. conditions de vie des personnes âgées;
27. vacances des enfants;
28. prostitution;
29. trafic de la drogue;
30. effectifs de la police;
31. relations de la police avec la population;
32. exiguité des prisons;

* Ces listes ont été établies à partir de l'ouvrage du Dr. Robert LAURINI, Robert Laurini: Contributions systémiques et informatiques au multipilotage des villes, Thèse d'Etat, Université de Lyon I, France, 1980.

33. inefficacité de l'appareil répressif;
34. inadéquation de la justice;
35. insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie;
36. entretien et modernisation des infrastructures;
37. entretien et modernisation des équipements collectifs;
38. entretien des lieux de culte;
39. préservation des monuments culturels;
40. insuffisance du réseau hôtelier;
41. existence de communautés ethniques;
42. absence de conviviabilité dans les grands ensembles;
43. animation culturelle;
44. animation sportive;
45. équilibre du budget de la ville;
46. déséquilibre fonctionnel de la ville (attraction du Centre sur la périphérie ou désertification du Centre);
47. autres problèmes.

Liste indicative de problèmes municipaux:

Par définition, ces problèmes sont dûs aux organisations qui ont été créées pour contribuer à la résolution des problèmes socio-urbains. Ce sont donc des problèmes de second niveau. Ils peuvent être regroupés sous les thèmes suivants:

- de nature administrative,
- de nature politique,
- de nature technique,
- de nature économique,
- d'animation de la cité.

Par exemple:

1. multiplicité des tutelles, état, département, région, ministère;
2. gestion du personnel communal, statuts et salaires;
3. élection;
4. rapports entre les élus, la population et le personnel communal;
5. relation avec l'opposition municipale;
6. gestion du patrimoine de la commune;
7. administration de la police municipale;
8. administration des services de l'état civil;
9. gestion des espaces verts, des terrains de jeu et de sport;
10. administration des cimetières et des pompes funèbres;
11. organisation du stationnement;
12. entretien de la voirie et de la signalisation;
13. entretien du réseau d'eau;
14. entretien du chauffage collectif;
15. cantine scolaire;

16. garderie d'enfants;
17. maison de retraite ou d'animation pour le Troisième Age;
18. politique foncière;
19. action culturelle;
20. jumellages internationaux;
21. obtention des ressources budgétaires par l'Etat;
22. levée des impôts locaux;
23. autres problèmes...

Ces listes indicatives devraient faciliter la discussion et, au terme de celle-ci, permettre d'identifier les problèmes communs et les différences entre les grandes villes.

12) Les moyens d'action possibles en politique urbaine sont évidemment variés et peuvent s'associer dans des combinaisons spécifiques. Dans le même esprit que précédemment concernant l'identification des problèmes, il a été dressé une liste indicative et non exhaustive des principaux moyens envisageables. Il est suggéré aux participants d'exposer ceux qui ont été utilisés dans le passé et quels sont les moyens projetés pour le futur. Ces indications faciliteraient ainsi la discussion pour la deuxième partie consacrée à la prospective urbaine.

Les moyens d'action possibles en politique urbaine.

1. Accorder des abattements d'impôts pour certaines entreprises.
2. Etendre les zones industrielles.
3. Démolir les logements inoccupés.
4. Réquisitionner les logements inoccupés.
5. Condamner les logements de basse qualité.
6. Réglementer le prix des loyers.
7. Construire des logements sociaux.
8. Favoriser les initiatives de construction par les usagers.
9. Interdire l'établissement de nouveaux arrivants.
10. Prohiber l'occupation des terrains par les migrants.
11. Utiliser la main-d'oeuvre inoccupée à des travaux d'infrastructure municipale.
12. Créer des entreprises dans les bidonvilles.
13. Développer l'autogestion des communautés urbaines (quartiers).
14. Développer la formation professionnelle.
15. Accroître les transports en commun.
16. Elargir certaines rues.
17. Etendre le réseau d'égout.
18. Augmenter les forces de police.
19. Accroître le budget des écoles.
20. Accroître le budget d'assistance sociale.

21. Favoriser l'entraide populaire.
22. Favoriser les initiatives d'animation culturelle à l'initiative des groupements locaux.
23. Aider les communautés ethniques à conserver leur identité.
24. Utiliser les grands médias (radio-TV-Presse) pour informer la population sur les problèmes municipaux.
25. Réduire ou augmenter les impôts locaux.
26. Demander des subventions.
27. Autres moyens...

13) L'utilisation des moyens d'action implique différents acteurs qui exercent des influences diverses. Il serait intéressant d'examiner pour qui les problèmes exposés précédemment se posent: pour le Maire et son Conseil municipal, les urbanistes ou les groupes sociaux concernés et quels sont les pouvoirs de décision et d'action des Acteurs nommés par le pouvoir central - quand c'est le cas -, des Acteurs élus (Maire et Conseil municipal, députés locaux), des Agents économiques (par exemple: Directeurs de chambre de commerce et d'industrie, directeurs des grandes entreprises, banquiers, propriétaires fonciers, promoteurs privés, promoteurs publics), des Acteurs socio-économiques (par exemple: Organisation syndicales, partis politiques, comités de quartier, associations de défense), des Acteurs-conseillers (par exemple: Agence d'urbanisme, bureau d'étude, cabinet du maire), des Acteurs divers (par exemple: personnalités religieuses, universitaires, sportives, notaires, juges, chefs de communauté, journalistes). La réflexion porterait ainsi à la fois sur les relations entre les problèmes et leur perception par les différents acteurs, ainsi que sur l'influence de ceux-ci sur les moyens d'action en politique urbaine. Ceci permettrait d'éclairer les moyens d'accélérer ou de freiner l'engagement et la réalisation des politiques urbaines.

14) En définitive, cette première partie de la SIPS devrait permettre d'éclairer le phénomène de l'explosion urbaine, particulièrement dans les pays en développement.

C'est pourquoi, l'analyse de l'explosion urbaine nécessite:

- d'être définie conceptuellement (qualitativement) dans ses différentes significations et dimensions, ainsi que dans les relations que celles-ci entretiennent les unes avec les autres;
- d'être précisée quantitativement au moyen d'indicateurs appropriés et fiables;
- une réflexion sur les mécanismes et les conséquences, les coûts mais aussi les bénéfices pour les villes de l'explosion qu'elles connaissent et qui en changent le visage;
- un inventaire articulé des moyens de la maîtriser en fonction de la situation actuelle et de celle projetée.

DEUXIEME PARTIERéflexions sur la Prospective Urbaine

*"Tout est noir de suie et rongé par l'usure;
les institutions, les villes, les fermes, nos
vies, nos coeurs, nos pensées. Tout pour-
tant est neuf dans la contingence, frais, en
naissance dans le monde. Des yeux détournés
de choses mortes, déjà regardent en avant...
Ces yeux qui voient, ces gens qui savent, il
faut leur laisser construire le monde neuf".*

Le Corbusier

1) On rappellera que l'attitude prospective diffère profondément de la prévision classique. Le mot "Prospective" dont Gaston Berger est le père s'est imposé pour traduire une nouvelle attitude face à l'avenir. La prospective est née de la prise de conscience d'un avenir à la fois domaine du déterminisme et de la liberté. Elle correspond à une attitude créative face à un avenir à la fois subi et voulu. Pour la prévision classique, le passé explique l'avenir qui est unique et certain. Pour la prospective, l'avenir est la raison d'être du présent et il est multiple et incertain. Pour la prévision classique, l'attitude face à l'avenir est passive ou adaptative: l'avenir est subi. Pour la prospective, l'attitude face à l'avenir est active et créatrice: l'avenir est voulu.

La démarche prospective s'effectue généralement à 3 niveaux:

- a) l'exploration des futurs possibles, c'est-à-dire tout ce que l'imagination nous permet d'envisager;
- b) la délimitation des futurs réalisables, c'est-à-dire tout ce qui est possible, compte tenu des contraintes matérielles, humaines, temporelles;
- c) la spécification des futurs souhaitables relativement aux critères de celui ou de ceux qui s'interrogent sur l'avenir*.

Ensuite, on repère quels sont le ou les cheminements qui mènent à tel ou tel futur possible.

Ces dernières années, des méthodologies de traitement des problèmes ont vu le jour, leur développement est encore loin d'être achevé**.

* Michel Godet: Crise de la prévision, essor de la prospective, PUF, L'économiste.

** Un excellent résumé de ces méthodes a été fait par la revue Futuribles de novembre 1983.

Alors que la méthode prospective essaye d'effectuer une synthèse entre le déterminisme -le jeu des contraintes- et les libertés -les moyens d'action-, une nouvelle génération de concepts naît. Pour les *philosophes de la complexité*, le vrai débat et la véritable alternative ne sont plus, par exemple, entre liberté et déterminisme, mais désormais entre complexité et simplification*. Le nouveau paradigme associe en boucles de causalité complexes le tétralogue ordre-inter-relations-inter-actions-organisation-désordre. Ces réflexions nouvelles ne sont pas sans portée pour l'analyse et la prospective du système urbain et des grandes cités. Il est hors de doute, en effet, que les mégalofoles sont un condensé sociétal hyper complexe et qu'il serait illusoire d'en comprendre les mécanismes à travers une vision simplifiée et d'en envisager la régulation par des recettes simples.

C'est donc à un effort de réflexion en profondeur que les participants sont conviés.

2) Pour démêler cette complexité, il faut avancer selon une méthodologie. Cette méthodologie reste très largement à définir et ce devrait être une tâche de l'AMPS d'aider à sa progression dans les prochaines années. Cependant, l'identification à laquelle il a été procédé des problèmes

* Edgar Morin: La méthode; la nature de la nature, 1977. Ed. du Seuil.

et des variables et des moyens d'action (voir Première Partie: points 11 et 12) devrait faciliter l'organisation de réflexions prospectives. En effet, les problèmes et les moyens d'action constituent les variables essentielles du système urbain, contraintes et variables d'action. Il serait donc possible pour les participants de formuler des hypothèses d'évolution de ce qu'ils considèrent comme les variables principales de l'avenir de leurs cités.

Il serait important de distinguer les variables endogènes et exogènes à la ville et les centres de pouvoir respectifs qui peuvent agir sur elles.

Sans préjuger de la discussion qui, au cours de la première partie devrait permettre d'identifier plus clairement les contraintes principales et moyens d'action communs aux grandes villes du Nord, d'une part, et du Sud, d'autre part, on peut avancer quelques thèmes qui méritent une attention particulière:

* Les perspectives du travail, de l'emploi et du temps libre dans les pays industrialisés et en développement. Sous l'effet de la nouvelle vague d'innovations technologiques, comment se modifieraient l'emploi et la formation professionnelle? Comment seraient susceptibles d'évoluer les systèmes d'organisation de la production et du travail? Et quelles seraient leurs répercussions sur l'évolution des villes? Quels seraient les éléments communs et les différences dans les perspectives du travail, de l'emploi et de leurs conséquences sur le développement urbain dans les pays industrialisés et en développement?

* D'une façon plus générale, quel serait l'impact des techniques nouvelles sur les conditions de vie, non seulement à travers l'organisation du travail, mais sur les conditions d'occupation de l'espace, les concentrations industrielles, les migrations quotidiennes habitat et lieu de

travail, le partage du temps? Est-ce que l'on va vers un transfert et une application mimétiques des "patterns" occidentaux de mode de vie, d'organisation de la production et du travail dans les cités du Sud, ou est-ce que celles-ci, en raison de facteurs culturels, sociologiques, économiques, présentent des possibilités de déviance dans leur dynamique future?

* Comment surmonter la crise de logement et de l'habitat, crise aussi bien qualitative que quantitative? Quelles solutions pour concilier l'industrialisation du bâtiment avec le respect des normes et coutumes locales, intégrer le bâtir et l'habiter?

* Sur quelles forces sociales et économiques s'appuyer pour mettre en oeuvre les moyens d'action susceptibles de contribuer à résoudre les principaux problèmes des grandes cités?

* L'évolution religieuse, la propagation rapide de certaines religions telle l'Islam sont-elles susceptibles -et si oui dans quel sens- d'influencer l'évolution des villes?

* Le rejet du modèle de développement occidental de mode de vie dans certains pays d'Afrique notamment et par des groupes radicaux sont-ils de nature à infléchir la dynamique des grandes cités, favoriser la croissance de villes intermédiaires et le renforcement des villages?

3) Des expériences, des réalisations même limitées peuvent avoir une portée plus générale et être porteurs d'autres avenir possibles.

Ainsi, des municipalités, des organisations sociales diverses ont entrepris des actions novatrices dont l'existence et la signification ne sont pas toujours connues. La Semaine Internationale est une occasion pour informer de ces expériences et les faire connaître, évaluer leur impact et leurs possibilités de transposition dans d'autres contextes. Au demeurant, il n'y a pas que les succès qui sont intéressants mais aussi les échecs, leur connaissance pouvant éviter à d'autres la répétition des mêmes erreurs.

Il serait souhaitable, au demeurant, que cette réflexion porta moins sur l'analyse de tel ou tel moyen isolé, que sur leur combinaison, et s'attache à comprendre pourquoi telle association de variables d'action conduit soit au succès, soit à l'échec dans des contextes déterminés.

La méthode prospective, parce qu'elle ne considère pas un avenir mais des avènements probables possibles et souhaitables, attache une grande importance aux projets des acteurs. Elle réintroduit donc les aspirations de ceux-ci dans les facteurs du devenir.

C'est pourquoi il serait important, au cours de la Semaine Internationale, que les participants fassent part des projets, des aspirations, de la vision du futur de leurs cités de la part des groupes et associations dont ils sont les mandants ou de leurs vues propres.

* Il serait opportun aussi, peut-être, de réanimer des discussions qui ont eu lieu aux alentours des années 1920 et qui ont été pratiquement abandonnées depuis, sur la taille optimale des villes. Cette question est complexe, elle peut être considérée sur divers plans.

Un plan technique d'abord: à quelle taille de la ville -mesurée par le nombre de ses habitants et sa superficie- une cité peut disposer des infrastructures modernes assurant le confort, les conditions de vie et de transport et un épanouissement physique et culturel de ses habitants?

La question est éminemment sociologique: à travers les dimensions et l'avenir assignés aux villes, vers quel type de civilisation veut-on aller? Comment se situe dans ce contexte la réaction écologique, le mouvement de retour vers la nature dans un milieu déjà refaçonné par la technique? Quels sont les projets des différents groupes sociaux?

AMPS

DOCUMENT No 4/SEM/PS

Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale
de prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

DYNAMIQUE DE L'EXPLOSION URBAINE

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

I.- Dynamique de l'explosion urbaine

Croissance envisageable des grandes villes à l'horizon 2000 et au-delà

Les débats pourront s'ouvrir sur une approche de la connaissance des forces qui favorisent le cycle fatal de la croissance, de l'expansion et de l'explosion urbaine.

Une analyse de l'évolution des cités, pourrait nous aider à mieux affronter cette effroyable catastrophe, ou bien à mieux maîtriser et contrôler ce phénomène.

Aucun pays ne semble pouvoir échapper à ce rapide accroissement des villes. Un peu partout, dans le monde, s'accusent les mêmes tendances:

- dans les prochaines 25 années, il est probable que la population urbaine double;
- en l'an 2000, 50% de la population mondiale vivra en milieu urbain.

Pour les pays industrialisés cette proportion sera de 79%, et pour les pays du Tiers Monde elle sera de 44%.

Le rythme de l'urbanisation découle, en grande partie, de l'extrême rapidité d'accroissement de la population totale. L'augmentation de la population urbaine est encore plus rapide que celui enregistré par la population totale (deux fois plus rapide dans de nombreux cas), et présente certaines situations véritablement dramatiques.

Le danger réside autant dans le rythme trop rapide de l'augmentation de la population urbaine, que du niveau absolu de population qu'il entraîne. Le taux d'accroissement a augmenté à mesure que diminuait le taux général de mortalité, et a commencé à ralentir à partir des années 1970, dû à une baisse du taux de fécondité.

Cependant, il ne faut pas confondre le rythme de croissance et la densité démographique. Si la population urbaine actuelle est estimée à 2 milliards, les prévisions pour l'an 2010 sont de 4 milliards. Ce changement d'échelle des chiffres de population et des aires d'urbanisation, entraîne des modifications de structure, en plus des problèmes liés à la nécessité de maintenir et d'élever le niveau de vie de tous les habitants; une telle expansion ajoute d'autres difficultés en matière de ravitaillement, de transport, de services sanitaires, etc.

La population urbaine est, surtout concentré dans les grandes cités.

Les grandes métropoles se gonflent démesurément, de façon anarchique, et aux dépens des villes intermédiaires qui auraient tendance à stagner:

- pendant les années 1960-1980, les villes avec plus de 4 millions d'habitants, ont connu un taux de croissance annuel moyen de 4,5%. Celui des pays en développement a été de 7%;
- pendant la même période, le taux de croissance annuel des autres villes fluctuait entre 3 et 3,5%.

Les cités géantes croissent sans frein. Un peu partout, les formes de la mégalozone s'imposent, et la structure toute entière de l'économie est dans la dépendance étroite de ses organismes. Ces fiévreuses concentrations d'hommes, de biens et de services, se font généralement aux dépens d'autres villes, d'autres régions. Ce phénomène d'attraction, typique de la croissance industrielle, implique une série de "coûts sociaux": infrastructures routières, de la santé, production et distribution de produits de l'énergie, gaspillage de temps...

La ville a exercé au cours de l'histoire de puissants avantages. Elle recueille la main-d'oeuvre dégagée par la "modernisation" de l'agriculture; elle offre à ses habitants un ensemble de commodités groupées; elle permet les économies externes que les entreprises tirent de leur juxtaposition, des approvisionnements et des débouchés réciproques qu'elles se fournissent, du climat d'activité et de la qualité de la main-d'oeuvre qu'elles favorisent toutes ensemble.

Cependant, sa croissance s'accompagne de désadaptations, parce qu'une société qui évolue se reconnaît mal dans des structures figées, et guère mieux dans des nouveautés déconcertantes. Au-delà d'une certaine dimension, les déplacements deviennent pénibles, les relations sociales se disloquent, les excès de la civilisation sont durement ressentis. Existe-t-il un "seuil" à partir duquel le développement urbain réclame des efforts insupportables? Qui bénéficie des investissements et des coûts d'amortissement et d'entretien que prend en charge l'Etat?

Le phénomène de la concentration de la population, de la production et de la distribution des biens et services, est étroitement lié avec le phénomène de la centralisation du pouvoir. La ville est siège des services de l'Etat national et aussi siège de la direction de l'économie nationale. La puissance financière, concentrée dans les banques nationales,

draine tous les capitaux vers la métropole et dirige ainsi l'épargne nationale. Les programmes de décentralisation ne manquent pas. Cependant, les avantages fiscaux ne compensent pas l'absence d'infrastructure en province, les coûts de transports vers une métropole d'où tout vient et où tout va, le caractère dérisoire du marché local.

Nous assistons aussi à un autre phénomène inquiétant: les grandes cités s'étendent de plus en plus; le noyau urbain est entouré d'une banlieue d'une étendue immense. Les deux phénomènes de l'urbanisation et de la ville ne se recouvrent plus. L'urbanisation prend de multiples formes: banlieues, exurbanisation diffuse, urbanisation des milieux ruraux. Cependant, cette nouvelle affectation des terrains n'implique pas un nouvel organisme urbain, un système ou même une structure.

Les participants pourront s'interroger sur les causes de l'explosion urbaine et du devenir des grandes villes, ensuite ils pourront envisager les politiques et les stratégies d'action à mettre en oeuvre pour tendre vers la maîtrise de l'accroissement des villes.

1.- Les causes de l'explosion urbaine

Les causes de cette urbanisation trop rapide et trop mal conduite seront analysés par les participants à travers les points suivants:

- L'explosion urbaine n'est pas seulement un problème de croissance excessive, mais surtout celui d'une structure désadaptée:
 - la population urbaine est supérieure ("seuil") à la normale justifiée par les niveaux de productivité agricole et non-agricole;
 - tensions et contrastes inhérents à la structure même de la société industrielle - par exemple, existence d'exigences fonctionnelles contradictoires.
- Le rythme de croissance de la population urbaine n'est pas destiné à se perpétuer "naturellement". Quel est le rapport entre l'accroissement du chiffre total de la population urbaine et le développement économique?
- Forces qui favorisent le développement d'une économie dominée par les grandes métropoles:
 - processus de désintégration et de destruction;
 - point d'appui de la bourgeoisie d'Etat alliée à une bourgeoisie natio-

- nale, afin de contrebalancer le pouvoir des pays industrialisés;
- forces qui déterminent l'organisation de l'espace national entre la métropole et les villes moyennes, et l'espace international entre les différentes métropoles.

2.- Stratégie d'action pour la maîtrise de l'accroissement des villes

Conscients des problèmes actuels et futurs, de nouvelles politiques sont à envisager, tenant compte des discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent. Les points suivants serviront de guide pour tracer un premier bilan sur l'avenir -fatal ou construit- des villes.

- Création, au sein de l'administration centrale, d'un organe chargé de coordonner les politiques et les programmes touchant aux problèmes de la vie urbaine.

Poursuivre la décentralisation en allant plus loin que le transfert des compétences; responsabilités respectives de l'Etat et des collectivités locales;

- Développer les villes de moindre importance; stimuler l'investissement industriel ailleurs que dans les capitales; création de cités nouvelles;
- Conditions pour canaliser positivement les effets des changements qui vont avoir lieu dans les techniques et qui bouleverseront les nouvelles industries, les communications, le partage entre heures de travail et heures de loisir.

II.- Facteurs endogènes et exogènes de la croissance urbaine.

Similitudes et différences entre l'excroissance des mégalo- poles du Nord et du Sud

Le rythme de l'urbanisation découle en grande partie de l'extrême rapidité d'accroissement de la population totale.

Le principal facteur endogène est l'évolution démographique:

- pendant la période 1950-1980, la population totale a augmenté à une cadence annuelle du 2%;
- la population des pays moins développés a augmenté du 2.3%.

Cependant, la population urbaine s'est accrue à un rythme encore supérieur:

- la population urbaine totale, à 3%;
- la population urbaine des pays en développement, 4.3%.

Le principal facteur exogène est la migration des campagnes vers les villes, mais aussi des villes secondaires à la capitale, et enfin les migrations internationales:

- l'accroissement naturel rapide entraîne dans certaines régions rurales un excédent qui, n'ayant pas accès aux grands domaines, et ne trouvant pas de terres à cultiver, est contraint d'abandonner la campagne et de s'exiler en ville;
- les grandes villes ont connu, dans le Tiers Monde, des taux de croissance annuels deux fois supérieurs à ceux des autres villes.

Le rythme très rapide de certaines régions, comme l'Afrique, peut être dû à une population urbaine très faible et qui doit subir les effets d'une migration, pas excessivement forte en nombre absolu et par rapport à d'autres régions du globe, mais qui aura tout de même pour effet un changement spectaculaire -voire dramatique- des structures économiques et sociales. A l'opposé, dans les pays les plus urbanisés de l'Amérique latine, le taux de croissance annuel est plus bas, mais la migration de la population rurale est d'un niveau absolu très élevé. Les répercussions de cette migration sont tout aussi marquées que celle du continent africain, mais pour d'autres raisons.

Quel est l'appel -réel ou imaginaire- qui amène tant d'individus à tout

quitter pour aller s'installer dans une ville?

Nous pouvons tout d'abord imaginer la représentation que se font les personnes d'une société rassemblée, les illusions et les aspirations qu'elle crée, et aussi les puissants avantages réels qui existent. Cependant, ceux-ci ne seraient plus si importants, et l'accroissement rapide de la population urbaine provient actuellement plutôt d'influences économiques tendant à "refouler" les habitants hors des campagnes, que de facteurs "d'appel" vers les villes. Il est indispensable de connaître, non seulement les conditions "objectives" du pôle d'attraction et du pôle de rejet, mais aussi les relations qui existent entre ces différents pôles de refoulement et l'image que les habitants de ces pôles ont des grandes villes à travers les moyens d'information.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays économiquement plus avancés, le peuplement des villes ne peut être considéré comme une augmentation du produit par habitant, et un relèvement des niveaux de vie. Une grande partie de l'accroissement de la population urbaine du Tiers Monde résulte de l'exode rural et implique un déplacement de la pauvreté des campagnes vers les villes.

Des concepts étrangement mis en sommeil devraient être réactivés pour les fins de la prospective urbaine.

Il s'agit notamment, de ceux des fonctions "fondamentales" et "non fondamentales" des villes.

Les fonctions fondamentales ou de base peuvent être définies comme étant celles qui produisent des biens et des services destinés à être "exportés" de la ville, alors que les fonctions non fondamentales peuvent être définies comme étant celles qui produisent des biens et des services consommés à l'intérieur de la ville; les fonctions de base jouant de ce fait le rôle primordial dans le développement de la ville. C'est pourquoi les expressions anglaises de "exchange production" et "self production" conviennent mieux, encore que la "self production" donne lieu à des échanges. L'entretien, ou l'auto-production-consommation de la ville par elle-même croît avec la taille des villes. Déjà en 1950 cette fonction mobilisait aux USA près de 60% des emplois pour les villes de plus d'un million d'habitants contre moins de 25% pour celles de 2500 à 3000 habitants. Autre lacune -et de taille!- de l'information, rares sont les études sur cet aspect pourtant essentiel de l'économie et de la sociologie des villes.

Ces fonctions "non fondamentales" recouvrent en fait celles des fonctions urbaines, celles de services en font partie et, dans les pays en développement celles du "secteur informel", par ailleurs, lui aussi, mal identifié. On pressent que cette distinction peut-être importante dans une analyse de la ville comme système, et notamment des mégapoles comme hyper-système dont la croissance échappe au contrôle.

Les problèmes d'urbanisation ont atteint une telle ampleur et une telle importance qu'il est indispensable d'en tenir compte explicitement dans les politiques nationales de développement. Dans les pays du Tiers Monde, l'urbanisation n'est plus en étroite relation avec l'industrialisation: elle est beaucoup plus rapide. C'est une urbanisation du secteur tertiaire. Il serait intéressant d'analyser la croissance de ce secteur dans les différentes mégapoles du monde, en tenant compte de leur degré de développement, de leur grandeur et de leur croissance relative.

Les participants sont invités à identifier les différents problèmes que posent les différents facteurs de l'excroissance urbaine des mégapoles du Nord et du Sud, ainsi que les faits qui nous permettraient de construire un avenir pour ces villes.

1.- Problèmes posés par les différents facteurs de l'excroissance urbaine des mégapoles du Nord et du Sud.

- Dimensions et problématiques communes à toutes les villes, ainsi que différences essentielles entre elles. Les problèmes des unes ne sont pas nécessairement ceux des autres.
- Quel est le rôle joué par les orientations données au progrès scientifique et technique? Tout particulièrement à la recherche qui doit permettre d'étudier les zones urbaines du point de vue de leur fonction économique et du milieu social en général.
- Services sociaux non adaptés au degré d'urbanisation; excès de centralisation du système administratif.

2.- Faits porteurs d'avenir.

L'urbanisation est un élément d'une profonde évolution sociale et culturelle, et dépasse donc de beaucoup le cadre des processus purement démographiques. L'urbanisation représente à la fois un processus démographi-

que et un phénomène social, qui ne coïncident pas toujours exactement. Les participants examineront différentes lignes de conduite à adopter et les mesures à prendre dans le présent et dans l'avenir. Quelques points sont présentés pour aider à la discussion:

- Effet sur les migrations des améliorations des conditions de vie, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines;
- Actions inspirées par le sens de la solidarité; moyens de traiter l'information et d'éveiller l'intérêt du public et de créer une participation au sens démocratique du terme;
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils concilier les aspirations nouvelles des individus et les équilibres collectifs de la société?
- La fiscalité, la politique du crédit, l'intervention directe de l'Etat à travers de la législation, la réglementation ou même de l'appropriation du sol urbanisé ou urbanisable comme moyens pour maîtriser le développement des villes.

II.- L'impact de l'explosion urbaine sur le développement rural

Au cours de l'histoire, l'augmentation des surfaces de terrains arables, l'accroissement des chiffres de population et la multiplication du nombre des cités, ont toujours constitué des processus concomitants.

Actuellement les mégalo-poles du Tiers Monde s'étalent, se distendent, se répandent sur de vastes régions; elles concentrent le plus grand nombre d'investissements, d'équipements, de biens.. et, en fin, centralisent les décisions de toute une région, voire de tout un pays. Il serait intéressant de distinguer entre les villes qui créent des relations en amont avec le secteur rural, et dont la croissance est porteuse de développement pour le reste du pays; celles qui concentrent en elles-mêmes un tel pourcentage de richesse avec des échanges avec "l'extérieur" en diminution, et celles qui vivent aux dépens du secteur rural.

La ville ne croît plus en équilibre avec son environnement: l'urbanisation prend le pied sur l'industrialisation, le secteur tertiaire augmente sans proportions. Les "fonctions non fondamentales" de la ville augmentent, par rapport aux fonctions de base, et freinent le développement de la ville. Ce sont les excédents agricoles qui viennent en aide à la mégalo-pole; en période de crise, le drainage de ressources est encore plus dramatique, que la malnutrition des populations est très grande. Deux processus se développent simultanément: la ville, en centralisant les mécanismes de pouvoir et en concentrant un taux élevé des biens et capitaux du pays, est synonyme de richesse et d'illusions, tandis que la campagne ne représente que la pauvreté et l'abandon. Le contrôle effectif de la publicité, des informations, des journaux périodiques, de la radio, de la T.V., tendent en plus à valoriser les modes de vie de la métropole.

La ville crée le mirage de l'autosuffisance et de l'indépendance par rapport au reste du pays. Il n'en est point ainsi: l'évolution des prix relatifs entre le secteur rural et le secteur urbain, dans les pays du Tiers Monde, a toujours bénéficié le second. Le secteur rural est sous-payé car les prix ne permettent, bien souvent, une rémunération suffisante des producteurs agricoles.

Quelles ont été les conséquences de cette politique? Les pays en développement ont de grands déficits alimentaires, ils ont créé une industrie faible, une urbanisation explosive, qui ne peuvent agir comme incitatifs pour augmenter

la productivité et la production agricoles à un niveau tel que les "facteurs de refoulement" des campagnes cessent et les relations entre les deux systèmes, considérés globalement, entrent dans un cercle de développement et rejettent celui de la pauvreté.

Le deuxième ensemble de relations à analyser, se crée entre la grande ville et l'extérieur: à mesure que ses relations avec le secteur rural tendent à s'affaiblir, s'accroissent ses relations avec les centres développés ou colonisateurs. L'effet démonstration a des répercussions dramatiques sur les techniques rurales appliquées, et le flux de biens et de services entre la campagne et la ville. Le système tout entier de la recherche scientifique et technique est orienté vers l'extérieur; dans de nombreux cas les décisions ne sont qu'apparemment centralisées dans la grande ville, car elles sont en réalité prises dans les centres développés.

Quelles sont les raisons principales du frein au développement rural causés par l'explosion urbaine? Quelles stratégies d'action peuvent être envisagées pour une "autre relation ville-campagne"? Les débats seront organisés autour de ces deux questions fondamentales.

1.- Raisons du frein au développement rural.

Cette recherche d'explication a été très peu abordée dans la littérature et doit être relativisée selon les différents contextes socio-économiques.

- Le commerce international, la relation des prix et le prélèvement de surplus d'origine agricole; l'inflation et la distortion des valeurs économiques, sociales et éthiques;
- Déséquilibres entre les différents transferts ville-campagne, campagne-ville. La campagne est le sujet passif de:
 - importation de technologies, de semences, de produits industriels, de modes de vie "modernes". Dépendance pour les orientations données à la recherche; paralysie des activités en cas de problèmes de communications; concentration des capitaux -voire de l'épargne nationales- dans la métropole;
 - rejet des valeurs "traditionnelles" propres au secteur rural; exode de la main-d'oeuvre qualifiée, des jeunes. Conséquences du déficit alimentaire; destruction de l'artisanat et même de l'autoconsommation;
- Facteurs "positifs" et facteurs "négatifs", pour la ville et pour la campagne. Deux phénomènes étroitement et étrangement liés.

2.- Prospective pour une autre relation "ville-campagne"

- La ville comme "organisatrice" du monde rural; établissement d'un projet de société.
- Conditions pour que le "facteur humain" soit considéré comme une richesse pour valoriser la production agricole;
- Les projets d'avenir doivent chercher de quelles ressources l'humanité dispose qui lui permettraient d'échapper aux périls résultant de l'usage irrationnel de la science et des inventions techniques. Quelles transformations techniques et économiques pourraient favoriser une configuration souhaitable des infrastructures rurales: équipement, transport, nouvelles industries?
- Conditions pour canaliser positivement l'action des syndicats ouvriers et agricoles.

IV.- Problèmes actuels, problèmes futurs:

L'emploi, l'infrastructure et la gestion des services publics, les transports, l'habitat, l'énergie.

Les maux dont souffrent les centres urbains -tout spécialement ceux des pays en développement- sont bien connus: croissance du chômage, aggravation de la répartition des revenus, prolifération des taudis et des bidonvilles sordides, dégradation d'un grand nombre de services publics, extrême pénurie de logements et encombrement des rues.

Les statistiques de l'emploi urbain sont tout à fait insuffisantes et, par ailleurs, il est très difficile de définir le "chômage", le "secteur informel", ainsi que de mesurer le "revenu". Les rares données dont on dispose semblent montrer que, dans les zones urbaines:

- le chômage est en train de croître à un rythme supérieur que l'urbanisation et qu'il n'est pas du tout certain que si l'on ajoute au chômage le sous-emploi, la situation soit pire dans les villes que dans les campagnes; la situation semble pire dans les grandes villes que dans les petites;
- il touche le plus souvent les femmes et les enfants -souvent exploités-, le groupe d'âge de 15 à 24 ans, et les personnes appartenant à des communautés rurales qui viennent chercher un emploi en ville, qui sont mal préparées au travail industriel et avec de bas niveaux de formation.
- le secteur des services et le secteur informel jouent un rôle très important dans l'emploi urbain. Il est donc probable que les fonctions de la ville soient très différentes de ce qu'elles sont, ou étaient, autrefois, dans les pays industrialisés.

Deux tendances devraient être particulièrement considérées, sous réserve de confirmations: celle à la localisation des grandes entreprises dans les cités moyennes, alors que les grandes villes comprennent surtout des petites et moyennes entreprises. Celles de l'attraction "au centre" des activités les plus qualifiées. Double circonstance qui introduit une série de contradictions en chaîne.

La forte croissance naturelle de la population urbaine, l'arrivée de migrants pauvres en provenance des campagnes, l'intensification du chômage et le déséquilibre grandissant de la répartition des revenus ont tous contribué à la dégradation des conditions de vie dans les villes, surtout des taudis

et des bidonvilles. Bien que leurs structures sociales et leurs degrés de misère varient beaucoup, ils se caractérisent par l'absence même d'un minimum de services; qu'il s'agisse de logements habitables, d'eau courante, d'évacuation des eaux usées, des rues et des services sociaux.

La rapide urbanisation fait apparaître un milieu urbain incomplet et imparfait, peu favorable à une vie urbaine décente et qui crée de graves difficultés pour un pourcentage élevé de la population.

Quant aux services publics, il est nécessaire de distinguer entre la proportion qui est desservie et la qualité des services fournis. Les bidonvilles, qui n'ont ni eau ni égouts, sont en général branchés sur le réseau électrique, qui est d'habitude installé sans autorisation.

Le cas des transports publics est plus nuancé, mais il est évident que la qualité du service varie beaucoup et, en général, se dégrade nettement.

L'encombrement des rues s'est beaucoup aggravé dernièrement, et il est devenu l'une des causes principales de la dégradation des services de transport en commun.

Le manque de ressources limite les possibilités d'expansion de l'infrastructure des transports. Par ailleurs, la structure traditionnelle des services et des prix, ne peut être modifiée de façon radicale et rapide. La multiplicité des services d'exploitation, aussi bien publics que privés, vient compliquer considérablement la coordination. Dans la pratique, la question revient souvent à réduire au minimum la charge financière tout en veillant à ce que s'institue progressivement la structure des modes de transport la plus économique, compte tenu des ressources globales disponibles. Pour remédier à de telles situations le maître-mot est organisation. Or aucune stratégie urbaine efficace ne peut ignorer les forces sociales qui régissent la ville. Ces forces sociales sont d'autant plus difficiles à saisir que les villes anciennes des pays suréquipés servent de référence pour les responsables des pays en développement.

Le problème, peut-être le plus important, et certainement le plus évident, que pose le milieu urbain dans les pays pauvres, est celui du logement. La majorité des pays appliquent des programmes de construction de logements. Toutefois, ces programmes s'adressent surtout aux familles à revenus moyens, qui peuvent prendre à leur charge une partie des frais de construction. La politique du logement n'a pas encore résolu le problème en ce qui concerne les familles à revenus faibles. Et pourtant, dans 25 ans, la population urbaine aura doublé, et il en va de même de la nécessité de logement.

Cependant, le problème du logement n'est pas seulement un problème de ressources tant humaines, que financières et technologiques. Il pose aussi d'autres dilemmes:

- le choix des bénéficiaires des logements construits par les pouvoirs publics: faut-il répondre aux besoins des familles les plus pauvres ou constituer des communautés relativement équilibrées et stables? Peut-on fixer des normes d'habitations qui ne correspondent pas du tout aux ressources des habitants? La mauvaise qualité des logements que l'on trouve dans les villes traduit essentiellement l'existence d'une misère dont les victimes ne peuvent se libérer;
- le choix des logements: faut-il construire de nouveaux logements et démolir l'habitat insalubre, ou bien faut-il passer à la réhabilitation, à la résorption de l'habitat insalubre et à la "résorption du phénomène d'insalubrisation"?

L'action sur le bâti et sur l'environnement physique est une action indispensable, mais insuffisante. Les notions "d'aménagement" et de "restructuration urbaine" se trouvent modifiées, élargies. L'aménagement ne peut pas seulement s'articuler à l'investissement; l'aménagement c'est, dans la vie d'un quartier, une période non négligeable de son histoire; pendant qu'on aménage, il faut aussi gérer, et la gestion est précisément un des objets du réaménagement, du redéveloppement du quartier. Il faut articuler la politique scolaire, sociale, économique. Il faut aussi recentrer la notion de participation et de solidarité. C'est dans l'articulation que l'on trouvera prioritairement les solutions aux problèmes posés par la croissance des grandes villes, et en particulier l'évolution des relations multiples entre les centres de ces villes et leur périphérie.

Les débats pourront s'articuler en deux principales séquences:

- Identification des causes des problèmes urbains provoqués par l'explosion urbaine;
- Recherche de possibles solutions aux problèmes actuels et aux problèmes à venir.

1.- Causes des problèmes majeurs urbains provoqués par l'explosion urbaine

Devant les mégalofoles de cauchemar, innombrables sont les problèmes à identifier. Cependant, à partir d'exemples concrets, les participants sont invités à aborder les points suivants:

- Le chômage urbain et les opportunités d'emplois: chômage structurel et chômage conjoncturel; effet des transferts de technologie main-d'oeuvre intensive et de l'actuelle crise mondiale; rapports entre le chômage et le commerce extérieur, d'une part, et entre chômage et prix internationaux, d'autre part; le secteur tertiaire comme frein au développement; fonction du secteur informel; secteur moderne vs. secteur traditionnel;
- Le logement et les sans abri: le sous-développement et le manque de ressources; rapports entre logement et emploi, législation foncière, codes et réglementations du bâtiment, financement (y compris les crédits et les prêts accordés aux pauvres), arrangements institutionnels entre les autorités nationales et locales;
- Impossibilité de séparer l'examen des transports urbains de celui de la réglementation de l'utilisation des terrains et du logement; cloisonnement "vertical" des différentes administrations chargées de la gestion des services publics;
- Quelles sont les forces qui favorisent les investissements "productifs" -fourniture d'énergie, développement des transports, création d'installations diverses, adduction d'eau, travaux de voirie, construction de ponts- par rapport aux investissements "sociaux" -assainissement du milieu (y compris la lutte contre la pollution de l'eau et de l'air). Les possibilités d'améliorer l'infrastructure nécessaire à la vie et au développement urbains sont strictement limitées par le niveau de l'économie nationale et impose un choix difficile entre ces deux types d'investissement.

2.- Solutions aux principaux problèmes actuels et futurs

Cette trilogie, transports urbains, logement et emploi, mérite une attention toute particulière en raison du rôle qu'elle joue dans la détermination d'un projet de société. Dans ce sens, les éléments suivants pourront être examinés:

- Afin que la cité n'aboutisse pas à sa négation, il faut entreprendre un grand effort de "réaménagement" qui tienne compte de la notion de participation et de solidarité; des relations multiples entre les centres de ces villes et leur périphérie;

- Moyens pour modifier la structure de la demande de transports urbains en fonction de choix délibérés; canaliser positivement l'irruption de nouveaux et rapides moyens de transport (trains express); libérer le développement, car les grands projets de ce secteur jouent un rôle dynamique pour tout le reste du système;

V.- L'environnement, la santé et la qualité de vie. Le sort des minorités et des marginaux. Les relations sociales dans les grandes villes.

"Dans les campagnes, près de Djakarta, les habitants sont à la recherche de nouveaux sols à cultiver. Ils défrichent et déboisent les terrains encore disponibles et dénudent les montagnes, provoquant ainsi la rupture d'un équilibre écologique millénaire savamment établi par la nature et l'homme javanais. A présent les inondations succèdent aux sécheresses, toujours accompagnées de phénomènes d'érosion du sol. Les pentes ne retiennent plus l'eau des pluies, et les rivières sont devenues boueuses, charriant les terres fertiles vers l'océan. A l'ouest de Java, dans la région de Karawang, les habitants sont menacés de famine et cherchent des substituts au riz".

Le Monde, 7/12/77

Les villes, telles que définies par leurs frontières administratives et politiques, ont commencé à se vider, et en quelques années ce phénomène s'est accéléré et a créé un tel étalement urbain que ses conséquences économiques peuvent être désastreuses, et son effet sur l'environnement catastrophiques. La ville n'est plus un moyen pour permettre à l'homme de dialoguer avec son environnement, elle est devenue un moyen de destruction.

Un deuxième constat de cette expansion tentaculaire des villes sont les bidonvilles. Leur ceinture envahissante est devenue partie intégrante du paysage urbain des grandes villes du Tiers Monde: un inéluctable destin. Leurs origines sont toujours les mêmes: un terrain en friche, près d'un axe routier ou d'une usine, pour ne pas mentionner ceux qui s'installent volontairement près d'un grand dépotoir pour y fouiller plus aisément. Dans la plupart des cas, les habitants de ces bidonvilles sont les émigrés ruraux. Les raisons fondamentales de cette émigration sont d'ordre économique et social. Importantes raisons du mouvement de migration sont le désir d'obtenir de meilleures conditions d'hygiène, de logement et l'ambition d'obtenir une meilleure éducation. Car dans les pays en développement l'écart est considérable en matière de services médicaux et sanitaires entre les villes -particulièrement les grandes villes- et les zones rurales. Cependant les services d'assistance sociale et de santé publique sont insuffisants dans les villes; ils ne peuvent répondre aux besoins actuels de la population.

Les tensions que crée le milieu urbain peuvent provoquer des phénomènes de

désorganisation sociale et individuelle, tels que: délinquance, criminalité, prostitution, maladies mentales, alcoolisme, et qui prennent une ampleur disproportionnée chez les immigrés d'origine rurale.

La question qui se pose est de savoir si tous ces problèmes de désorganisation sociale, liés à la vie urbaine, résultent de l'urbanisation ou du milieu urbain, ou bien témoignent de changements plus profonds et plus radicaux. Il est indispensable aussi d'analyser en profondeur les forces d'organisation inhérentes à la ville, qui tendent à stabiliser l'existence humaine conformément à des modes de vie définis et assimilables.

Les débats pourront porter d'abord sur les causes structurelles de la dégradation de la qualité de vie et des relations sociales dans les métropoles, puis sur les politiques et les stratégies d'action à mettre en oeuvre, la dimension prospective étant ici privilégiée.

1.- Les causes structurelles de la dégradation de la qualité de vie et des relations sociales dans les métropoles.

La chute de la population dans le centre des villes, la stagnation des banlieues anciennes, l'explosion des communes périurbaines et l'absence de maîtrise du développement urbain sont des phénomènes relativement récents. On crut toutefois, pendant une certaine période, que la banlieue pourrait apporter une solution aux difficiles problèmes, nés du développement démesuré de la cité. Là, la bourgeoisie urbaine parvint à résoudre le problème de l'environnement de la façon la plus favorable à la santé et au développement de l'enfance.

Cependant, la vision des communes périurbaines, des bidonvilles, des taudis au centre des villes, est bien loin d'être idéalisable. Les participants pourront analyser, dans ce cadre, les points suivants :

- Diversité considérable des conditions observées dans les taudis du centre des villes, et les bidonvilles de la périphérie: origine spatiale et temporelle des habitants; localisation et type d'industries; accès à différents services sociaux; solidarité et coopération entre les marginaux;
- Une administration pesante qui génère plutôt des freins, que des facteurs d'élan;
- Changements dans l'utilisation d'énergie meilleur marché ou plus facile à obtenir, sur l'environnement;

2.- Prospective pour "une autre qualité de vie" dans les grandes villes.

Pour construire une société réussie, pour prendre le destin entre nos mains, il nous faut un bon diagnostic de la situation et de l'imagination pour les stratégies d'action à énoncer.

- Mesures que peuvent adopter les gouvernements pour donner aux habitants un sentiment de sécurité dans un milieu qui leur est hostile: coopératives et réglementations; unification -et non morcellement- de l'autorité entre des municipalités indépendantes; nouveaux modes de participation, avec l'instauration des dialogues avec les autorités responsables, notamment les municipalités;
- La santé doit être entendue comme une condition du corps et de l'âme qui permette de mener le genre de vie qui semble désirable. Les carences alimentaires, les maladies actuelles et les maladies à venir (pollution atmosphérique, différentes radiations) doivent être considérées dans le temps et dans l'espace. Fonction de ressources matérielles, mais surtout de la complexité des problèmes humains qui imposent une limite étroite aux applications de la science;
- Rationalité des structures administratives: étagement des compétences et des responsabilités.

VI.- La ville comme lieu privilégié d'exercice des droits et des libertés,
et terrain de contestation des pouvoirs.

La ville a joué dans la civilisation contemporaine un rôle essentiel de catalyseur dans l'éclosion de la pensée. Dispersés dans les campagnes, les hommes vivaient dans un milieu fermé et pouvaient difficilement s'intéresser aux nouveautés. C'est dans la ville du Moyen Age, puis dans la cité moderne que se sont développés les grands mouvements sociaux et que la culture a pris son expression la plus vivante.

La métropole est, avant tout, le lieu où se côtoient et se confondent des hommes différents par le métier et l'origine, un lieu d'assemblée et de rencontre, d'affrontement et d'entraide. Mais la structure de la ville, telle qu'elle existait alors, permettait seule cette stimulation des activités politiques, intellectuelles et/ou culturelles. Tous pouvaient, leurs obligations professionnelles remplies, consacrer leurs soirées à la vie sociale. Nous assistons maintenant à un phénomène inquiétant. Le noyau urbain devient si considérable, que l'avantage d'y vivre s'y perd peu à peu et que l'apport de la ville à la vie sociale risque de se limiter ou même de disparaître.

Dans les pays industrialisés, l'exode suburbain se justifiait pour autant que ses participants recherchaient la satisfaction de besoins d'une importance primordiale; mais beaucoup songeaient également à fuir une réalité déplaisante ou les obligations normales du citoyen, recherchant l'isolement individualiste ou se repliant sur la cellule sociale de base, la famille. Ils considéraient comme une fin ce qui n'aurait dû être qu'une base de départ. Malheureusement le territoire de la banlieue a perdu peu à peu certaines qualités qui pouvaient favoriser la coopération et les entreprises collectives; cependant les centres de banlieue ont gardé de nos jours leurs défauts les plus caractéristiques: snobisme, particularisme, manque de conscience politique, manières affectées d'une classe privilégiée.

Résidant à l'extérieur et travaillant à la ville, les habitants des banlieues s'efforcent en général d'échapper à toute forme de participation civique, et plus ils s'éloignent du centre, plus ils paraissent s'en dissocier. A l'ère de l'automobile, la banlieue ignore le sentiment d'une unité communautaire. Les centres d'achats suburbains, les usines, les bureaux, les centres de recherche ne peuvent représenter que des formes de coopération très limitées.

Quant à l'explosion des communes périurbaines, ces ceintures de pauvreté

dans les pays en développement, généralement leurs habitants sont des émigrés ruraux. Ils ont fuit la campagne sous la pression de la misère et avec l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie en ville. Cependant le milieu urbain ne leur est pas favorable. Ils prennent aussi conscience de l'appartenance à une cité de plus en plus vaste, aux limites lointaines et indécises qui ne font qu'agrandir leur sentiment de déracinement. Plus la région urbaine grandit, plus ils éprouvent le besoin de se rattacher à une petite communauté à l'échelle humaine. La question qui se pose est de savoir si les habitants de ces quartiers prennent (et de quelle façon) l'initiative de s'organiser pour améliorer leurs conditions de vie et administrer les affaires locales. Il semblerait que les modes du débat politique sont actuellement plus proches de nos problèmes quotidiens, de la vie de la cité, que des grands postulats de Vérité. Il importe donc, d'encourager le public à coopérer à l'effort d'urbanisme, car le seul plan dont la population sera satisfaite sera celui qu'elle aura en fait établi elle-même.

Il serait intéressant d'analyser l'impact de la centralisation du pouvoir dans les mégalofoles nationales, dans une première instance, et dans les mégalofoles des pays industrialisés, en dernière instance. Dans ce cas, l'image de la ville limitée à son emprise territoriale devient caduque. L'organisation planifiée s'étendant à l'ensemble d'un pays, voire à toute une région. L'espace urbain étant le responsable -siège du pouvoir militaire et de l'Etat, siège des décisions industrielles et financières, siège de l'aristocratie agricole, enfin siège du pouvoir colonial- des réformes et des révolutions. Les objectifs politiques concernant la vie et l'organisation du pays ont donc leur siège dans les grandes villes.

Les participants pourront analyser l'importance de ce sujet, en privilégiant la dimension prospective.

- Quelle sera l'évolution de nos modes de vie et des revendications collectives? Prospective en matière de qualité de l'existence et de participation: formes que revêtiront les demandes de revendications, groupes d'où elles émaneront, lieux où elles se formuleront -villes, industries.
- Evolution probable des problèmes à résoudre par les autorités locales et les autorités fédérales -voire dans ce cadre le problème de la réforme agraire et son application.

VII.- Recherche sur la régulation urbaine dans différents contextes socio-politiques

"Tout est noir de suie et rongé par l'usure: les institutions, les villes, les fermes, nos vies, nos coeurs, nos pensées. Tout pourtant est neuf dans la contingence, frais, en naissance dans le monde. Des yeux détournés de choses mortes, déjà regardent en avant... Ces yeux qui voient, ces gens qui savent, il faut leur laisser construire le monde neuf"

Le Corbusier

Les participants seront invités à faire le point sur les causes structurelles de l'explosion urbaine dans la perspective de formuler des stratégies visant à une meilleure maîtrise de la croissance urbaine.

1.- Causes principales de l'explosion urbaine

Les débats autour des problèmes présentés précédemment mettent en lumière que l'urbanisation s'est faite généralement de façon non concertée, uniquement sous l'action des forces spontanées du marché. Nous en mesurons maintenant les réussites, mais aussi les échecs et la contrepartie en souffrances humaines. Aujourd'hui s'impose partout -et particulièrement dans les pays en développement- la nécessité de diriger ce processus de telle sorte qu'une planification intelligente, prévoyante et pleine d'imagination puisse en atténuer autant que possible les effets négatifs.

La ville industrielle a constitué, incontestablement, l'unité de production et de consommation la plus grande et la plus efficace que l'homme ait jamais imaginée. Certaines de ses caractéristiques les plus critiquées pour des raisons humanitaires sont précisément celles qui ont eu le rôle le plus décisif: ce sont les dimensions, la densité et la congestion des villes qui ont rendu possible le progrès économique des pays industrialisés. Les conflits et les lenteurs dûes aux distances ont été réduits au maximum, la répartition du travail s'est intensifiée, les échanges et le trafic ont atteint une plus grande efficacité. Il en est résulté en définitive une production par habitant relativement élevée.

Mais le phénomène de l'explosion urbaine, et surtout dans les pays en développement a besoin:

- d'être défini conceptuellement (qualitativement) dans ses différentes significations et dimensions, ainsi que dans les relations que celles-ci entre-

tiennent les unes avec les autres;

- d'être précisé quantitativement au moyen d'indicateurs appropriés et fiables;
- d'une réflexion sur les mécanismes et les conséquences, les coûts mais aussi les bénéfices pour les villes de l'explosion qu'elles connaissent et qui en change le visage;
- d'un inventaire articulé des moyens de la maîtriser en fonction d'un choix de cité idéale ou limite.

Nous sommes donc interpellés pour savoir ce qu'est la ville, quel est donc encore son sens (ou qu'est-il devenu?), pour choisir notre optimal de cité. Au croisement de ces questions sont reflétés la subjectivité et l'idéal à partir desquels s'ordonne le cadre des fins devant orienter les moyens de remédier aux carences urbaines. A ces fins, l'établissement d'un tableau empirique comparatif spécifiant, par taille, le bilan coûts-bénéfices pourrait apporter une aide appréciable. Il conviendrait en particulier d'évaluer l'influence de l'inadéquation des (infra)structures aux flux (à estimer), des politiques d'aménagement et de leur réalisation, des difficultés budgétaires, de la confusion des rôles entre la ville conçue en fonction d'abord de l'habitant et celle où la production domine et qui connaissent une asynchronie de déséconomies. Le catalogue des remèdes fournira enfin l'occasion de discuter les mérites relatifs de la capacité d'une administration planifiée du développement ou/et des comportements des différents acteurs sociaux (y compris les citoyens) à modeler le visage des villes de demain.

Les participants seront invités à préciser les questions soulevées tout au long des débats, afin d'aboutir à un diagnostic aussi complet que possible.

2.- Politiques et stratégies à mettre en oeuvre

Sur la base du diagnostic effectué et des différentes propositions présentées tout au long de la Semaine Sociale, les débats pourront se terminer sur une esquisse de stratégie conduisant à une plus grande maîtrise de l'explosion urbaine et qui ait pour but la satisfaction des aspirations exprimées ou latentes des citoyens.

L'individu a besoin de retrouver un milieu qui soit le sien, dans lequel il se sente lui-même, au sein duquel il puisse de nouveau s'enraciner, s'orienter, se redécouvrir.

Cependant chaque pays a ses propres traditions, son propre développement économique et social. Tous les projets, toutes les réalisations devront tenter de redonner racine à un homme moderne insatisfait, et de rendre la liberté et la dignité individuelles -qui ne seront assurées que si les besoins essentiels sont satisfaits-, tout en se rattachant au progrès de la science et de la technique.

C'est là une tâche délicate mais passionnante, digne des équipes pluri et transdisciplinaires: c'est une oeuvre de création collective.

Quels sont les moyens d'épanouissement, présents et futurs, mis au service de l'homme pour cette tâche? Quelle est la signification de la ville qui rende acceptable l'utilisation de ces moyens? Quelles structures réelles rendront praticable une telle intervention?

Bien que dans l'impossibilité de formuler des propositions définitives, les participants seront invités à dégager les principaux thèmes et actions porteurs de données nouvelles, et le moyen de les canaliser vers une maîtrise de la croissance urbaine (l'optique apocalyptique et l'optique technocratique avanceront chacune ses hypothèses et ses doutes).

Dans cette perspective, les points suivants pourront être abordés, en plus de ceux relevés pendant les jours précédants:

- Quel sera l'impact des techniques nouvelles sur les conditions d'occupation de l'espace, à travers l'organisation du travail, les concentrations industrielles et les migrations quotidiennes habitat-lieu de travail?

Quelles différences pouvons-nous imaginer entre l'évolution des mégalo-pôles des pays industrialisés et celles des pays en développement?

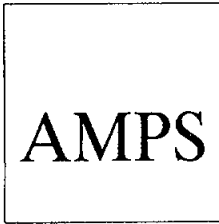
- La crise du logement et de l'habitation, est une crise quantitative mais aussi une crise qualitative et morale. Il est indispensable de faire face au manque de logements, mais aussi de créer une organisation sociale et spatiale plus souple.

Forces économiques et sociales sur lesquelles s'appuyer pour augmenter le nombre des logements, mais aussi pour intégrer le bâtir et l'habiter.

- Prospective du travail et du temps libre dans les pays industrialisés: les nouvelles techniques modifieront les exigences relatives de main-d'oeuvre selon les différentes phases de recherche, de production, de maintenance;
- Prospective du travail et de l'emploi dans les pays en développement: effet des nouvelles techniques, mais surtout de la division internationale du travail sur le type de travail exigé.

Forces sociales et économiques sur lesquelles s'appuyer pour la mise en

oeuvre d'une stratégie visant à limiter l'extension du chômage, l'aliénation du travail et l'extension irrémédiable du cycle des produits, avec ses conséquences catastrophiques pour les pays en développement.



ISPW. 1/7
November 1984

For a new international order:

WORLD SOCIAL PROSPECTS ASSOCIATION

First International Social Prospects Week

(Geneva, 5 - 9 November 1984)

URBANIZATION, URBAN POPULATION GROWTH AND URBAN STRUCTURE

Population Division
United Nations

AMPS Palais des Nations (UNITAR) CH-1211 Geneva 10

INTRODUCTION

Since the late 1960s the rate of world population growth has fallen steadily to an estimated 1.7 per cent annually during the 1980-1985 period. This is in marked contrast to the 1950-1970 period when the rate of growth continued to accelerate reaching a high of 2.1 during 1965-1970. The current rate of world population growth is now below that of the early 1950s, it is projected to fall to 1.5 per cent annually by the end of the present century and further to 0.9 by 2025. It is thus clear that on the global level, population growth is abating.

Despite the encouraging change in the rate of world population growth, however, any complacency about the population situation around the world is, at best, premature, for many population problems continue to exist. For example, the current rate of population growth in the less developed countries is still above 2 per cent annually. Although it is projected to steadily decrease, the population of developing countries is expected to grow 32 per cent during the next 15 years and it is likely to be 85 per cent higher in 2025 than in 1985. Moreover, the rate of growth for all less developed countries combined has come down partly due to the rapid decrease of population growth in China. In several developing regions, the decline of the rate of growth is expected to be much slower than for the aggregate of developing countries, and the growth rate for Africa is even projected to increase through the 1990-1995 period. According to those results, Africa's population by 2025 is likely to almost triple from its 1985 size.

Finally, and for this conference most importantly, urban areas in many countries continue to grow at rates considerably above 2 per cent annually, implying a doubling of their population in less than 35 years. In fact, in the more developed areas, the entire amount of total population growth has taken place in urban regions (for rural areas have steadily declined) for many decades, and the same situation is projected to occur in less developed countries as well as for the world total by the beginning of the next century. Urban areas thus increasingly are the foci of development.

But the process of urbanization is a multi-faceted development requiring an examination of its various elements such as level and tempo of urbanization, urban population growth and urban structure before a final evaluation of the consequences of urbanization can be completed. It has been found, for example, that urbanization and the rate of economic growth are strongly and positively associated.^{2/} On the other hand, different paths of development might also lead to different urbanization processes. China's industrialization, for example, has not yet lead to a substantial increase in the level of urbanization.^{3/} And the direct shift of production from

agriculture to services that is taking place in many developing countries, could result in lower levels of urbanization when compared to the urbanization of the more developed countries which underwent a distinct industrial phase.^{4/}

But despite this possible variation in the relationship between economic growth and urbanization, there is general agreement among researchers that urbanization is an integral part of the modernization process. This positive role of urbanization for development therefore should not be ignored when the costs and problems of urbanization are considered.

In contrast to the level of urbanization which generally warrants little concern in most countries, the tempo of urbanization (defined here as the rate of urbanization or the rate of increase in the per cent urban) can be much more problematic. High rates of urbanization lead to substantial urban population growth that is difficult for many countries to accomodate. Moreover, in countries where high rates of national population growth prevail, even a moderate tempo of urban population could worsen an already difficult situation in many urban areas. Similarly, a concentration of the urbanization process in one or a few major urban centers can result in enormous social, economic and administrative problems for those cities even if the other urban indicators such as tempo of urbanization and urban population growth appear to be moderate, at the national level. Population distribution thus is a key variable in the development process and according to the most recent survey of the United Nations, many Governments expressed a concern with the distribution of their population. Among the 129 developing countries whose governments responded to the Fifth Population Inquiry among Governments, 58 per cent (or 75 governments) viewed their spatial population distribution as inappropriate and a further 37 per cent (48 governments) as only partially appropriate.^{5/}

An evaluation of the urbanization process in the various regions let alone individual countries is outside the scope of this paper. Its purpose instead is to provide some estimates of the various demographic indicators of urbanization around the world in terms of levels and tempo of urbanization, urban population growth and its components, the distribution of the urban population and the growth of the world's 25 largest agglomerations. It is hoped that the information about the demographic dimension of urbanization can be of help in arriving at a more comprehensive understanding and evaluation of urban growth around the world which would integrate this information with the social and economic aspects of urbanization.

URBANIZATION

The majority of today's world population still lives in rural areas, but there has been a steady process of urbanization since 1950 that is projected to continue through the year 2025 (see table 1). Between 1950 and 1985, the level of urbanization for the world total increased from 29.4 to 41.6 per cent, although the tempo of urbanization slowed down during the 1970-1985

Table 1. Per cent urban by regions, 1950-2025

Regions	1950	1970	1985	2000	2025
World total	29.4	37.0	41.6	48.2	62.5
More developed regions	53.6	66.4	72.4	77.8	85.4
Northern America	63.9	73.8	74.3	78.0	85.8
Japan	50.3	71.2	76.5	79.3	86.4
Europe	55.9	66.2	73.3	79.0	85.9
Australia-New Zealand	74.7	84.4	86.3	88.6	92.5
USSR	39.3	56.7	66.3	74.3	83.4
Less developed regions	17.3	25.2	31.7	40.4	57.7
Africa	14.8	22.9	32.1	42.2	58.3
Latin America	41.0	57.4	68.8	76.6	84.2
China	12.2	19.3	21.0	26.6	45.6
Other East Asia	28.6	47.4	66.9	78.7	86.2
South Asia	16.1	21.2	27.7	36.8	55.3
Melanesia, Micronesia and Polynesia	7.4	18.0	23.9	30.1	45.4

Source: Estimates and Projections of Urban, Rural and City Population, 1950-2025: the 1982 assessment (United Nations publication, forthcoming).

period (see table 2). But the projection results indicate that the urbanization process in the world will accelerate again after 1985 to reach an average annual rate of 1.0 through 2025. By 2004, for the first time in history one-half of the world's population will live in urban areas^{6/} and this proportion is likely to increase to 62.5 per cent in 2025.

But tables 1 and 2 also indicate substantial differences in the level and tempo of urbanization between more developed and less developed regions, as well as within those two groups of regions.

Table 2. Average annual tempo of urbanization by regions, 1950-2025
(in per cent)

Regions	1950-1970	1970-1985	1985-2000	2000-2025
World total	1.1	0.8	1.0	1.0
More developed regions	1.1	0.6	0.5	0.4
Northern America	0.7	0.0	0.3	0.4
Japan	1.7	0.5	0.2	0.3
Europe	0.8	0.7	0.5	0.3
Australia-New Zealand	0.6	0.2	0.2	0.2
USSR	1.8	1.0	0.8	0.5
Less developed regions	1.9	1.5	1.6	1.4
Africa	2.2	2.2	1.8	1.3
Latin America	1.7	1.2	0.7	0.4
China	2.3	0.6	1.6	2.2
Other East Asia	2.5	2.3	1.1	0.4
South Asia	1.4	1.8	1.9	1.6
Melanesia, Micronesia and Polynesia	4.4	1.9	1.5	1.6

Source: See table 1.

More developed regions

The more developed regions, on average, have been predominantly urban societies for several decades (see table 1). Among these regions, only the USSR had a larger rural than urban population as recent as 1950, but its urbanization proceeded very rapidly during the 1950-1970 period making the USSR a predominantly urban country in the early 1960s. Similarly, Japan's population in 1950 was almost equally divided between urban and rural areas, yet as a result of its very rapid urbanization during the following two decades Japan by now has surpassed all other regions except Australia-New Zealand in its level of urbanization. Today, nearly three out of every four persons in all more developed regions live in urban areas and this proportion is projected to increase to four-fifths by the year 2025.

Given the already high level of urbanization in the more developed regions, several of these countries are reaching a point at which the per cent urban is not likely to go up much further (see tables 1 and 2). In at least one case - Canada - the level of urbanization has even begun to decline from 75.6 to 75.0 per cent during the 1970s. Although the available empirical evidence does not support the conclusion of a general decline in the level of urbanization, the significance of the available data is the fact that urbanization in several countries for the first time appears to be leveling off, after many decades of uninterrupted increases. The process of urbanization (in terms of the per cent urban) in those countries thus is approaching its completion.

The salient point about the turn-around of urbanization in more developed countries thus is not a possible decline of the per cent urban, but rather its leveling off in conjunction with a change in the urban structure entailing a growth of smaller and medium-sized cities at the expense of the large metropoli which traditionally dominated the urban hierarchy.^{7/} As pointed out by Korcelli, for example, non-metropolitan urban areas during the 1970s in the United States for the first time grew more rapidly than metropolitan areas (1.4 and 0.9 per cent, respectively).^{8/} The importance of this change in the growth rates of metropolitan and non-metropolitan urban areas is further underscored by the fact that the growth rates of non-metropolitan areas more distant from metropolitan areas were almost as high as those of non-metropolitan areas adjacent to large urban centres.^{9/} Thus, the new growth of non-metropolitan areas in the United States cannot be explained as solely the result of the suburbanization process leading to a spill-over from metropolitan to surrounding areas, but also rests on a new trend according to which non-metropolitan areas without close ties to large cities have begun to attract population.

While the notion of the urban turn-around has probably been most extensively explored in the United States, there is growing evidence that metropolitan decentralization is also beginning to take place in several West European countries, including the Netherlands, Denmark and the United Kingdom.

Less developed regions

Although the level of urbanization in the less developed countries, on average, is likely to have increased by 83 per cent between 1950 and 1985, most less developing regions are still largely rural societies: according to the figures in table 1, fewer than one third of the population in the less developed regions will live in urban areas by 1985. But as a result of the rapid tempo of urbanization in these regions (see table 2), it is expected that by about 2015 one half of the population of the developing world will live in urban areas, and only China and Melanesia-Micronesia-Polynesia are likely to remain predominantly rural by the end of the projection period in 2025.

But there is a large variation in the level of urbanization among less developed regions as well as within those regions. Latin America, for example, and especially Temperate South America (Argentina, Chile and Uruguay)

have been much more urbanized than the remaining less developed countries, and their level of urbanization is more similar to more developed regions such as USSR than to less developed regions. Latin America's level of urbanization today is only slightly below the average for all more developed regions, and is likely to almost reach that level during the next 40 years. This situation is not surprising, for Latin America started the process of urbanization very early in comparison with other less developed regions.

Other East Asia is the second less developed region which has become predominantly urban, with no country in this region having less than 64 per cent of its population in urban areas, in 1985. Especially noteworthy has been the rapid urbanization of the Republic of Korea which is likely to experience a tripling of its level of urbanization from 21 per cent in 1950 to 65 per cent in 1985.

On the other hand, Africa (and especially Eastern Africa), China, South Asia and Melanesia-Micronesia-Polynesia are still facing the major part of the urbanization process, and it is expected to occur at a fairly rapid tempo. As the data in table 2 indicate, the tempo of urbanization has been accelerating in South Asia since 1950 and is likely to increase even further through the end of the present century.

URBAN POPULATION GROWTH AND ITS COMPONENTS

There is an important distinction between urbanization and urban population growth. Urbanization is the result of differential rates of growth in urban and rural areas, and it is generally agreed that this is mostly the consequence of net migration from rural to urban areas. But urban areas also grow, besides from net rural-urban migration, from natural increase (i.e. the balance of births and deaths), international migration, and reclassification of rural areas into urban areas. Thus, as was mentioned before, the impact of net rural-urban migration on urban areas depends in part on the magnitude of the other components of urban growth. When national growth rates are high and urban areas already grow substantially from natural increase and/or international migration, the additional growth from even small rates of rural-urban migration can present severe difficulties for urban administrators. Since urban growth is so different in the more developed and less developed regions, both groups again will be reviewed separately, followed by a more general discussion of the components of urban population growth.

More developed regions

Most of the more developed countries have completed their demographic transition and reached the stage where low fertility and mortality rates prevail, with corresponding low rates of natural increase, and in several of these countries, the net reproduction rate has even fallen substantially below

the replacement level. Since the process of urbanization in the more developed countries is also nearing its completion, as evidenced by the high proportion urban and the slow tempo of urbanization and national population growth rates are low, urban population growth in these countries has come down to a level of 1.0 per cent annually as projected for the remainder of the present century (see table 3). Although there is some variation in the rates of urban population growth among the more developed countries, the rates of growth of urban population growth in general do not pose a major concern for the more developed countries.

Table 3. Average annual rates of urban population growth, 1950-2025
(in per cent)

Regions	1950-1970	1970-1985	1985-2000	2000-2025
World total	3.1	2.6	2.6	2.2
More developed regions	2.2	1.3	1.0	0.7
Northern America	2.3	1.0	1.1	1.0
Japan	2.8	1.4	0.6	0.3
Europe	1.6	1.1	0.8	0.4
Australia-New Zealand	2.7	1.6	1.3	1.0
USSR	3.3	2.0	1.6	1.1
Less developed regions	4.2	3.7	3.5	2.8
Africa	4.6	5.2	4.9	3.8
Latin America	4.4	3.6	2.7	1.8
China	4.3	2.2	2.7	2.8
Other East Asia	4.7	4.3	2.6	1.3
South Asia	3.7	4.1	3.7	2.8
Melanesia, Micronesia and Polynesia	6.7	4.4	3.7	3.2

Source: See table 1.

Less developed regions

But the situation in the less developed countries is very different. Here, high national rates of population growth and rapid urbanization have combined to result in very high rates of urban population growth. In all less developed countries together, the urban population grew at a rate of over 4 per cent annually during the 1950-1970 period, implying that it more than doubled (from 290 to 666 million) during those two decades (see table 3). Although the rate of urban population growth fell slightly during the past 15 years, the urban population nevertheless increased by almost 75 per cent and its projected expansion through the year 2000 is not much less. It is likely that by 2025, there will be 3.9 billion urban residents in the less developed countries, a 3.4-fold increase over 1985.

It was mentioned above that the rate of urbanization is especially high in Africa. Similarly, Africa and especially its Eastern, Middle and Western sub-regions, also have one of the highest rates of urban population growth among less developed regions. During the past 15 years (from 1970-1985), for example, Africa's urban population is estimated to more than doubled from 82 to 177 million, and it is projected to double again before the end of the present century when its urban population is likely to reach 370 million.

Growth rates of such magnitudes as shown in table 3 and in the preceding paragraphs clearly indicate the enormous pressures that urban areas in developing countries are likely to face in the coming decades worsening the already difficult situation of many metropolitan areas in terms of urban services, housing and employment. As has been noted elsewhere, it is not the rate of urbanization in developing countries which is historically unprecedented but the rate of urban population growth.^{10/}

Components of urban population growth

In most countries, the two major components of urban population growth are the natural increase of the native urban population and net rural-urban migration,^{11/} and those two components have been studied by demographers in various settings and over several decades.^{12/} Although comprehensive data are not available and the existing studies employed different methodologies, it appears that natural increase has become the most important source of urban population growth. In several countries of Latin America, for example, it had been found that in the 1950s net migration was the major source of urban population growth, but analyses of more recent periods point to a reversal between natural increase and net migration in their contribution to urban population growth.^{13/}

A study by the United Nations Population Division largely supported those findings for a number of developing countries in Africa, Asia and Latin America for the 1960-1970 period.^{14/} According to that study, the contribution of natural increase to urban population growth, on average, exceeded that of net migration in 29 developing countries during the 1960s.

But the study also showed substantial variation among countries as well as within those countries for which more than one observation period was available.

The same study also examined the relative contribution of natural increase and net migration in 20 developed countries and its findings for this group were the reversal of the situation prevailing in developing countries: among the developed countries, it was net migration which contributed the major proportion of urban population growth. Yet again, there were important differences even among this group of countries, especially between the North American countries and the European countries; in the former, natural increase was substantially more important.

These respective findings for the relative contributions of net migration and natural increase to urban population growth have been widely quoted and interpreted as an indication that natural increase rather than net migration is the crucial variable for urban population growth. But such an interpretation neglects the complexity of the relationships between natural increase, migration and urban population growth for several reasons. First, attention must be called to the fact that the reported relative importance of the two components of growth are cross-country averages. There is a wide variation especially among developing countries, as well as within countries over time, in terms of the proportions of urban growth attributable to those two components, ranging from 7.3 per cent in Uruguay to 62 per cent in Turkey in the case of net migration.^{15/}

Second, the comparison of the relative contribution of net migration in more developed and less developed regions overlook the difference between those two regions in terms of the absolute rates of growth. Although according to the previous United Nations study^{16/} net migration contributed a smaller proportion to urban population growth in less developed countries than in more developed countries, the rates of growth from migration in the former exceeded those in the latter countries on average by 20 per cent during the 1960-1970 period.

Third, the usual procedure to estimate the components of urban population growth disregards the contribution made by migrants to natural increase during the estimation period. But the natural increase of migrants can be a substantial factor for population growth. In a study of 25 metropolitan areas in selected developing countries, for example, it was found that approximately five per cent of metropolitan population growth was attributable to the natural increase of migrants.^{17/} Since this factor is an integral part of migration, its inclusion in the estimation procedures would raise the amount of urban growth due to migration and lower that due to natural increase of the native urban population. Although natural increase even with this refinement may still turn out to be the more important component of urban growth, the difference between natural increase and net migration would be substantially smaller.

Fourth, in most countries where policy makers are concerned with the growth of the urban population, that concern is especially pronounced with respect to the largest cities in a given country. As has been shown by the

aforementioned study of metropolitan areas,^{18/} the contribution of net migration to the growth of 25 large metropolitan areas in selected developing countries during the 1960s exceeded its contribution to urban areas in general by 42 per cent, with a range of 13 per cent in Peru and 199 per cent in Chile.^{19/} And when the natural increase of migrants was taken into consideration, net migration and natural increase contributed virtually the same proportions to metropolitan population growth.

And finally, net rural-urban migration flows are the result of two-way movements between those two regions.^{20/} This gross migration usually is considerably larger than net migration. It has also been shown that rural-urban migration is characterized by a different age structure than urban-rural migration.^{21/} Even small migration flows thus can have an important impact on urban areas. For example, migrants to urban areas are concentrated in the young-adult ages (15-29 years of age) and migration thus disproportionately increases the urban labour supply.^{22/}

For these reasons, migration indeed remains a crucial factor for urban population growth. Furthermore, should continued progress be made in the reduction of natural increase that has been observed in many developing countries for some time, net migration again may well emerge as the major source of urban population growth. In any event, since net rural-urban migration is the primary factor for urbanization, the low level of urbanization in many developing countries virtually assures a substantial flow of rural-urban migrants in the coming decades as urbanization and development take place in those countries.

THE URBAN STRUCTURE

Countries with similar levels of urbanization can still be very different with respect to the spatial concentration of their urban population. In one country, for example, urban population may be concentrated in one large city (the so-called primate pattern of urbanization), whereas urbanization in another country may occur in a more balanced way across a range of large, medium-sized and small urban localities. In countries with a spatially concentrated urban population and particularly in those countries with a primate urban structure, even moderate overall rates of urban population growth could impose severe pressures on the few selected cities which are absorbing most of the urban increase. The frequently negative evaluation of urbanization by policy planners and researchers seems to be mostly associated with the urban structure, especially in connection with the growth of the very large urban agglomerations, and much less with urban population per se.^{22/} One aspect of the urban structure is the urban hierarchy, i.e. the distribution of towns and cities by size; a concentration of the urban population in multi-million cities is generally viewed as a less desirable urban structure than an urban population more strongly concentrated in small and medium-sized cities. In order to examine the urban structure in the various world regions, the urban population has been classified by broad city-size classes, and information about the distribution of the urban population in these size classes is presented in table 4.

Table 4. Percentage distribution of urban population by city-size class and major area and regions, 1970-2025

Major area and region	Under 1 million				1 million - 3 999 999				4 million and above			
	1970		2025		1970		2025		1970		2025	
	1970	1985	2000	2025	1970	1985	2000	2025	1970	1985	2000	2025
WORLD TOTAL	68.2	64.5	59.2	56.8	18.0	18.6	20.9	18.7	13.7	17.0	19.9	24.6
MORE DEVELOPED REGIONS	67.5	66.3	66.1	67.4	18.3	19.6	20.6	19.8	14.2	14.1	13.4	12.8
Northern America	53.1	53.2	53.3	54.0	25.6	28.2	30.2	26.5	21.2	18.6	16.5	19.6
Japan	63.3	65.0	66.9	71.5	6.4	7.5	8.6	8.0	30.3	27.5	24.5	20.5
Europe	68.9	69.8	70.5	72.6	19.9	17.9	17.5	16.5	11.1	12.2	12.1	10.9
Australia-New Zealand	61.3	38.7	33.8	35.5	38.7	61.3	45.2	45.7	0.0	0.0	21.0	18.8
U.S.S.R.	84.7	76.4	73.6	74.8	10.2	16.2	19.5	19.4	5.2	7.4	6.9	5.9
LESS DEVELOPED REGIONS	69.0	63.2	55.8	53.6	17.8	17.8	21.0	18.3	13.2	19.1	23.2	28.1
Africa	81.1	68.7	55.5	50.5	12.3	24.1	24.6	15.6	6.6	7.3	19.8	33.9
Latin America	64.7	57.4	51.7	52.7	15.0	16.1	20.2	17.6	20.3	26.4	28.1	29.7
China	64.3	65.6	65.6	61.9	19.1	21.5	20.8	20.6	16.6	12.9	13.5	17.5
Other East Asia	51.1	47.2	38.6	41.3	26.6	10.8	23.3	27.6	22.3	42.1	38.1	31.1
South Asia	72.8	64.9	55.1	53.0	19.8	15.1	19.8	18.6	7.4	20.0	25.1	28.4
Melanesia, Micronesia and Polynesia	84.7	76.4	73.6	74.8	10.2	16.2	19.5	19.4	5.2	7.4	6.9	5.9

Source: Estimates and Projections of Urban, Rural and City Population, 1950-2025: the 1982 assessment (United Nations publication, forthcoming).

These data show that the world's urban population will increasingly be residing in the very largest cities. While in 1970, 14 per cent of the total urban population lived in cities with 4 million inhabitants or more, that proportion is projected to increase to 20 per cent by the end of the present century, and further to 25 per cent by 2025. The expansion of the share of the world's urban population in the largest cities is less the result of above-average growth rates than the consequence of the "graduation" of smaller cities which ultimately grew into the largest city-size class. Accordingly, the number of cities with 4 million inhabitants or more increased from 23 in 1970 to 42 in 1985 and is likely to grow to 66 in 2000 and 135 in 2025. During the same time, the proportion of the urban population in cities with fewer than one million inhabitants is projected to decrease from 68 to 57 per cent, with little change expected for the proportion of the urban population in cities between 1 and 4 million inhabitants.

The smaller city-size class given in table 4 includes a wide range of urban localities from very small towns to almost million-sized cities. For that reason, table 5 differentiates this category further in order to evaluate the relative distribution of the urban population in the below-1-million category. That information shows that as of 1980 (the most recent date for which such information is available), 38 per cent of the world's urban population live in places with fewer than 100,000 inhabitants, and 46 per cent live in towns and cities with fewer than one-half million inhabitants.

More developed regions

The projection results presented in table 4 do not indicate a process of concentration of the urban population in the largest cities among the more developed regions. In 1970, two thirds of the urban population lived in towns and cities with fewer than 1 million inhabitants, while only 14 per cent resided in cities with 4 million and more. In fact, there is likely to be little change in the distribution of the urban population of these regions among the three broad size classes between 1970 and 2025, with a small decline of the share of the urban population in cities with 4 million inhabitants and more, and a slight increase in the middle-sized categories. Those results are further evidence for the aforementioned tendency among developed countries towards an urban turnaround part of which is a deconcentration of the urban population.

The trends projected for all more developed regions combined are also likely to occur in each of the individual regions, with the exception of Australia-New Zealand which for the first time will have a city in the largest city-size category by the year 2000. Apart from the similar trends among the more developed regions, however, attention should be called to some differences between them in the distribution of their urban populations among city-size classes. Particularly noteworthy is the small proportion of Japan's urban population in cities between 1 and 4 million inhabitants, which is projected to prevail throughout the 1970-2025 period. Accordingly, Japan's urban residents either live in smaller cities (below 1 million) or in the very large metropoli (4 million and above). It is also interesting to note that

Table 5. Proportion of urban population in city-size classes
below 1 million inhabitants by region, 1980

Region	City-size class (percentage)			
	Under 100 thousand	100-499 thousand	500-999 thousand	Total under 1 million
World	38.1	18.0	9.9	66.0
More developed regions	36.8	20.5	9.4	66.7
Northern America	23.8	18.6	10.6	53.0
Japan	40.1	22.2	2.2	64.5
Europe	40.7	19.6	9.5	69.8
Australia-New Zealand	19.4	10.9	14.8	45.1
USSR	42.8	24.3	10.8	77.9
Less developed regions	39.1	15.9	10.4	65.4
Africa	42.3	18.7	11.6	72.6
Latin America	37.5	15.1	8.4	61.0
China	46.0	7.1	12.2	65.3
Other East Asia	18.7	22.5	5.7	46.9
South Asia	37.2	19.6	10.8	67.6
Melanesia, Micronesia and Polynesia	76.8	23.2	0.0	100.0

Source: See table 1.

the distribution of the urban population by city-size classes differs greatly between the USSR and Northern America whose pattern mostly reflects the urban distribution of the United States. While about one fifth of Northern America's urban population live in cities with 4 million persons or more, that proportion is only about one twentieth in the USSR. This is one example for how two countries which are comparable in their size of population and geographical territory, and increasingly similar in their level of urbanization, can have completely different urban structures.

The further differentiation of the smallest city-size category shows, again, that in 1980 urban localities under 100,000 inhabitants accounted for the largest share of the urban population in most regions, ranging from 19 per cent in Australia-New Zealand to 43 per cent in the USSR. In Japan, Europe and the USSR, more than 60 per cent of the urban population lived in urban places with fewer than 500,000 inhabitants.

Less developed countries

Table 4 shows that the concentration of the world's urban population in the largest city-size class is exclusively the result of such a shift in the less developed countries where the largest city-size class is projected to more than double its share of the urban population from 13 per cent in 1970 to 28 per cent in 2025, accompanied by an almost 10-fold increase in the number of cities in this category from 12 to 114.

The projection results indicate that all developing regions except China are facing a substantial concentration of their urban population in the largest cities. This process is likely to be especially pronounced in Africa: although in 1985 only about 7 per cent of the urban population live in cities above 4 million, that proportion will increase to 20 per cent by the end of this century and further to 34 per cent by 2025. During the same time, the number of cities in this category will grow from 2 in 1985 to 11 in 2000 and further to 36 in 2025. A similar rapid urban concentration is expected to take place in South Asia.

During the same time, the proportion of the urban population in the middle-sized category is not likely to change much in most less developed regions (except for Melanesia, Micronesia and Polynesia where the proportion is likely to almost double from 10.2 to 19.4 per cent during the 1970-2025 period). It is thus mostly the smallest-size category which is expected to account for a steadily decreasing share of the urban population in all less developed regions, with an especially sharp decrease in Africa and South Asia. But it should be noted that despite the increasing concentration of the urban population in all less developed regions (except China), at least 50 per cent of the urban population in less developed regions is expected to live in urban areas with fewer than 1 million persons in 2025; this situation also characterises each individual less developed region except other East Asia.

As in the case of the more developed countries, urban places with fewer than 100,000 persons in 1980 account for the major share of the urban population in the below 1-million category among the less developed countries (see table 5). In 1980, almost two-fifths of all urban residents in less developed regions lived in cities smaller than 100,000 population; this proportion ranged from 76.8 per cent in Melanesia-Micronesia-Polynesia to 18.7 per cent in Other East Asia (which is the only region where cities with 100-499 thousand persons account for a larger share of the urban population than the smallest urban category). Except for East Asia, over 50 per cent of all urban residents in the less developed regions lived in localities below one-half million population in 1980.

Although the data given in table 4 clearly show that the urban population in the course of urbanization will become concentrated in large cities, those findings do not imply that the largest cities grow faster than smaller cities, for the data are based on size classes and not on individual cities. Thus, a large part of the population growth in the largest city-size category is the result of the growing number of cities in this category, as indicated above. Based on previous estimations of the United Nations Population Division, 59 per cent of the growth of the world's population in the largest city-size class between 1960 and 1980 was due to the "graduation" of cities into this category which had been smaller-sized categories in 1960. Similarly, 71 per cent of the projected growth of the largest cities between 1980 and 2025 is likely to be due to additional cities growing into the 4 million category.^{24/}

It appears that the function of a city in its urban system, rather than absolute city size, is the more important factor influencing the growth of a city. Many countries are characterized by a primate urban structure in which a city is many times larger than the next smaller cities. A primate city tends to be the administrative, economic, financial and cultural centre of its country, and as such will attract disproportionate shares of investments as well as migrants. Even in countries without a primate urban structure, the largest city might be more attractive to migrants than other urban localities, for it is often the political capital and offers more social and economic opportunities. For these reasons, it could be expected that the largest city in each country (regardless of the absolute size of the city) tends to outgrow the combined population in all other urban places in the same country. This expectation about the relationship between the position of a city in the urban hierarchy and its rate of growth was investigated for the period 1960-1980 in developing and developed countries. Among 48 developing countries with more than one city above 100,000 population, for which data were available, the largest city grew faster than the aggregation of all smaller cities in 31 countries. Similarly, the largest city grew most rapidly in 19 of 24 developed countries.

THE WORLD'S LARGEST URBAN AGGLOMERATIONS

The growth of the world's largest urban agglomeration is of special interest to researchers, policy makers, and urban administrators alike, for it is here that many of the urban problems become magnified in a multi-fold way. Several of the world's largest urban agglomerations have also reached a historically unprecedented size, with the prospect of substantial future expansion. Table 6 presents a list of the 25 largest cities (which in 1970 include all cities with 4 million inhabitants or more). Since 1970, the distribution of the world's largest cities has steadily shifted from the more developed to the less developed countries. While in 1970 more than one half (13) of these cities were located in the more developed countries, this number dropped to 10 in 1985 and is expected to decrease to 4 by the end of this century. By then, Mexico City and Sao Paulo will be the world's two largest cities with a projected population of 26 and 24 million, respectively.

Table 6. World's 25 largest agglomerations ranked by population size (in millions) in 1970, 1985 and 2000

RANK	AGGLOMERATION/COUNTRY	POPULATION IN 1970	AGGLOMERATION/COUNTRY	POPULATION IN 1985	AGGLOMERATION/COUNTRY	POPULATION IN 2000
1	NEW YORK/NORTH-EASTERN NEW JERSEY, U.S.A.	16.3	MEXICO CITY, MEXICO	18.1	MEXICO CITY, MEXICO	26.3
2	TOKYO/YOKOHAMA, JAPAN	14.9	TOKYO/YOKOHAMA, JAPAN	17.2	SAO PAULO, BRAZIL	24.0
3	SHANGHAI, CHINA	11.4	SAO PAULO, BRAZIL	15.9	TOKYO/YOKOHAMA, JAPAN	17.1
4	LONDON, UNITED KINGDOM	10.6	NEW YORK/NORTH-EASTERN NEW JERSEY, U.S.A.	15.3	CALCUTTA, INDIA	16.6
5	RHEIN-RUHR, FED. REP. OF GER.	9.3	SHANGHAI, CHINA	11.8	GREATER BOMBAY, INDIA	16.0
6	MEXICO CITY, MEXICO	9.2	CALCUTTA, INDIA	11.0	NEW YORK/NORTH-EASTERN NEW JERSEY, U.S.A.	15.5
7	GREATER BUENOS AIRES, ARGENTINA	8.5	GREATER BUENOS AIRES, ARGENTINA	10.9	SEOUL, REP. OF KOREA	13.5
8	LOS ANGELES/LONG BEACH, U.S.A.	8.4	RIO DE JANEIRO, BRAZIL	10.4	SHANGHAI, CHINA	13.5
9	PARIS, FRANCE	8.3	SEOUL, REPUBLIC OF KOREA	10.2	RIO DE JANEIRO, BRAZIL	13.3
10	BEIJING (PEKING), CHINA	8.3	GREATER BOMBAY, INDIA	10.1	DELHI, INDIA	13.3
11	SAO PAULO, BRAZIL	8.2	LOS ANGELES/LONG BEACH, U.S.A.	10.0	GREATER BUENOS AIRES, ARGENTINA	13.2
12	OSAKA/KOBE, JAPAN	7.6	LONDON, UNITED KINGDOM	9.8	CAIRO/GIZA/IMBABA, EGYPT	13.2
13	RIO DE JANEIRO, BRAZIL	7.2	BEIJING (PEKING), CHINA	9.2	JAKARTA, INDONESIA	12.8
14	MOSCOW, U.S.S.R.	7.1	RHEIN-RUHR, FED. REP. OF GER.	9.2	BAGHDAD, IRAQ	12.8
15	CALCUTTA, INDIA	7.1	PARIS, FRANCE	8.9	TEHERAN, IRAN	12.7
16	TIANJIN, CHINA	6.9	MOSCOW, U.S.S.R.	8.7	KARACHI, PAKISTAN	12.2
17	CHICAGO/NORTH-WESTERN INDIANA, U.S.A.	6.8	CAIRO/GIZA/IMBABA, EGYPT	8.5	ISTANBUL, TURKEY	11.9
18	GREATER BOMBAY, INDIA	5.9	OSAKA/KOBE, JAPAN	8.0	LOS ANGELES/LONG BEACH, U.S.A.	11.2
19	MILAN, ITALY	5.6	JAKARTA, INDONESIA	7.9	DACCA, BANGLADESH	11.2
20	SEOUL, REPUBLIC OF KOREA	5.4	TIANJIN, CHINA	7.8	MANILA, PHILIPPINES	11.1
21	CAIRO/GIZA/IMBABA, EGYPT	5.4	DELHI, INDIA	7.4	BEIJING (PEKING), CHINA	10.8
22	JAKARTA, INDONESIA	4.5	BAGHDAD, IRAQ	7.2	MOSCOW, U.S.S.R.	10.1
23	PHILADELPHIA/NEW JERSEY	4.0	TEHERAN, IRAN	7.2	BANGKOK, THAILAND	9.5
24	DETROIT, MICH., U.S.A.	4.0	MANILA, PHILIPPINES	7.0	TIANJIN, CHINA	9.2
25	LENINGRAD, U.S.S.R.	4.0	MILAN, ITALY	7.0	PARIS, FRANCE	9.2

AMPS

Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

SIPS.1/23

Novembre 1984

Première Semaine internationale de
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

L'EXPLOSION URBAINE : CHAOS OU MAITRISE ?

Rapport de synthèse

par Edmond JOUVE
(Département de Sciences politiques
de la Sorbonne, Université de
Paris I)

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

"Sao Paulo n'est pas une ville... Je commence à comprendre que Sao Paulo est une banlieue. Elle ressemble aux abords du château de Kafka. Tu marcherais des semaines dans toutes ses rues, tu consulterais dix mille guides et des plans, tu demanderais ton chemin à tout le monde et jamais tu n'entrerais dans la ville. Alors, cette ville, c'est énervant, où est-elle ? Tu es réduit à l'imaginer, et quelle ville alors pour avoir droit à une banlieue pareille ..."

Ainsi parle Gilles Lapouge, dans Equinoxales. La première Semaine internationale de prospective sociale ouverte à Genève le 5 novembre 1984 - organisée par l'AMPS sous les auspices de l'UNITAR - s'est donnée pour mission d'explorer cette réalité - la ville - et ses futurs. Une quarantaine de rapports ou de communications soumis à quelque deux cent participants ont tenté de faire le point sur l'un des problèmes majeurs de notre temps.

Pendant cinq jours - selon la belle formule d'Albert Tévoédjrè - nous avons ouvert, sur le sujet, "nos esprits et nos coeurs à la rencontre des faits, des réalités et des expériences." Nous nous sommes donnés pour tâche d'explorer les futurs possibles, de délimiter les futurs réalisables, de dessiner les futurs souhaitables. Nous avons travaillé sous l'autorité de notre Président - M. Giuseppe Vedovato - et de notre Secrétaire général - M. Albert Tévoédjrè - . Nous étions animés par une double ambition: faire un travail de nature scientifique - donc de haut niveau - , sans perdre de vue que nous sommes une instance de prospective. Les présidents de séance nous ont aidés à tenir ce pari. Ce furent : M. Michel Doo Kingué - Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur général de l'UNITAR à New York - , qui a ouvert la Semaine; Mme Eva Alterman-Blay; M. Abdullah Bakr; M. Alexander King; M. Alfred Tandau; M. Robert Burns; M. Edem Kodjo et - aujourd'hui même -, Mme E. Aventurin.

Il nous est apparu que deux questions principales ont été traitées dans les documents présentés et dans les riches débats qu'ils ont suscités: Où en est la ville ? Où va la ville ?

I. OÙ EN EST LA VILLE ?

L'explosion urbaine est aujourd'hui une donnée. Les participants à la Première Semaine internationale de prospective sociale ont :

- recensé les faits;
- déterminé les raisons de cette situation, et, enfin,
- examiné ses conséquences .

A. Les faits

Le diagnostic est accablant. Il peut être défini par un mot: le "chaos". Ce chaos présente des aspects qualitatifs et quantitatifs. On s'attachera ici à examiner les premiers de ces aspects.

L'accroissement des villes est un phénomène qui s'impose aujourd'hui au Nord comme au Sud. Cependant, ce phénomène frappe plus le Sud que le Nord. Sur 34 villes de 5 millions d'habitants, 12 appartiennent au Nord, 22 au Sud. Dans le même ordre d'idée, de 1950 à 1980, le nombre des citadins dans les pays du tiers monde a été multiplié par 5. L'Amérique latine est le continent le plus atteint par cette urbanisation. C'est lui qui recèle les monstres les plus terribles. Bien entendu, durant cette Semaine, Mexico a tenu la vedette, grâce, en particulier, à Victor Alfonso Maldonado. Il nous a rappelé quelques chiffres. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la population de cette ville s'élevait à 1,75 millions d'habitants. Puis, tous les dix ans, cette population a pratiquement doublé. De trois millions et demi d'habitants en 1950, elle est passée à 5,2 millions en 1960, à 8,8 millions en 1970, à 14,1 millions en 1980, et à 17 millions en 1984. Si bien que Mexico compte, à l'heure actuelle, 160 habitants par hectare (plus qu'à Tokyo). Au total, Mexico augmente d'un million d'habitants par an, soit de deux habitants à la minute. Ainsi, durant notre Semaine, cette capitale s'est accrue d'une population de 15.000 habitants.

Ce cas n'est pas unique. Le grand Sao Paulo (12 millions d'habitants) s'accroît, chaque année, de la population d'une ville comme Bordeaux, soit 600.000 habitants, un habitant par minute. Quant au grand Buenos Aires (9 millions d'habitants environ), il regroupe le tiers de la population argentine.

Certes, l'Afrique est le Continent le moins urbanisé du monde. Néanmoins, la population de ses villes progresse à vive allure. Sid Boubekeur nous a rappelé que l'Algérie n'est pas épargnée par ce phénomène. Douze de ses villes ont plus de 100.000 habitants, contre 4 en 1976. L'Asie connaît aussi des phénomènes du même type. Calcutta en témoigne comme l'a indiqué - au nom du Dr. Chattopadhyay - M. Pierre Spitz. Ce gonflement des villes du tiers monde a une conséquence: 200 millions de sous-prolétaires s'entassent dans leurs ceintures de pauvreté.

Tel est le diagnostic. Quelles sont les causes de ces phénomènes ?

B. Les raisons

Un certain nombre de facteurs ont été recensés.

Il nous est apparu d'abord que les villes croissent d'abord de l'intérieur, en raison des taux de natalité élevés et de la concentration d'infrastructures en matière d'hygiène et de santé. Les villes augmentent aussi en raison des apports de l'extérieur, autrement dit du fait de l'exode rural. Selon la formule souvent citée de notre Secrétaire général - "ce sont toujours les campagnes qui font pousser les villes". Les régions rurales apparaissent en effet incapables d'absorber l'exédent des populations qu'elles produisent. S'ajoutent à cela les effets des catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, cyclones, etc.). Ainsi s'explique l'accroissement de villes, telles que Niamey ou Ouagadougou.

D'autres facteurs, de type économique, jouent également dans le même sens. Jan Kulakowski a mis l'accent sur la destruction des productions vivrières traditionnelles due à l'agro-business. Au Brésil, par exemple, des firmes multinationales expulsent les petits agriculteurs pour planter de la canne à sucre et du soja destinés au bétail des éleveurs occidentaux. Les petits exploitants ruinés par les grandes exploitations s'en vont, alimentant ainsi les "flots de migrants condamnés à l'errance". S'il y a industrialisation, elle sacage, le plus souvent, le secteur agricole et met sur la route d'autres déracinés.

Des facteurs socio-culturels s'ajoutent aux précédents. La ville crée le mirage de l'auto-suffisance et de l'indépendance. Elle est le symbole de la modernité et de la facilité. Elle incarne toutes les chances du futur. S'agissant de "l'attraction des centres urbains" (Moïse Ikonicoff), l'école et les moyens de communication jouent un rôle fondamental. C'est eux, notamment, qui véhiculent mépris et indifférence à l'égard du monde rural. C'est à cause d'eux que "le jeune va chercher en ville plus de liberté et l'occasion d'accroître son autorité en tirant un plus grand profit de son travail" (Léonie Sotinkou). Mais la migration vers les villes - Albert Ekué l'a souligné - se fait pour gagner plus d'argent (on gagne plus en un mois à Abidjan que durant une année à la campagne).

Enfin, des raisons politiques sont, elles aussi, responsables de ce chaos urbain. Le capitalisme a été mis sur la sellette, ce qui a attiré ces deux réflexions. D'Edem Kodjo: "la ville est le reflet de la société dans laquelle on vit". d'Emilio Luisoni: "Pour moi, le chaos n'est pas spécifique à l'explosion urbaine. Il est le reflet de ce qui se passe dans bien d'autres domaines dont l'explosion urbaine n'est qu'un des aspects". Les conflits intra- ou inter- Etats - Jean Bosco Some l'a indiqué - favorise aussi le gonflement des villes. Ainsi, la ville de Koussiri, dans le nord Cameroun, a vu sa population passer de 50 à 200.000 habitants, en raison de la guerre du Tchad.

Telles sont donc quelques-unes des raisons de ce chaos urbain. Quelles en sont les conséquences ?

C. Les conséquences

Dans son allocution d'ouverture, M. Michel Doo Kingué, disait de la ville qu' "elle est à la fois un lieu de pouvoir, de contestations et de liberté, où naissent et se concentrent les mouvements les plus contradictoires". Elle peut donc être, et c'est René Lenoir qui nous l'a rappelé - "la meilleure et la pire des choses". Les effets positifs et négatifs de l'explosion urbaine sur le développement rural ont été analysés de façon quasi-exhaustive

dans la communication de M.S. Boikhan. Mais, pour l'essentiel, l'accent a été mis non sur les "lumières de la ville", mais sur ses zones d'ombre. Elles sont de trois types: économiques, socio-culturelles, politico-juridiques.

Qu'en est-il en matière économique ?

Dans les pays du sud, l'urbanisation s'est faite, le plus souvent, sans industrialisation, à la différence de ce qui s'est passé en Europe. L'urbanisation s'est faite sans développement économique susceptible de l'expliquer et de la justifier. La campagne a été appauvrie et un déficit important de la production agricole vivrière en est résulté. Car le paysan ne produit plus d'abord pour se nourrir, mais pour nourrir la ville. Ainsi donc, la ville est, à cet égard, facteur de déstabilisation des zones rurales. Mais la dévitalisation des campagnes est due - aussi - au vieillissement de la main-d'oeuvre agricole (ce sont les jeunes qui partent).

La ville est aussi le relais des influences étrangères. Dès lors, la population urbaine prend l'habitude de consommer des aliments non produits dans le pays (le pain par exemple). C'est elle, encore, qui polarise les investissements. Ainsi apparaît son caractère parasitaire. La ville détourne à son profit l'excédent économique produit par la campagne. La ville est aussi source d'endettement. Plus elle croît vite, plus il lui faut importer de produits alimentaires, et plus il faut emprunter pour les payer. En fin de compte, la survie des villes et des campagnes est à la merci des grands commis des banques étrangères, s'ils la souhaitent.

L'explosion urbaine a aussi des effets socio-culturels

Le bidonville - comme l'a joliment dit M. Gandiga, - est "l'antichambre de la ville". En attendant - s'ils le peuvent - de pénétrer dans la ville, la plupart des nouveaux venus trouvent refuge dans des taudis. Le plus souvent, ils ne disposent alors ni d'eau potable, ni de système de drainage, ni d'électricité. Ainsi, comme l'a écrit Georges Robert, "Le chaos se bâtit jour après jour avec la venue de nouvelles vagues de migrants"; les conditions d'insalubrité, de promiscuité, atteignent vite un seuil intolérable. Dès lors, comme l'a écrit A. Tévoédjè dans son dernier livre (Mes certitudes d'espérance, Paris, Editions Ouvrières, 1984, p. 47) "la ville aujourd'hui accumule sans doute les impasses et les échecs les plus significatifs de notre temps".

Ils s'appellent drogue, violence, délinquance, destructuration familiale. Les villes du tiers monde sont à l'origine d'un autre phénomène. Elles contraignent plus de 60 millions d'enfants à subvenir à leur propre sous-alimentation.

M. Spitz, M. Héctor Gross-Espiell, Mme Schneier, ont mis l'accent sur une autre série de phénomènes: les conséquences politico-juridiques de l'explosion urbaine et "le vide juridique" qui existe aujourd'hui dans ce secteur.

L'explosion urbaine affecte en effet, la théorie de l'Etat, les droits de l'individu (droits de l'homme, de la femme, de l'enfant et des personnes âgées), le droit administratif, le droit pénal et le problème de la criminalité. En se situant sur un autre plan, mais en restant dans le domaine politique, Mme Tigana Maksimovic-Binno a estimé que, "tant qu'il y aura tentative de maîtrise de l'espace, par la minorité politique, technocratique, scientifique, elle n'y trouvera que le "chaos" fait par la majorité".

M. Christain Grobet, Conseiller d'Etat, chargé du Département des travaux publics, à Genève, et le géographe Claude Raffestin, ont expliqué que des problèmes assaillent aussi les villes des pays industrialisés. Cependant, Thomas Blair a fait valoir que les villes du tiers monde ont l'avantage de fournir "un laboratoire global d'expériences urbaines". L'examen de ces expériences nous permet de répondre avec plus de précision à l'autre grande question à laquelle les participants à la Première Semaine internationale de prospective sociale ont tenté de répondre; où va la ville ?

II. OÙ VA LA VILLE ?

Certes, les villes sont en train de devenir des monstres. Personne, pourtant, n'envisage sérieusement leur disparition. Même si Shanghai a fait émigrer, en dix ans, un million de ses habitants. Même si Phnom Penh a, en d'autres temps, déversé sur les routes une partie des ses citoyens. Les recettes de ce genre ne sont guère mises en avant aujourd'hui. Alors, si les villes sont condamnées à vivre, que vont-elles devenir à long terme. Où en sera-t-on au tournant de l'an 2000.

A. Les villes de l'an 2000

Ce seront, à l'image des *grandes villes* d'aujourd'hui, des villes tentaculaires et des villes explosives.

Des villes tentaculaires ?

Entre 1975 et le prochain millénaire, la population du monde pourrait augmenter de quelque 1,6 milliard d'habitants, dont les trois quarts vivront dans les pays du tiers monde. En outre, d'ici à l'an 2000, 75% de la population d'Amérique latine vivra dans des villes. On l'a dit et répété, Mexico pourrait passer de 17 à 31 millions d'habitants, devenant ainsi la ville la plus peuplée du monde, détrônant les cités d'Occident. D'autres villes, à ce moment-là, laisseront loin derrière elles ces métropoles. D'ici à la fin du siècle, Sao Paulo atteindra 25,8 millions d'habitants, Shangaï 25,8 millions d'habitants, Pekin 19,9 millions d'habitants, Rio de Janeiro 19, Bombay 17,1, Jakarta 16 millions. Le Caire approchera les 13 millions d'habitants ...

En l'an 2000 - c'est-à-dire dans moins de vingt ans - l'ensemble des pays industrialisés ne constituera plus qu'un dixième de la population du globe. L'Amérique aura à peu près le même pourcentage de population urbaine que l'Europe et l'Amérique du Nord. Ainsi, "plus de la moitié de ^{la} population mondiale vivra en ville". Mais, il est vrai, comme le fait observer M. Guy Ankerl ("Sur-urbanisation dans le tiers monde ?", Futuribles, janvier 1984) cette situation existe déjà depuis trente ans dans le monde industrialisé...

Plus grave encore, ces villes tentaculaires seront aussi des villes explosives

Levis Mumford, dans La Cité à travers l'histoire (Paris, Le Seuil), dénonce la "civilisation des grandes métropoles qui recèle une puissance explosive capable de faire disparaître toute trace de son existence." La croissance urbaine peut, en effet, susciter des troubles sociaux mettant en danger les minorités privilégiées qui détiennent le pouvoir dans les villes. Ces troubles ont déjà pris la forme d'émeutes de la faim dans les quartiers populaires de

Sao Paulo de ~~Saint~~ Domingue, de Tunis, de Rabat...

Le bidonville recèle des risques supplémentaires. Il est, certes, un lieu d'échange, de créativité, de culture populaire. Mais il est, aussi, "un lieu de revendication collective explosif... Il contient en germe les prémices du refus généralisé d'un ordre injuste dont il est l'expression." Dès maintenant - et Mme Elsa Bhatt nous en a informés - des hommes et des femmes des villes s'organisent et luttent ensemble, en Inde. Mais quel sort sera fait à l'individu ? Sera-t-il la continuation de cet homme que décrit Tahar Ben Jelloun: l'homme de la périphérie et des bidonvilles ? "Né dans le zinc et la poussière, il est l'être que l'histoire a voulu". Il habite, comme dirait Octavio Paz, les faubourgs de l'histoire, il rôde, aujourd'hui, dans la banlieue des grandes cités. Miné d'attente et de désespoir. Commensal non invité, "passé par l'entrée de service" des pays nantis". Certains refusent ces perspectives et tentent de réhabiliter l'homme des grandes villes.

B. L'homme dans la mégapole

Nombreux sont les participants à cette Semaine qui ont exhorté les hommes à être plus solidaires, plus responsables, plus imaginatifs.

Des hommes solidaires ?

Des voix nombreuses ont invité à plus de solidarité. Mme Kane a fait remarquer que les difficultés d'une ville ne sont pas, avant tout, liées au nombre de ses habitants, mais à sa capacité de les absorber. Il y faut pour cela - a-t-elle dit - "une solidarité des hommes". MM. Ekué et Celestin ont tout de même mis l'accent sur la solidarité à établir entre les villes et les campagnes. M. Eya Nchama a vanté les mérites de la participation.

Des hommes responsables ?

C'est notre président, M. Giuseppe Vedovato, qui a dit, le premier jour "la ville doit être l'oeuvre des hommes et être gérée par des hommes responsables." L'exemple de Paris a été donné. Si l'on avait laissé faire, cette ville aurait aujourd'hui 20 millions d'habitants. Mais on a refusé cette évolution. Grâce aux moyens fournis notamment par la Caisse des Dépôts et Consignations et Par la DATAR, des résultats notables ont été obtenus.

Ainsi donc, que faut-il faire ? Créer des nouvelles capitales, comme cela a été fait à Brasilia ou à Yamoussoukro ? Le remède peut paraître coûteux. En fin de compte, certains auteurs - A. Ferrer, Ignacy Sachs - estiment que "compter sur ses propres forces est la seule ligne de conduite réaliste dans la situation actuelle, également applicable aux villes, aux nations et au tiers monde en général, sous forme d'auto-prise en charge collective."

On l'a dit, l'homme des grandes villes doit être non seulement solidaire et responsable, mais aussi imaginatif.

Des hommes imaginatifs ?

C'est une nécessité. En effet, si l'on en croit Ignacy Sachs, "pour loger les accroissement de la population urbanisée, qui vont intervenir d'ici la fin du siècle, il faudrait construire l'équivalent de 647 villes d'un million d'habitants, c'est-à-dire environ une tous les deux mois".

Inutile donc de répéter les échecs du passé, en particulier en matière du maintien des ruraux à la terre. L'exemple de la Tanzanie est significatif des difficultés rencontrées par une telle entreprise. Une politique de "villagisation" a été menée dans ce pays entre 1969 et 1977. Elle avait pour objectif de freiner l'exode rural en regroupant les populations en "villages". Ceux-ci disposaient d'équipements collectifs élémentaires: voirie, école, parfois électricité. Le succès de ces villages n'a pas ralenti l'exode rural. On peut même penser que celui-ci a été accéléré du fait de la scolarisation. Le taux d'urbanisation est passé de 5% en 1960 à 12% en 1980.

Tirer des leçons du passé, c'est aussi, par exemple, - et Maurice Casimir nous y a invités - ne pas négliger le qualitatif. Il ne suffit pas de mettre de l'eau à la disposition des citadins. Encore faut-il le faire dans de bonnes conditions, sinon les maladies hydriques subsisteront. Dès lors, l'idée a été émise, à plusieurs reprises, que le développement se fasse par le bas et non par le haut. Mais, n'est-ce pas verser dans une certaine utopie ? A ce sujet, Mme Christine Desouches a posé la question de savoir s'il peut y avoir un consensus sur le développement alors que le schéma des pays industrialisés reste dominant. aujourd'hui.

Il était tentant, pour répondre à notre question - "l'explosion urbaine : chaos ou maîtrise ?" - d'interroger les modèles. M. I. Prigogine, prix Nobel de chimie, nous a expliqué qu'on doit s'attendre à de plus en plus de liens, de connections entre habitants d'une même ville. Comme dans la fourmilière, il existe dans la cité, un certain degré d'autonomie, une part réservée à l'aléatoire et au réversible. On a, à partir de là, évoqué "la faillite du cartésianisme" et on a estimé que l'avenir restait ouvert. Par la suite, M. Prigogine et Mme Sanglier ont présenté un modèle de comportement dans les villes. Il ne s'agit pas d'un modèle d'équilibre, mais d'un modèle ayant pour objectif d'analyser les conséquences à long terme de scénarios ou de décisions pouvant entraîner des modifications qualitatives de la structure urbaine et donc de fournir aux décideurs un outil qui leur permettrait de mieux connaître les conséquences de leurs actes. Des critiques de ce modèle ont été présentées. On a dit qu'il s'appliquait, avant tout, aux pays développés et beaucoup moins aux pays en voie de développement. M. Prigogine a répondu - à bon droit semble-t-il - qu'un modèle est d'abord un instrument de dialogue. Plus tard, M. Robert Laurini, a proposé, quant à lui, un modèle de multi-pilotage faisant apparaître les acteurs de la ville.

M. Pierre Piganiol nous le rappelait le premier jour de nos débats : la prospective est une discipline jeune. Elle a dû d'abord, sous l'impulsion de Gaston Berger, mettre au point ses méthodes et ses outils. Elle doit aujourd'hui, comme l'a souhaité M. Gonod, se démocratiser en s'appuyant sur les hommes et les groupes sociaux.

Tirer les leçons du passé, réinventer les modèles, l'explosion urbaine nous invite aussi à explorer l'avenir. Le Plan d'Action de Lagos adopté en avril 1980 nous le demande. "Pour qu'une révolution agricole effective s'instaure en Afrique, - dispose-t-il - il est nécessaire de faire participer les jeunes ruraux et de mettre fin à l'exode rural actuel vers les centres urbains. Les politiques doivent constamment insister non seulement sur la nécessité d'améliorer les conditions de vie dans les exploitations agricoles, mais aussi d'augmenter les revenus effectifs des exploitants comme moyen de rendre l'activité agricole plus attrayante et plus rémunératrice". Oui, mais comment ? Avant tout en essayant de tirer parti des expériences mises en oeuvre ici ou là : politique d'aménagement du territoire au Congo (telle que décrite par P. Poukouta),

action entreprise en banlieue parisienne par la Caisse des dépôts et consignations (M. M. Saragoussi), Centre locaux de Services communautaires du Québec (M. Pierre Ouimet), construction de villes intermédiaires, "éco-villes" dont nous a parlé M. Jan Burton... Comme l'ont fait justement observer Emmanuel Baras et Salomé Kombaras "la décentralisation administrative et économique concourt au décongestionnement des villes". Il en va de même de la déconcentration.

M. Mahdi Elmandjra et M. Casimir ont proposé de changer nos structures mentales et d'ajouter la notion de temps à celle de l'espace. M. Manfred Max-Neef a mis l'accent sur l'économie souterraine dont les villes tirent parti. Marie-Paule de Pina a demandé que les problèmes culturels ne soient pas négligés. Enfin, M. J.-A. Ambrose a, en réfléchissant à l'avenir des cités, évoqué les tendances et les scénarios susceptibles d'avoir des répercussions sur la vie du XXI^e siècle. M. T.L. Blair nous indiquera, à son tour, comment il envisage le futur possible des villes, tandis que Dom Helder Camara nous a parlé du supplément d'âme à leur donner.

Ainsi donc, au cours de cette Première Semaine internationale de prospective sociale, l'AMPS est apparue comme un carrefour de recherche où se sont rencontrés des scientifiques, des techniciens, des savants, des décideurs. L'objectif de ses participants n'a pas été - avant tout - d'apporter des solutions toutes faites aux problèmes posés par l'explosion des villes. Il a été d'apprendre à chercher et à réfléchir ensemble. Comme nous l'avons déjà dit au Congrès de Caracas, nous souhaitons nous joindre plus que jamais, ici comme ailleurs, à ceux qui, de par le monde, se proclament "conspirateurs" pour l'an 2000.

En sachant que nous ne supprimerons pas tous les risques, la prospective - disait Gaston Berger - "se contente de nous inviter à des actes aussi raisonnables que possible. Vivre est toujours un pari ; écartons

du moins les paris absurdes, appliquons nous à prendre partout des vues d'ensemble, car les vérités fragmentaires sont parfois aussi nocives que les erreurs... ou les règles immuables qui ne feraient qu'alourdir notre solitude”

Remarques introductives
faites par
M. Michel Doo Kingué
Secrétaire Général adjoint des Nations Unies
et Directeur Général de l'UNITAR
à l'ouverture de
la Première Semaine Internationale de Prospective Sociale
(Genève, 5 novembre 1984)

MONSIEUR LE PRESIDENT de l'Association Mondiale
de Prospective Sociale (AMPS)
MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'AMPS,
EXCELLENCES,
DISTINGUES INVITES,
MESDAMES ET MESSIEURS,

Il m'est particulièrement agréable de vous souhaiter, au nom de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), une très cordiale bienvenue à cette Première Semaine Internationale de Prospective Sociale organisée sous notre égide par l'Association Mondiale de Prospective Sociale (AMPS). En vous accueillant ici, dans les locaux du Palais des Nations que nous avons pu mettre à la disposition de l'AMPS, je me félicite des rapports de confiance qui se sont établis d'emblée entre l'UNITAR et cette Association, ce qui me vaut l'honneur de présider aujourd'hui la séance d'ouverture de vos travaux.

J'aurai, tout à l'heure, l'occasion de souligner la raison d'être de cette collaboration. Je vous livrerai aussi mes réflexions sur la signification de l'importante réunion que nous commençons. Pour l'instant, je me contenterai de vous donner lecture de deux messages importants. D'une part, le message que Son Excellence Monsieur Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, m'a demandé de vous transmettre, étant donné l'intérêt qu'il porte à l'initiative prise par l'AMPS et l'UNITAR et, d'autre part, le message que nous avons reçu de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II.

Je vous lis le message de Son Excellence Monsieur Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général des Nations Unies :

"Au moment où s'ouvre à Genève, sous les auspices de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), la toute première Semaine Internationale de Prospective Sociale organisée par l'Association Mondiale de Prospective Sociale (AMPS), je tiens à féliciter l'AMPS et l'UNITAR pour cette heureuse initiative.

L'AMPS et l'UNITAR ont raison, en effet, de mobiliser la communauté internationale pour qu'elle examine les graves problèmes sociaux de notre temps et suggère les solutions qui pourraient leur être apportées de manière appropriée. L'AMPS et l'UNITAR ont également raison de vouloir appeler l'attention des Gouvernements de toutes les parties du monde sur ces problèmes et leurs solutions afin que les mesures requises soient prises dans chaque pays en vue d'alléger les souffrances qui pèsent sur l'humanité.

Je souhaite donc un grand succès à la Première Semaine Internationale de Prospective Sociale dont le thème de réflexion est en harmonie avec les préoccupations qui viennent d'être exprimées à la Conférence internationale sur la population tenue à Mexico au mois d'août.

Je forme par ailleurs le vœu que les Semaines Internationales de prospective sociale aient un grand impact dans l'avènement d'un monde meilleur pour tous les habitants de notre planète."

Je vous lis à présent le message de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II :



T E L E G R A M M E

Città del Vaticano

Saint-Père informé travaux première semaine internationale prospective sociale organisée par AMPS manifeste son vif intérêt pour cette initiative étant donné notamment le thème explosion urbaine stop Il estime très opportun de peser conséquences cette urbanisation sur les conditions de vie et les relations sociales des habitants des grandes cités comme sur le monde rural environnant stop il encourage de grand coeur efforts de tous les responsables politiques experts et syndicats pour assurer meilleure maîtrise du phénomène afin que les hommes trouvent au fur et à mesure de leur installation en ville de dignes conditions d'hygiène de travail de vie familiale culturelle et spirituelle atténuant effets du déracinement stop le Pape prie Dieu de bénir travaux accomplis en ce sens et tous participants au colloque. stop et fin.

Signé : Cardinal Casaroli
 Secrétaire d'Etat

03/11/84 1228

Discours
prononcé par
M. Michel Doo Kingué
Secrétaire Général adjoint des Nations Unies
et Directeur Général de l'UNITAR
à l'ouverture de
la Première Semaine Internationale de Prospective Sociale
(Genève, 5 novembre 1984)

MONSIEUR LE PRESIDENT de l'Association Mondiale de Prospective
Sociale (AMPS),

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'AMPS,

EXCELLENCES,

DISTINGUES INVITES,

MESDAMES ET MESSIEURS,

Nous voici donc à la fin de la séance d'ouverture de cette toute
Première Semaine Internationale de Prospective Sociale organisée par
l'AMPS sous les auspices de l'Institut des Nations Unies pour la formation
et la recherche (UNITAR). Je vous promettais tout à l'heure de vous livrer
mes réflexions sur la signification de cette rencontre et de vous parler
aussi de la collaboration qui s'est établie entre l'UNITAR et l'AMPS.
Cette collaboration n'est pas seulement le résultat d'une amitié de longue
date entre le Secrétaire Général de l'AMPS et le Directeur Général actuel
de l'UNITAR. Elle est avant tout l'expression d'une préoccupation commune :
la maîtrise des graves problèmes sociaux auxquels l'humanité est confrontée
et qu'il importe de résoudre de manière satisfaisante non seulement pour
soulager la misère qui pèse sur notre espèce, mais également pour éviter de
léguer aux générations à venir un lourd héritage de souffrances qui serait
la preuve accablante de notre indifférence, de notre inconscience.

L'Association mondiale de prospective sociale apporte un appui appréciable
à l'action de notre Institut, en proposant un instrument de recherche sur le
développement qui répond aux priorités dégagées par l'UNITAR. Nous avons donc
soutenu, autant que nous le pouvions, l'action de l'AMPS et nous avons été
heureux de pouvoir, au début de cette année, lui assurer une base fonctionnelle

/...

et opérationnelle, et la possibilité d'utiliser les connaissances acquises par l'UNITAR.

Le but de l'UNITAR, comme beaucoup d'entre vous le savent, est de contribuer à rendre la coopération internationale plus efficace tant en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationale que dans la promotion du développement économique et social. Dans le but de promouvoir et d'assurer cette efficacité, l'UNITAR met un accent tout particulier sur la recherche prospective depuis plusieurs années. C'est ainsi que son programme actuel comporte entre autres deux projets importants qui font appel à la prospective

Le premier projet intitulé "Les Nations Unies de l'an 2000" devrait pouvoir mettre en relief les réformes institutionnelles requises ainsi que les innovations à apporter sur le plan politique, compte tenu des problèmes devant lesquels se trouve l'humanité. Le deuxième projet porte sur l'avenir des principales régions du Tiers Monde en termes de défis qu'elles doivent affronter dans le domaine du développement ainsi qu'en termes de justesse des politiques appliquées ou envisagées par les Gouvernements de ces régions pour maîtriser ces défis.

C'est dire que l'UNITAR et l'AMPS s'épaulent pour poursuivre un but commun : la réflexion prospective sur l'avenir du monde. Leur recours à la prospective est pleinement justifié car celle-ci nous invite à refuser les fatalités, qu'elles soient politiques, économiques, sociales ou culturelles. La prospective nous propose de rechercher en nous-mêmes les projets de notre futur et les moyens de le construire. La richesse de cet instrument, de cette discipline est de rendre à l'homme sa dignité et sa liberté en l'invitant à se tourner vers son avenir pour imaginer et promouvoir le mode de vie qui correspond à ses aspirations au lieu d'accepter le monde tel qu'il est et de s'enfermer dans des habitudes acquises.

/...

Loin de fuir un présent douloureux, la prospective s'enracine dans le réel en prenant en considération les contraintes diverses auxquelles chacun doit faire face. En redonnant l'initiative à ceux que les modèles économiques et la routine politique tendent à réduire au silence, elle contribue directement à l'indispensable construction d'un nouvel ordre mondial pleinement souhaité. La prospective permet ainsi l'espoir de voir se construire progressivement des styles de vie voulus par les populations, dans le cadre de relations internationales améliorées respectant la culture, l'identité, en un mot l'authenticité ainsi que la dignité de tous les partenaires.

La Première Semaine Internationale de Prospective Sociale qui commence aujourd'hui et qui marque aussi la première réunion publique organisée par l'AMPS à Genève est un aboutissement autant qu'un point de départ. Depuis le premier Colloque sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international, où fut créée l'AMPS, en 1976, des efforts persévérants devaient permettre à de nombreuses personnes et organisations de se regrouper, et de participer aux Congrès de Dakar et de Caracas, permettant à l'Association de mieux cerner son rôle et d'orienter son action au service du devenir de nos sociétés.

La présente Semaine Internationale de Prospective Sociale nous invite à renouveler notre réflexion sur un problème de plus en plus grave : ce fléau qu'est devenue l'explosion urbaine. Chacun sait maintenant qu'il s'agit d'un des tout grands phénomènes de notre époque et que peu de pays en sont épargnés. La communauté internationale ne reste pas passive en face de ce fléau, comme vient de le montrer la dernière Conférence Démographique Mondiale qui a eu lieu dans la capitale du Mexique. Cette Conférence a constaté en particulier

/...

qu'à la fin du 20ème siècle trois milliards de personnes soit 48 pour cent de la population mondiale vivront dans des villes, le plus souvent dans de très grandes villes. La question de savoir comment maîtriser ce phénomène est donc d'actualité.

Nous sommes appelés au cours de cette rencontre, à inventer des instruments qui permettent à ceux qui souffrent des conséquences de l'explosion urbaine de bâtir un meilleur avenir où leurs besoins fondamentaux soient satisfaits et leur dignité respectée. Que nous soyons réunis dans cette belle ville de Genève au grand retentissement international nous assure que notre recherche sera connue et pourra encourager tous ceux qui luttent pour que soit réalisé le mode de vie qui correspond le plus à leurs aspirations.

Le problème de l'explosion urbaine revêt une gravité particulière dans les pays en développement où nous constatons un exode rural inquiétant et le développement tout aussi inquiétant de la famine, du chômage et du sous-emploi. Dans beaucoup de pays n'existe pas une vraie politique d'aménagement du territoire, alors que dans d'autres, tout particulièrement en Afrique, la sécheresse, qui aurait dû favoriser la conception d'une telle politique perturbe plutôt, par sa persistance et son expansion continue, les efforts de planification requis.

La maîtrise de l'urbanisation ne consiste donc pas seulement à mieux concevoir l'organisation de la vie dans les zones urbaines. C'est aussi, et peut être même avant tout, d'éviter une urbanisation sauvage résultant d'un exode rural incontrôlé. Cet exode rural lui-même risque d'être favorisé si les investissements servent à améliorer et développer davantage les grandes citées au lieu de rendre plus attrayantes les conditions de vie en milieu rural. J'espère donc très sincèrement que ce problème sera sérieusement examiné au cours de nos débats tant il importe de s'assurer qu'une urbanisation réussie

/...

ne devienne pas synonyme d'un développement rural manqué.

J'aimerais ajouter que dans toutes les régions du globe les grandes villes ont généralement dépassé le seuil de saturation en plusieurs domaines. Délinquance juvénile, chômage, pollution, infrastructures surchargées, chaque ville connaît un, souvent plusieurs de ces problèmes qui empoisonnent la vie des citadins, et que les autorités souvent débordées ont parfois renoncé à maîtriser pleinement. Il nous faut donc tenter de comprendre les mécanismes qui font que les villes attirent encore une importante population, alors qu'elles ne peuvent souvent pas offrir à leurs habitants déjà établis des conditions de vie décentes.

Au-delà de ces énormes problèmes matériels, se posent souvent des questions d'un autre ordre. La ville est à la fois un lieu de pouvoirs, de contestation et de liberté où naissent et se concentrent les mouvements les plus contradictoires. Elle est aussi le carrefour où de nombreuses identités culturelles ou ethniques se retrouvent. La trop grande promiscuité crée souvent la violence et l'intolérance. Si chacun a eu l'occasion de prendre conscience de ces problèmes d'une manière ou d'une autre, il reste que nous savons mal les contrôler et que leurs solutions restent à trouver.

Ce qui est demandé à votre réunion est donc un grand effort d'imagination afin de proposer des solutions permettant de remonter un courant apparemment irrésistible. Il faut inventer des solutions nouvelles ou, à la rigueur, accepter, en les adaptant, les idées qui auront été expérimentées avec succès dans un certain nombre de pays. C'est dans ce contexte qu'il importe de faire connaître les projets, les idées que vous connaissez et qui ont donné des résultats satisfaisants. Il faudra alors examiner et comprendre les raisons de ces réussites et évaluer leurs conditions particulières afin d'en tirer le meilleur profit.

/...

J'ai confiance que votre réunion sera à la hauteur des espoirs suscités par sa tenue. Il est réjouissant en effet de constater que cette Première Semaine Internationale de Prospective Sociale a pu réunir autant de personnes venant d'horizons très variés. En ce début de semaine, nous ne pouvons que souhaiter que cette diversité permette des débats ouverts et enrichissants.

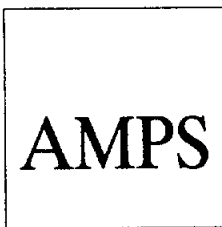
Excellences,

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

Après les excellents discours que nous venons d'entendre et qui vous ont présenté les divers sujets qui seront abordés au cours de cette rencontre, je ne crois pas opportun de vous infliger un long discours qui risque, de surcroît, de rentrer dans les détails qu'il faut réserver à d'autres séances. Il m'incombe cependant l'agréable devoir d'exprimer la profonde gratitude de l'UNITAR et de l'AMPS d'abord à chacun de nos invités qui ont bien voulu accepter d'honorer de leur présence cette cérémonie d'ouverture; à chacun des participants ensuite qui auront à passer cette semaine avec nous et qui apporteront leur précieux concours intellectuel à l'examen en profondeur des problèmes qui sont débattus; à nos hôtes d'honneur enfin qui, nous honorant de leur participation, soulignent ainsi toute l'importance que les hautes sphères des Gouvernements devraient accorder aux résultats de nos discussions.

Je déclare ouverte la Première Semaine Internationale de Prospective Sociale organisée par l'AMPS sous les auspices de l'UNITAR.



Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Première Semaine internationale de
prospective sociale

(Genève, 5-9 novembre 1984)

L'AVENIR DES CITES : TENDANCES ET SCENARIOS
SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES REPERCUSSIONS SUR
LA VIE DU XXIE SIECLE

Notes par J.A. Ambrose, Ph.D.

AMPS Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 GENEVE 10

THE FOUNDATION FOR ADAPTATION IN CHANGING ENVIRONMENTS

(Fondation pour l'adaptation dans des environnements changeants)

L'avenir des cités : tendances et scénarios susceptibles d'avoir des répercussions
sur la vie du XXI^e siècle

Notes, par J.A. Ambrose, Ph. D.

<u>TENDANCES DISTINCTIVES IDENTIFIABLES DANS LES CHANGEMENTS ACTUELS DU MONDE</u>	<u>TYPES DE SCENARIOS</u>
1. De l'économie nationale à l'économie mondiale Interdépendance globale Avions, satellites de communication Développement industriel du tiers monde Partage mondial de la production	Ville internationale
2. Du Gouvernement concentrique au gouvernement multicentral Croissance de la perspective fédérale Système de contrôles multinodaux combinés Le gouvernement régional facilite la démocratie participative Taille des villes réduite	Ville régionale
3. De la société industrielle à la société de l'informa- tion et de la connaissance Explosion de la communication Automatisation Informatisation Croissance du secteur des services	Ville de communication
4. Des hiérarchies aux réseaux Révoltes contre les structures d'action rigides, impersonnelles et autoritaires Gestion participative, plus centrée sur les individus, plus égalitaire Liens internodaux horizontaux multidirectionnels "Small is beautiful"... et possible	Ville réseau
5. De la centralisation à la décentralisation Renforcement de la crédibilité des autorités et des initiatives locales Diffusion de l'autorité Grande valorisation de la diversité culturelle Contacts directs à l'échelle humaine	Ville de voisinage

6. De la démocratie représentative à la démocratie participative
Ville participative
Les gens affectés par les décisions devraient être englobés dans le processus de décision
Orientation du pouvoir de la base vers le haut plutôt que de haut en bas
Plus grande autonomie des individus
Une meilleure éducation amène les gens à désirer une responsabilité et une implication plus grandes
7. Du profit à court terme au développement à long terme
Ville tournée vers l'apprentissage
Changements continuels dans la technologie
les marchés, les puissances économiques, les valeurs et les systèmes de vie
Non-survie des "dinosaures" obsolètes
Remise en question et examen critique comme processus continu de développement à long terme
8. De l'impératif technologique à la mise en oeuvre du potentiel humain
Ville tournée vers le potentiel humain
Qualité de la vie, humanisation
Passage de valeurs extraverties à des valeurs introverties
Besoins essentiels des gens, psychologiques aussi bien que physiques
Conjonction de l'utilisation optimale de la technologie et de la satisfaction des besoins des gens
9. De la dépendance institutionnelle à l'autosuffisance
Ville des opportunités
Plus grande autonomie individuelle, initiative et diversité
Explosion des initiatives
Autonomie pour la santé, l'éducation; mouvement des consommateurs
Suppression des limitations traditionnelles pour les modes de vie et de choix
10. De l'exploitation de l'environnement à la conservation écologique
Ville de préservation
Le vaisseau spatial terre
Révolte contre la pollution
Déficit énergétique et économies de coûts
Equilibre dans le flux complexe des demandes et pressions combinées

11. Du travail rigide au travail flexible

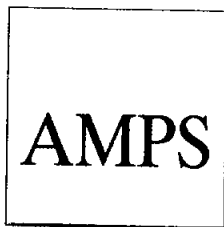
Ville de loisirs

Réduction du temps de travail ou du chômage
La distinction entre travail et loisir s'estompe
La recherche du risque et de la stimulation
s'oppose à l'impersonnalité et à l'ennui
Centres de récréation, éducation continue,
croissance personnelle

12. Du passé et du présent vers nulle part

Ville conflictuelle

Reconduction des lois actuelles,
"business as usual", résistances au
changement
Déterioration urbaine et étalement
Exode des meilleurs parmi les jeunes
Peur, méfiance, aliénation, réaction



Pour un nouvel ordre international:

ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

SIPS.1/19

PREMIERE SEMAINE INTERNATIONALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

(5-9 novembre 1984)

Contribution de

BARAS Emmanuel et KOMBERE Salome

AMPS Palais des Nations (UNITAR), 1211 Genève 10

L'Urbanisation est un des problèmes socio-culturels, économique les plus préoccupants de l'époque actuelle.

L'explosion urbaine de ces dernières décennies, conséquence du manque de maîtrise des problèmes qu'engendre cette urbanisation, constitue aujourd'hui une des préoccupations majeures des responsables des pays développés comme des pays en développement.

Les villes du BURKINA-FASO tout comme les autres villes d'Afrique se trouvent confrontées, après une brève histoire de leur développement à des problèmes épineux (logement, aménagement, manque ou insuffisance d'équipement et d'infrastructure de tout genre). Dans le même temps on observe une démographie galopante et incontrôlée.

Ainsi, loin de connaître une regression, l'explosion urbaine va à une telle allure que l'on peut dire, sans hésiter, que la vie en cité promet d'être un enfer au cours des prochaines décennies pour les couches sociales les plus défavorisées.

Par conséquent, il est non seulement urgent d'identifier les principaux problèmes afin de trouver les solutions immédiates aux préoccupations des populations, mais aussi et surtout, il faut dès à présent, en rechercher les causes profondes.

C'est, à ce titre que le BURKINA FASO marque un grand intérêt pour la tenue de cette première Semaine Internationale de Prospective Sociale sur le thème "Explosion Urbaine : Chaos ou Maîtrise".

Notre délégation fait également siennes les interrogations de l'AMPS :

- Comment promouvoir l'innovation technologique au service des besoins sociaux essentiels ?
- Comment réaliser la coopération Nord-Sud ?
- Comment assurer l'approvisionnement de nos villes et campagnes ?
- Comment freiner l'exode rural et réduire les dépenses alimentaires des pays au Sud ?
- Comment endiguer la violence, la drogue, la torture, le viol ?
- Comment venir à bout de l'apartheid ?
- etc...

.../...

Il va sans dire que l'A.M.P.S. dont les efforts tendent à cerner les grandes questions de notre époque, par l'échange des expériences, la recherche d'initiatives pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international aura la sollicitude de tous ceux qui luttent pour un monde plus juste, contre l'impérialisme et toutes les méthodes d'exploitation de l'homme par l'homme.

I - DEVELOPPEMENT DES GRANDES CITES EN AFRIQUE

L'Europe Capitaliste, au cours du 19^è Siècle, dans sa recherche de nouveaux débouchés et de matières premières, va installer le long des côtes africaines des comptoirs commerciaux que sont les villes actuelles d'ABIDJAN, PORTO-NOVO, DAKAR, LIBREVILLE etc...

Ces villes connurent une grande activité dans l'instauration du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique.

- Troc entre les produits manufacturés et des produits tels que l'or, l'ivoire, le bois, etc...

- Commerce des esclaves pour la mise en valeur des plantations en Amérique.

Cette époque est celle des signes précurseurs de l'exode rural en Afrique : la côte se vidant de plus en plus de ses hommes, les grands royaumes de l'intérieur (mossis, dogons) furent à leur tour sollicités.

Avec, la pénétration coloniale, on assiste à l'émergence de nouvelles villes par la création de postes administratifs (Bamako, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, etc...).

Des villes comme Dakar, Brazzaville vont connaître un essor particulier du fait des besoins de l'administration et de l'armée coloniales.

II - CAS DU BURKINA FASO

Les deux principales villes du BURKINA, Ouagadougou (328.000 Hts) et Bobo-Dioulasso (195.600 Hts) sont également les deux principaux centres administratifs hérités de l'époque coloniale et néo-coloniale.⁽¹⁾ Selon les données démographiques de 1975, la croissance annuelle de ces villes est estimée à 7,5% taux faible par rapport à celui des autres cités africaines : ceci est le résultat, à la fois, de la progression démographique générale estimée à 2,2%, mais aussi et surtout l'affluence des ruraux.

(1) Ces chiffres sont actuellement estimés à près de 500.000 et 200.000 respectivement pour les deux villes.

Bien entendu, à cause du faible développement économique du pays, ces villes ne connaissent pas les concentrations humaines des quartiers populaires des grandes villes d'Europe et d'Afrique, confrontées à la politique du béton et des grands ensembles (H.L.M. ...).

Cependant, du fait de la politique pro-impérialiste menée par les divers régimes jusqu'au 4 Août 1983, le Peuple travailleur des villes est confronté aujourd'hui, comme l'ensemble du Peuple Burkinabè, aux problèmes accablants de logement, de manque d'équipements socio-sanitaires. Il est écarté des loisirs et des activités nécessaires à son épanouissement.

Croissance Urbaine et Problèmes Sociaux

La ville de Ouagadougou compte à elle seule la moitié de la population urbaine au pays. A ce titre, elle a l'avantage de mettre en exergue les problèmes sociaux que rencontrent les Burkinabè vivant dans les principales cités du pays.

Urbanisme et Habitat

Un des traits caractéristiques de la situation héritée du passé néo-colonial est l'absence d'une politique du logement (en particulier) et le règne d'une spéculation foncière scandaleuse.

Selon certaines estimations, 20 % à peine des habitants de Ouagadougou sont propriétaires de leur logement.

Les biens immobiliers de tout genre sont concentrés dans les mains d'une infime minorité de fonctionnaires bourgeois bureaucrates, de quelques commerçants et autres féodaux.

Les classes dominantes ont tiré des profits monstrueux des "villas avec piscine" loués aux expatriés dans les quartiers modernes, mais aussi des taudis des quartiers populaires sur le dos des travailleurs, élèves et étudiants.

Dans le même temps, elles n'ont pris aucune mesure pour l'aménagement des quartiers populaires. Les bidonvilles ou encore quartiers à habitat spontané se multiplient.

.../...

On compte autour de la ville de Ouagadougou environ sept (7) Quartiers à habitat spontané qui comptent plus d'habitants que la ville elle-même. Tanghin-barrage, au Nord-Est de la ville est de 32 000 habitants.

Ce sont des quartiers où les maladies transmissibles prolifèrent rapidement du fait de l'insalubrité et de la promiscuité.

Ce sont des quartiers où le Peuple n'a pas accès à l'eau potable : le baril d'eau potable (2 M3) a été vendu jusqu'à 500 F.CFA (10FF) dans ces quartiers, ce qui représente le salaire journalier de nombreux travailleurs. L'Office National des Eaux qui produit l'eau (potable) courante compte 12.146 Abonnés pour toute la ville de Ouagadougou avec une production annuelle de 7.181.000 M3 (donnés de 1983).

- 83 bornes fontaines jusqu'en 1983 où l'eau est vendue à 90 F.CFA le M3 (1.80 FF).

Il en est de même pour l'électricité absente des quartiers populaires et inaccessible pour la majorité des habitants. Le kilowatt/H reste l'un des plus chers au monde (90F, 180 FF).

A tout cela, il faut ajouter l'insuffisance des écoles, dispensaires, maternités, la quasi-inexistence d'espaces verts, de terrains de jeux, (et pour cause, la spéculation foncière) ; autant de facteurs qui rendent les conditions de vie du peuple de plus en plus précaires dans les cités.

En 1986, on attend une population urbaine de plus de 820 000 habitants sur une population résidente totale de 7.340.500 sur la base d'un accroissement annuel de 7,6 %.

Du fait de l'inadéquation du système qui accentue le chômage et engendre les comportements déviants, les villes au BURKINA FASO connaissent de plus en plus les manifestations de la délinquance et de la criminalité.

III - UNE POLITIQUE COHERENTE EN FAVEUR DES MASSES DESHERITEES DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

La Haute-Volta coloniale longtemps considérée comme un réservoir de main d'oeuvre pour les plantations de la Côte a connu très tôt les problèmes liés à l'exode rural.

.../...

L'état d'arriération économique de ce pays (agriculture arriérée, industrialisation insignifiante), a été consciemment entretenu par l'impérialisme.

Le développement des cultures de rente au détriment des cultures vivrières, l'absence d'une politique en faveur du monde rural chaque jour plus appauvri par les impôts et taxes de tout genre, ont suscité le désespoir au sein des couches rurales.

En particulier les jeunes ruraux poussés par le mythe de la ville et l'espoir d'un emploi viendront de plus en plus gonfler le nombre des chômeurs et du lumpen-prolétariat car les emplois y sont réservés à une minorité de fonctionnaires et à une portion infime de travailleurs du secteur privé.

La paysannerie constitue plus de 90 % de la population Burkinabê. Il est par conséquent aisé, de comprendre qu'aucun développement harmonieux du pays n'est possible sans la participation de cette couche sociale.

Aussi, considérons-nous que l'explosion urbaine et la dégradation des conditions d'existence à la campagne sont, au BURKINA, les conséquences d'une même politique ; elles ne peuvent, par conséquent, trouver des solutions séparées.

Cette politique est celle qui a été imposée à notre Peuple jusqu'au 4 Août 1983. Notre pays ressent de manière spectaculaire les effets d'une crise structurelle, d'une récession économique mondiale sans précédent, du fait de la dépendance de l'économie vis-à-vis de l'étranger, de la sécheresse et ses corollaires et de l'utilisation par l'impérialisme de l'arme redoutable de la faim. Vingt trois (23) années après les indépendances politiques, une situation alimentaire dramatique sévit dans l'ensemble du pays avec un sahel sinistré à 100 %.

- Une couverture sanitaire insuffisante avec un taux de mortalité infantile de 182 %, parmi les plus élevées du monde ;

- L'eau potable pour seulement 25 % de la population ;

- Une population à 92,5 % analphabète.

Ces données montrent combien la vie est dure pour la majorité des Burkinabé qu'ils soient à la ville ou à la campagne.

.../...

Ces Conditions objectives ont été à la base de la Révolution Démocratique et Populaire, Révolution au cours de laquelle notre Peuple a pris conscience de sa force et réalisé qu'il n'est pas un peuple condamné à disparaître, comme la réaction s'est acharné à le démontrer, dans le but de le démoraliser, de le désarmer afin de l'exploiter docilement.

C'est pourquoi, la Révolution ne compte dans ses rangs que les couches et classes sociales qui ont intérêt au changement fondamental (paysans pauvres, ouvriers, artisans, petits commerçants, fonctionnaires, élèves et étudiants, employés du secteur privé, lumpen-prolétariat) et exclue toutes les forces d'oppression (bourgeoisie d'état, bourgeoisie commerçante et féodalité).

En arrachant le pouvoir des mains de ses ennemis, le Peuple entend instaurer une vraie justice sociale. Il montre, à travers des actes, sa détermination à faire du BURKINA FASO un pays où il fait bon vivre.

En une année, le pouvoir populaire a effectué des réalisations concrètes et pris des mesures en faveur des populations déshéritées de nos villes en particulier, et ce, dans divers domaines :

- Mise en place d'une vaste opération de lotissement dans l'ensemble des quartiers à habitat spontané de Ouagadougou et d'autres villes ;
- Relance de l'Habitat par la création d'une société immobilière nationale (SOCOGIB), d'une Banque de l'Habitat ;
- Textes sur la réglementation des loyers, sur la réforme agraire et la propriété foncière ;
- Assainissement du milieu par la construction de poubelles et latrines publiques dans les quartiers et les marchés ; aménagement des rues et fossés ;
- Augmentation du nombre de bornes-fontaines (20 bornes en 1984, en plus des 83 bornes déjà existantes) et réalisation de 50 forages dans les quartiers périphériques de Ouagadougou ;
- Instauration du Transport en commun dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Ces efforts sont entrepris dans le cadre d'une nouvelle politique, celle qui place les intérêts du Peuple Burkinabê au centre de tout développement.

.../...

Ces intérêts exprimés dans le Programme Populaire de Développement correspondent aux préoccupations des masses populaires rurales et urbaines, notamment dans les domaines de :

- l'autosuffisance alimentaire,
- l'alimentation en eau,
- l'habitat,
- des infrastructures socio-économiques de base (éducation, santé, culture et sport).

Ce programme populaire d'un coût total de 160 Milliards réalisable en 15 mois est un défi que le Peuple Burkinabê s'est lancé à lui-même et qu'il relèvera grâce à son engagement et à sa force inestimable.

Les secteurs du développement rural et des infrastructures économiques absorbent à eux seuls 85 % du financement de ce programme.

Cette priorité traduit la volonté du Conseil National de la Révolution de répondre aux besoins fondamentaux des masses (productions vivrières et alimentation en eau) tout en promouvant dans toutes les provinces du BURKINA les infrastructures socio-économiques de base (Habitat, transport et communications).

Les infrastructures urbaines, les transports et les communications occupent une place importante dans ce programme.

Le programme Populaire de Développement est un instrument mis à la disposition du monde rural sans lequel aucun développement de nos peuples n'est possible, tant il est vrai, que "c'est par leurs activités productives (paysans) que l'économie du pays se maintient malgré sa fragilité" (D.O.P. p. 10).

Les actions de ce programme contribueront à trouver une solution viable au problème de l'explosion urbaine.

Le développement de notre pays (villes et campagnes), ne peut donc se concevoir sans une politique de promotion et de justice en faveur du monde rural.

La décentralisation du pouvoir par la création des Provinces répond à ces objectifs :

- décentralisation politique et administrative ;
- décentralisation économique et sociale, soutien de cette politique par la création de l'UREBA ;

.../...

Sont à prendre en compte dans le cadre de la revalorisation du monde rural, les efforts déployés ou à mettre en oeuvre dans le cadre de la santé (vaccination commando) et de l'éducation (baisse des frais de scolarité, ouverture d'écoles et C.E.G., garderies d'enfants dans les Provinces) afin d'atteindre un taux de scolarisation plus ^(20%) élevé avant la fin de la prochaine décennie.

La mise en oeuvre de ces objectifs politiques vise à définir un code burkinabê tant au niveau urbain, inter-urbain que rural et de permettre à l'individu et à la communauté de s'épanouir dans son milieu.

La décentralisation politique administrative et économique concourt au décongestionnement des villes.

Elle contribue à créer de nouveaux pôles et à limiter la forte poussée économique exercée par les villes. Elle permettra aux diverses Provinces de connaître des activités culturelles et sportives qui étaient jusque là l'apanage de la ville.

Le moyen essentiel de cette politique est la nouvelle organisation sociale, l'organisation authentique du Peuple que constituent les Comités de Défense de la Révolution.

Les Comités de Défense de la Révolution exercent de manière effective le pouvoir révolutionnaire à tous les niveaux et dans tous les domaines qu'ils soient politique et idéologique, socio-économique, culturel et militaire.

Grâce à cette structure, notre pays qui était soumis à l'oppression féodale et bourgeoise tant au niveau des villes que des campagnes, se dote d'un nouveau pouvoir qui pose et résout les problèmes du Peuple, notamment ceux ayant trait à son cadre de vie.

A la notion de quartier qui correspondait à l'organisation sociale féodale se substitue le Secteur qui rassemble les forces populaires autour d'un Bureau C.D.R., démocratiquement élu.

Le BURKINA FASO se caractérise ^{également} par une forte migration externe. On estime à environ 2 Millions le nombre de Burkinabê vivant à l'extérieur :

- Côte d'Ivoire
- Gabon
- Ghana.

.../...

Ces travailleurs, outre le déracinement socio-culturel, connaissent généralement des conditions d'existence difficile :

- travaux pénibles, subalternes et mal-payés
- xénophobie et fréquentes tracasseries policières.

Aux expulsions massives (2 Millions d'étrangers) du NIGERIA en 1982 se succèdent d'autres expulsions qui se dérouleront dans des conditions tout aussi dramatiques où la dignité et le droit des personnes sont méprisés.

Tout en reconnaissant à chaque Etat sa souveraineté le BURKINA oeuvre pour le dialogue des peuples.

Ce dialogue cette année a permis la régularisation de la situation de nombreux travailleurs Burkinabê au GABON (cartes de séjour etc...).

Notre accueillant peuple vit en bonne intelligence avec une population étrangère chaque année plus nombreuse, (élèves et étudiants réfugiés en proportion croissante).

P E R S P E C T I V E S

En guise de conclusion à cette étude, le BURKINA FASO souhaite voir :

- se renforcer l'appui qu'apportent les divers Organismes de l'ONU (PNUD, OMS, UNICEF, UNESCO, etc...) aux efforts des Gouvernements en particulier ceux du Sud. Il s'agit plus particulièrement des actions en amont dans le domaine de la santé, de l'éducation et du développement d'une manière générale.

- s'instaurer un dialogue et une coopération plus accrue entre Etats du Sud par le biais de nos Institutions (O.U.A.; CEDEAO, C.E.A.O., LIPTAKO-GOURMA pour les Etats Africains). Cette coopération qui permettra le processus d'intégration économique de nos états est la garantie pour une lutte efficace contre les maux qui entravent nos politiques de développement : - sécheresse, absence des moyens de communication, etc...

.../...

Ils doivent aussi développer l'esprit de solidarité africaine tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'une part face aux calamités naturelles et d'autre part face aux politiques de division qui n'ont pour but que le maintien de nos Etats dans la dépendance croissante.

LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS !

AMPS

ISPW. 1/11
November 1984

For a new international order:

WORLD SOCIAL PROSPECTS STUDY ASSOCIATION

First International Social Prospects Week

(Geneva, 5 - 9 November 1984)

EFFECTS OF THE URBAN EXPLOSION
ON RURAL DEVELOPMENT IN LATIN AMERICA

b y

Solon BARRACHOUGH
(Consultant, UNRISD)

AMPS Palais des Nations (UNITAR) CH 1211, Geneva 10

C O N T E N T S

	<u>Page</u>
Introduction	1
Urban-rural interactions	2
Some rural impacts and feed-backs associated with urbanization	9
Demographic	9
Economic	13
Environmental	19
Social cultural and political	21
AMPS' questions	24

EFFECTS OF THE URBAN EXPLOSION ON RURAL DEVELOPMENT IN LATIN
AMERICA */

Introduction

The rapid growth of urban populations in most Latin American and other developing countries has been one of the most striking social trends since World War II ended in the mid-1940's. In every Latin American country urban populations have grown more rapidly than rural as a result of the combined effects of natural increase and migrations. In many countries such as Colombia, Mexico, Peru, Panama, Cuba, the Dominican Republic and Brazil, urban areas that included less than half of these nations' inhabitants in the 1950's, now include about two-thirds of the national populations. Urbanization had begun earlier in Chile, Argentina, Uruguay and Venezuela and continued during the last two decades leaving only about one-fifth of these countries' inhabitants in the country-side in 1980. Countries that were still predominantly rural in 1980 such as Haiti, Honduras, El Salvador, Guatemala, Ecuador, and Paraguay had all experienced significantly more rapid urban than rural population growth since 1950. In 1960 there were only about 20 Latin American cities with over half a million inhabitants. By 1980 there were nearly 50 such metropolitan areas in the region 1/.

Mexico City, Sao Paulo, Caracas and Buenos Aires are now among the largest cities in the world. In 1920 there were only 900,000 people

*/ Paper prepared by S. Barraclough for the first Social Prospects Week organized by the World Social Prospects Association (AMPS), Geneva, 5-9 November 1984.

1/ The World Bank, World Development Report 1982, Table 20.

in Mexico City, about 6% of the national population. In 1980 the Mexico City metropolis included about 15 millions - nearly one fourth of the Mexican population - and occupied some 550 square kilometres in the valley of Mexico. Projections indicate that Mexico City may have 30 million people by the turn of the century and be the world's most populated metropolitan area. ^{1/}

Emerging social problems in these rapidly expanding cities are all too obvious for their inhabitants and to visitors. Pollution, inadequate services, huge shanty towns, congestion, extensive poverty and unemployment often accompanied by political unrest have made urban problems a matter of urgent political concern. Research on urban issues has become a high priority for many Latin American and expatriate social scientists, city planners, geographers, etc. and there is a large body of literature now available. The interactions of the urban explosion with rural problems has received much less systematic attention, however. The purpose of this paper is to examine some of the issues involved and report on some of the available data and analyses.

Urban-rural interactions

The organizer of this AMPS conference on the urban explosion asked me to discuss its effects on rural development in Latin America. The phrasing of the request indicates some of the difficulties. Rural development implies that urban and rural development processes can be analysed separately. To discuss the effects of the urban explosion on rural development seems to imply that urbanization is a dynamic and a

^{1/} Cynthia Hewitt de Alcantara; "Patterns of Socioeconomic and Political Interaction in the Food System of Mexico City: Implications for National Policy". To be published in Gustavo Esteva and James Austin (eds.) Mexican Food Policy in the 1980's, Harvard University Press (forthcoming). During the same period (1950-1980), Managua, Nicaragua's population increased from 10% to 28% of the national population, San José, Costa Rica from 18% to 22%, Tegucigalpa, Honduras from 5% to 13%, Guatemala City from 10% to 12%, and San Salvador from 9% to 10%. CIERA, "Managua es Nicaragua: El Impacto de la Capital en el Sistema Alimentario Nacional" (draft), Managua, October 1984.

relatively independent process that affects a more stagnant rural society. This familiar structural dualism approach, however, has proved to be a very inadequate analytical framework for understanding Latin American realities. 1/

There were many urban centres in pre-Colombian Latin America, especially in Mexico, Central America and the Andean region. Schaedel argues that the development of these cities was parallel to the centralization of political integration represented by the secular state and that towns and cities were preconditions for consolidation of the state. 2/ These early cities evolved with the growing complexities of societies that originally had been almost entirely rural and agricultural.

The role of the cities changed dramatically, however, with the European conquest. They became primarily centers for administering the conquered Indians who were treated as slaves and vassals by

1/ In Latin America, Arthur Lewis' article in the 1950's "Desarrollo Económico con Oferta Ilimitada de Mano de Obra", El Trimestre Económico Vol. XXVII (4) No. 108, Dic. 1960, had an important influence in disseminating the dual-economy paradigm-- the urban, modern, dynamic, industrial sector and the rural, traditional, relatively stagnant agricultural sector. Actually Lewis was much more perceptive in his article than vulgar interpretations suggest. He was fully aware of the complex socio-economic processes transforming Latin American societies and of the many interactions among rural and urban social systems. The highly formalized and mathematically rigid Ranis and Frei model of dualistic development based in large part on Lewis insights, not only lacked Lewis' sophistication, but also distorted the dynamics of development by implying that they reside exclusively in the modern urban sector. (Gustav Ranis and John C.H. Frei, "A Theory of Economic Development" The American Economic Review, Vol. 51, September 1961.)

2/ Richard P. Schaedel, The City and the Origin of the State in America, No. 166 offprint series, Institute of Latin American Studies, Austin, Texas, Reprinted by permission from Actas del XXXIX Congreso Internacional de Americanistas, vol. 2. Lima, 1970. Cities emerged only where there were sedentary agricultural populations. In those large regions of the Americas where hunting and gathering predominated there were no real cities.

the Spanish and Portuguese conquerors. The Indian population's main function was seen as providing labour for the conquerors to extract wealth from the region's natural resources to support the invaders and for shipment to their home countries. When the Indian population was decimated by war and disease, and where it was too sparse or defiant to be pressed into slavery, black slaves were imported to work the conquerors' mines and plantations. Rural Latin America was an occupied territory administered and exploited by the colonial armies, civil authorities and colonizers based in the cities. The same occurred in the British, Dutch and French colonies in the Caribbean region.

Rural development in these circumstances at best meant providing minimal conditions for the Indians and black slaves to reproduce themselves. More commonly it meant only the enrichment of the colonizers and the colonial powers.

Nearly five centuries have ensued since the conquest. The pure-blooded Indians in much of the region gave way to mestizos, as a result of an intermingling with the conqueror. Most of the Latin American colonies became independent republics. The slaves were freed. Large rural areas were settled by European and other immigrants. However, the role of the cities as centres for administering the countryside and extracting its wealth persisted in Latin America with surprising tenacity, as it did in other colonized areas of the world where the indigenous population worked the land or where slaves had been imported to do so. These urban-rural relationships are beginning to break down in the present century.

The predominance of urban centres is reflected in the dramatic differences in social indicators such as infant mortality rates, literacy,

5.

nutrition, life expectancy and the like between urban and rural population to the benefit of the former 1/. This is often called the urban bias. More realistically it reflects a class bias benefiting principally the administrators, landlords, merchants, police, military and other members of the governing oligarchies and foreign investors. But as they are largely urban based, they are more sensitive to popular demands in the cities than in rural areas. Also, they particularly fear urban social unrest. As a result, more of these benefits trickle down to poorer urban groups than to rural ones.

The present international consensus on the meaning of development, as expressed in the United Nations charter and various UN resolutions, implies development of the whole society with benefits for all and the elimination of undue privileges and social injustice 2/. Rural and urban development are not separable although one can distinguish between the impacts of a development or growth process on different rural and urban social groups. To the extent that economic growth, better income distribution and popular participation in decision making are essential components of development, urban and rural development are part of the same process by definition. This is easily seen when one recalls that about two-thirds of the incomes of the region's poor is accounted for by the purchase, or self-provisioning, of essential foodstuffs, while the consumption of the well-to-do is mostly of non-

-
- 1/ World Development Report 1982, Op. Cit. and also Oscar Altimir, The Extent of Poverty in Latin America, World Bank Staff Working Paper No. 522, 1982.
- 2/ Social Development and the International Development Strategy UNRISD/79.2.

food goods and services even though they eat much better than the poor. Development necessarily implies an increase in food availability for those with inadequate diets which is a largely rural activity, and a much greater increase in the availability of largely urban based services and industrial products sufficient to meet popular needs in both rural and urban areas, and to provide necessary inputs for agriculture and industry.

The term integrated rural development was invented in the late 1940's to emphasize this essential unity of the rural and urban development process. In subsequent usage it has been corrupted to imply that rural development can be understood and dealt with separately. One of the authors of the original integrated rural development concept has denounced this debasement of rural development programmes to perpetuate the exploitation and subjugation of the rural poor 1/.

The urban explosion in Latin America coincided with the region's greater incorporation into the world economy and a period of unprecedented economic growth. The processes initiating this rapid growth differed from place to place - salpeter and copper exports in Chile, grain and meat exports in Argentina and Uruguay, minerals and fish meal in Peru, sugar exports in Cuba and many other Caribbean countries, agro-industrial expansion for export in Central America, petroleum exports in Venezuela, bananas in Ecuador, sugar, coffee and soya beans and later manufactured exports in Brazil, agro-industries, tourism, assembly of mostly imported manufactured components for export, and petroleum in Mexico, etc. This growth in exports was accompanied by increased imports and import substitution strategies together with many policies to encourage foreign investments. This made investments in Latin America highly profitable

1/ Professor K. Twum-Borima, "The Myth of Integrated Rural Development", a paper written for an International Seminar in Bogota, Colombia, organized by the office of Community Integration and Development of the Ministry of State Affairs, Colombia, August 20-25, 1979.

for investors in the U.S., Europe and Japan and especially for many transnational corporations.

New social groups emerged to administer and service the region's exports and imports, industries and cities. The traditional oligarchies began to lose their monolithic control and had to share power with other groups, especially the military. Many peasants were uprooted when their lands were incorporated into agro-industrial activities or their lands were simply taken over for extensive cattle-raising to meet export and increased domestic demands for meat. Other peasant lands were incorporated in large estates and left relatively idle to assure that cheap peasant labour would be available when needed in the mines, agro-export and agro-industrial activities. Many dispossessed peasants remained in the countryside as seasonal or full time labourers. Others fled to frontier areas. Many others took refuge in the cities. Social unrest and violence in many rural areas accompanied the expansion of commercialized large-scale agriculture. This led to an even more rapid exodus to the cities, as in Colombia during the 1950's or Guatemala and El Salvador today.

The urban explosion and increased polarization and pauperization in the rural areas were in a very real sense results of the same processes of economic growth and greater incorporation into the world economy. This growth was taking place in dependent peripheral economies whose social structures for historical reasons concentrated power, prestige, land and other wealth under the control of relatively small urban based governing elites and their domestic and foreign allies.

One cannot separate meaningfully most of the effects of urban growth on rural people from the effects of the many other socio-economic processes accompanying the region's economic expansion and accelerated insertion into world markets. These other processes were in any case largely responsible for the urban explosion. It is preferable to attempt to analyze some of the interactions between rapid urbanization and changes in rural areas than the effects of one or the other 1/.

In 1978 the United Nations Research Institute for Social Development began a study of food systems and society 2/. This research attempts to examine the causes of food insecurity in the modern world, taking into account the interactions among human socio-economic systems and also those of the natural environment, at local, national and international levels. Three national case studies under this project have been undertaken in Latin America -- in Mexico, Nicaragua and Chile. The research focuses on the processes most affecting the food security of poorer groups in these societies and what can be done to improve it. Urbanization is one of the processes that is explicitly considered. The following paragraphs draw heavily on this research in attempting to identify some direct and indirect interactions between the urban explosion and changes affecting rural society and especially different groups of the rural population.

-
- 1/ This complexity of urbanization and its subordination to broader national, regional and international processes, and the impossibility of separating rural and urban development, was recognized by many Latin American scholars decades ago. See, for example, Anibal Quijón Dependencia, Urbanización y Cambio Social en Latin America, Mosca Azul Editors, Lima, Perú, 1970.
- 2/ "Food Systems and Society", Board 1978/W. P.4. UNRISD, 1978; also Research Notes No. 6, UNRISD/83.06, and Rolando García, "Food Systems and Society"; A conceptual and Methodological Challenge, UNRISD/83/5.

Some rural impacts and feed-backs associated with urbanization

This section considers some of the demographic, economic, environmental and socio-political flows out of and into rural communities that are associated with urbanization. It also discusses some of the impacts on local rural systems and speculates about national level impacts of urbanization on rural change.

Demographic: Out-migration from many rural areas is obviously one of the most direct interactions with rapid urban growth. Several studies indicate that migration often is first to provincial towns and then to metropolitan areas ^{1/}. In any case, it is far from uniform. Some rural areas lose population but others gain through natural increase and immigration.

Out migration from rural areas affects the age and sex structures of the rural communities from which the migrants originate. Not everybody migrates. Usually those who leave are the young. Both men and women leave but not necessarily from the same communities. In Central Chile, an area dominated by large estates, during the 1950's and 1960's, the young women often left before the men because they could more easily find urban employment in domestic service. In the small-holding Chiloe region of the South on the contrary, the men migrated seasonally to work in the mines or in Argentina, leaving the women to tend the family parcels, a pattern found today in many regions of Africa. Population pyramids constructed for various communities of heavy out-migration in different Latin American countries indicate that most migrants are from the 15-29 years age group.

^{1/} This was widely documented concerning migrants in Chile and several other Latin American countries during the 1960's. Recent research indicates the same tendency in Nicaragua, "Managua es Nicaragua", op. cit.

Push and pull factors both operate. From the human standpoint of the migrants and their families, many or perhaps most migrants are expelled. They have no opportunities to maintain their livelihoods in their communities. As mentioned earlier, many flee war and brutal repression. Many others lose their lands to make room for large-scale commercial operations; the expansion of agro-industrial exports in Nicaragua, especially from 1950-1975, is a good example 1/. In other areas, many sons and daughters especially in small holding areas do not have access to land, even although ample land may be available locally or nationally it is not available to them because of the land tenure structure. Frequently, however, migrants leave simply to seek better opportunities for economic and social advancement. This is particularly true of those who have received some elementary education 2/.

Research in Mexico concludes that the rapid expansion of sorghum for livestock feed in the 1960's was accompanied by pauperization of most small peasants and farm labourers. Their nutritional status clearly worsened following the sorghum boom. Out-migration from sorghum producing areas accelerated. On the other hand, those peasants with sufficient resources to enable them to incorporate sorghum in their production or who had sufficient land to continue traditional cropping patterns on a large enough scale to assure adequate self-provisioning, and those labourers who found permanent employment in commercial farming, experienced improvement in their nutritional status 3/.

-
- 1/ S. Barraclough, A Preliminary Analysis of Nicaraguan Food System, UNRISD/83.3.
2/ Andrew Pearce, The Latin American Peasant, Frank Cass, London, 1975.
3/ SAS, "El Desarrollo de los Cultivos Comerciales en el Bajío" (draft), Mexico, D. F. 1984. Also Guy Duval "Los Estudios de Nutrición del SAS, el Caso Mexicano", UAM-UNRISD (draft) 1984.

Similar results were reported in Tabasco where peasant agriculture was severely affected by the boom in petroleum production --those peasants with sufficient resources or who found employment in petroleum related activities improved their living levels while many others became worse off. 1/ Other research indicates similar evidence of greater social differentiation and pauperization in regions affected by processes of commercial agricultural expansion. 2/

The research suggests that out-migration is more pronounced in those local areas most affected by the introduction of new commercial crops requiring less labour than the traditional agricultural production systems they displace. This was clearly evident in analysis of three microregions in the Bajío region of Mexico. Sorghum had expanded in all three but in one much more than in the other two. In the first where the sorghum expansion had been by far the most pronounced there was heavy out-migration. It was much less in the other two areas where sorghum cultivation had advanced more slowly. 3/

The economic, social and political impacts in rural communities associated with out-migration and changes in age and sex structures have not to my knowledge been systematically analyzed in Latin America. It is often assumed that the loss of many young vigorous inhabitants and the high proportion of old people and children remaining has a depressing effect on a community's potential for economic growth. One must remember, however, that the migrants leave mostly because they

1/ SAS "Impacto del Desarrollo Petrolero en el Sistema Alimentario: El Caso de Tabasco en México", (draft) México, D. F., 1984.

2/ Duval, op. cit.

3/ "El Desarrollo de los Cultivos Comerciales en el Bajío", op. cit. Another factor in these latter two micro-regions was that peasants had already lost much of their lands earlier during the expansion of commercial wheat production.

have no opportunities to maintain their livelihoods in traditional activities. Disguised underemployment is usually very high by whatever definition. Very frequently out-migration is associated with dynamic expansion of commercial agriculture. The "dependent" rural children and old people are not unemployed but are active participants in peasant production. In such situations, the loss of "human capital" through out migration to the cities probably does not by itself depress rural production very much in practice, nor is it necessarily an obstacle to economic growth of the type now taking place in most of Latin America 1/. This rural out-migration could, however, become a formidable obstacle to more self-reliant, autonomous national development where political situations evolve making such an alternative strategy feasible. Such an alternative would imply making fuller use of relatively abundant land and other natural resources and less dependency on expensive imported technologies and inputs, and narrowing the gap between rural and urban living levels and incomes. In Nicaragua, where the government has been attempting to initiate such a strategy since 1980, shortage of labour in many rural areas has proved to be a major bottleneck. 2/

Since there are fewer people in the rural communities to feed than if the migrants had remained, there is less demand on local resources for self-provisioning than would otherwise be the case. Also the migrants generally send back part of their incomes to their families. This can be a very important source of income for some rural communities. A study with which I was associated in Mexico in 1976 showed that in one very poor Indian community in Oaxaca remittances made up 8.4 percent of the village's gross income. 3/ There is evidence that migrants often do not regard their

1/ Europe lost much of its population through migration during the 18th and 19th centuries but it would be hard to show that this depressed Europe's economic growth.

2/ CIERA, "Managua es Nicaragua..." op. cit. (CIERA, Centro de Investigación y Estudio de Reforma Agraria (Nicaragua)

3/ SRA-FAC-PNUD (SRA, Secretaria de la Reforma Agraria, FAO, Food and Agriculture Organization, PNUD Programme des Nations Unies pour le Developpement) Estudios en la Mixteca Alta. Project, Mexico 74/006, C. F. 1976.

move as permanent until the second generation. ^{1/} To the extent remittances are received, this diminishes the need to increase local peasant production for survival. On the other hand, if there are sufficient land resources and attractive markets, the remittances may be invested in expanding production for the market.

Out-migration undoubtedly often serves as a safety valve, permitting ambitious young people to leave who otherwise might become engaged in peasant organizations and lead movements of social protest or revolution. Here again, one cannot generalize easily, however. As will be seen later, accelerating out-migration is often associated with increased peasant unrest and protest.

At the national level, in countries that are predominantly rural, even explosive urban growth has little immediate impact on the size of the total rural population, nor in the most highly rural countries, on its rate of increase. When the urban centres include about sixty percent or more of the total population, however, continued rapid urban growth often results in an absolute as well as relative decline in the rural population. This is an algebraic truism depending on rural and urban birth rates, death rates and urban growth rates in each country. But this relation between the impacts of urbanization on rural population change and the relative size of the rural population is often forgotten. Even relatively slow urban growth in urbanized countries such as Chile or Argentina, to the extent that the growth is from rural migration, contributes to a decline in rural population, while urban growth in agrarian countries like Honduras, Guatemala or Haiti does not have much impact on the rate of rural population increase.

Economic: One of the greatest direct economic impacts of urbanization in rural areas is the increased demand for food and other agricultural

^{1/} Mines, Richard and Alain de Janvry "Migration to the United States and Mexican Rural Development", American Journal of Agricultural Economics, Vol. 64, No. 3, 1982.

products. It is often practically impossible, however, to separate the impacts of increased domestic urban demand for food from increased demand for food exports. For example in Tabasco, Mexico, the dominant dynamic process affecting the region during the 1950's and 60's was the expansion of livestock production. This was destined primarily for higher income consumers in Mexico City where demand was increasing rapidly. ^{1/} But the Tabasco cattle replaced Mexico City's traditional sources of meat where cattle were abandoned for other lines of production. Meanwhile cattle exports from the northwest to the U.S. were expanding rapidly. The livestock boom in Tabasco therefore was a result of both increased urban and export demands. Similarly, the sorghum boom for livestock feed in the Bajio was due both to increase urban and foreign demand for livestock products.

In the cases of soybeans in Brazil, bananas in Ecuador, agro-exports in Central America or wheat in Argentina, it is clear that foreign demand was by far the most important. In these countries there have also been greatly increased urban demands for food, as in the rest of Latin America. This provides an opportunity for dynamic growth of agriculture producing basic foods for the cities. This has usually not occurred, however, or if it did it was much less than might have been hoped. Imports of staple foods, especially grains, have increased sharply in the majority of Latin American countries while nutritional levels of the poor do not seem to have improved and in many regions have actually worsened. We mentioned earlier how dynamic growth processes frequently have negative consequences for many small peasant producers and rural workers in the local communities most affected. Production of traditional crops often declines, peasant producers lose control of much or all of their land and the new employment generated by the growth of modern

^{1/} "The impact of oil development in Tabasco", op. cit.

commercial agriculture seldom provides sufficient employment even to maintain the livelihoods of most of the displaced peasantry.

These consequences are exacerbated by government price, import and exchange rate policies designed to keep food relatively cheap especially in the cities. Chile, for example, now imports about 60 percent of its wheat. Wheat production on the larger commercial farms has declined drastically during the last decade with the institution of relatively free trade and the removal of many former incentives in the form of cheap credits and inputs. Small producers who had no other alternatives have maintained more of their production than commercial farmers, but with extremely limited resources their absolute levels of production have failed to respond to increased domestic demand. 1/

Part of the problem lies in the region's agrarian structure that concentrates control of land, credit, modern technology, power and wealth in the hands of a small minority 2/. Analysis of agrarian structures cannot be separated, however, from that of overall economic, political and social structures. Effective demand in urban areas increases most rapidly for the products consumed by high and middle income groups. The poor in the cities cannot afford to increase their consumption, while the poor in the countryside do not have either the resources or incentives to increase their production. The result is disarticulated economic growth with insufficient feed-backs to stimulate broad based development benefitting all major social groups.

1// 1983: Crisis Agraria, La Dificil Reactivación, GIA, Santiago, 1984, and also GIA's draft report to UNRISD "Control del Excedente y Mecanismos de Comercialización en la Agricultura: Los Casos del Trigo y la Leche".

2/ S. Barraclough, Agrarian Structure in Latin America, Lexington Books, Lexington, Mass, 1973.